

Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des priorités opérationnelles du FAD-12

Document de discussion

Revue à mi-parcours du FAD-12
Septembre 2012
Praia, Cap-Vert



FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

Résumé analytique

Au titre de la Douzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-12), le mandat du Fonds, en qualité de canal privilégié du financement du développement au profit des pays à faible revenu d'Afrique, a été réaffirmé par les plénipotentiaires et la direction du Groupe de la Banque. Ils ont décidé de faire jouer au Fonds un rôle essentiel en ce qui concerne les défis du développement à relever sur le continent, notamment dans le comblement du déficit infrastructurel, la promotion de la bonne gouvernance, l'accélération de l'intégration régionale et la fourniture d'un appui renforcé aux États fragiles et aux pays affectés par les conflits. Le présent rapport fait le point de la mise en œuvre de ces priorités ainsi que des thèmes transversaux convenus à mi-parcours du cycle opérationnel du FAD-12 (2011-13).

Contexte opérationnel : La première moitié de la période du FAD-12 a été caractérisée par l'évolution rapide des contextes politiques et économiques au niveau national, régional et mondial. Certes les pays à faible revenu d'Afrique ont fait preuve d'une remarquable résilience et ont réalisé un redressement rapide à la suite de la crise économique et financière mondiale de 2009, mais ils continuent de faire face à des difficultés immenses pour convertir la croissance économique en un développement inclusif à base élargie. Le paysage politique sur l'ensemble du continent connaît également des changements notables, avec des signes de transformation démocratique dans une grande partie de la région, d'une part, et l'accroissement de l'instabilité politique et de la violence armée dans certaines zones, d'autre part. Le degré de pauvreté, d'insécurité et de vulnérabilité aux chocs exogènes reste exceptionnellement élevé, surtout dans les États fragiles ou les pays touchés par des conflits.

La réponse du Fonds : S'appuyant sur la résilience institutionnelle et les capacités renforcées du Groupe de la Banque, le FAD a répondu, dans les délais et de manière judicieuse, aux différents besoins en constante évolution de ses clients, en tirant parti de toute la palette des instruments dont il dispose. Les opérations du FAD ont atteint leurs objectifs de développement et produit des résultats concrets sur le terrain, avec des améliorations notables constatées dans la mise en œuvre et la qualité de son portefeuille. Malgré les contraintes d'ordre matériel et sécuritaire qui pèsent sur la base opérationnelle du Groupe de la Banque à Tunis, depuis le début de 2011, et les difficultés politiques et économiques que connaissent actuellement de nombreux pays, la réalisation des objectifs stratégiques et des priorités opérationnelles du FAD-12 reste en bonne voie et en conformité avec les engagements souscrits dans le rapport des plénipotentiaires.

Dans l'ensemble, à la mi-parcours du cycle du FAD-12, le Conseil d'administration du FAD avait approuvé 91 opérations pour une valeur de 2 684,6 millions d'UC, soit 49% des opérations figurant dans la réserve des projets du FAD-12 (5 430,9 millions d'UC). Les ressources approuvées comprenaient celles du FAD-12 (2 621,9 millions d'UC) et celles provenant de ressources annulées utilisées par les pays (62,7 millions d'UC). La répartition sectorielle des opérations programmées et approuvées est conforme aux priorités stratégiques du FAD-12.

- **Infrastructure :** le secteur de l'infrastructure représente la plus grosse part du portefeuille du FAD-12, avec 3 171,3 millions d'UC (soit 59 %) du total des opérations figurant dans la réserve des projets au titre de la Douzième reconstitution des ressources du Fonds. Les opérations approuvées dans le secteur de l'infrastructure à fin juillet 2012 s'élevaient à 1 341,7 millions d'UC (42% du total des engagements attendus pour le cycle). Parmi les sous-secteurs de l'infrastructure, le transport constitue 76 % des approbations, suivi par l'énergie (12 %), l'accès à l'eau et l'assainissement (11 %), ainsi que les technologies de l'information et de la communication (1 %). Les investissements dans l'infrastructure au titre du FAD-12 visent à combler des écarts importants dans les réseaux infrastructurels et à promouvoir le développement et l'intégration économiques au niveau national et régional, par l'intensification des investissements en s'appuyant sur les réalisations du FAD-11, et en augmentant la taille des projets, comme il convient, de manière à réduire au minimum la fragmentation des investissements et le coût des transactions. En accord avec les objectifs de promouvoir une productivité agricole et une sécurité alimentaire à travers les infrastructures, plus d'un tiers des opérations approuvées dans le secteur de l'infrastructure viennent en appui de l'agriculture comme premier ou second objectif. De plus, 50% des opérations approuvées dans le secteur agricole sont liées à l'infrastructure.
- **Gouvernance :** 22 opérations, estimées à 840,5 millions d'UC avaient été approuvées à mi-parcours, dont 375 millions d'UC (soit 46 %) avaient été décaissés. Ces opérations apportent un appui aux réformes en matière de gouvernance économique et financière aux niveaux national,

sectoriel et régional, un accent particulier étant mis sur la gestion des finances publiques (GFP) et l'assistance au développement du secteur privé. Le Fonds a également continué à fournir une assistance technique complémentaire, des services d'analyse et de conseils dans le cadre de ces réformes et du renforcement des capacités institutionnelles. Les récentes évaluations ont souligné que les réformes en matière de gestion des finances publiques avaient eu un impact positif grâce aux opérations d'appuis budgétaires et au rôle de pionnier joué par la Banque dans les États fragiles. La nouvelle politique des opérations à l'appui des programmes (PBO) du Groupe de la Banque, qui a été enrichie par l'évaluation des opérations à l'appui de programmes de 2011, et par les vastes consultations internes et externes, a été approuvée par les Conseils d'administration en 2012.

- **Opérations régionales (OR) :** Avec l'augmentation de l'enveloppe des OR, qui est passée de 17,5 % à 20 % au titre du FAD-12 (1 162,5 millions d'UC), et à la suite de l'introduction du cadre de sélection et de priorisation des OR en 2011, 24 projets ont été retenus en 2011-12, représentant l'utilisation prévue de 1 115 millions d'UC (96 %) sur l'enveloppe des OR. 65 % des projets sélectionnés avaient été approuvés, et le reste devrait l'être au cours du second semestre de 2012. Les conclusions de l'évaluation indépendante effectuée en 2012 indiquent que le concours du Fonds à l'intégration régionale, qui s'est accru au fil du temps, a été pertinent, efficace et adapté aux besoins des clients. Par ailleurs, le rapport a identifié les domaines où d'autres améliorations sont requises, telles qu'une meilleure définition de ce qui constitue les OR, une concentration plus précise sur les contraintes immatérielles de l'intégration régionale, l'identification du rôle du secteur privé, et la résolution des problèmes institutionnels.
- **États fragiles :** 11 opérations estimées à 229,5 millions d'UC avaient été approuvées (57% des ressources prévues), au titre des piliers I de la Facilité des États fragiles (FEF), pour appuyer la réhabilitation et la construction d'infrastructures, accélérer les réformes en matière de gouvernance et rebâtir les capacités institutionnelles dans six pays. Au titre du pilier III, 20,1 millions d'UC ont été engagés pour soutenir le développement des capacités institutionnelles dans 13 pays. Les évaluations de la performance des pays ayant bénéficié de ressources du premier cycle du pilier I et de l'assistance du pilier II du FAD-11 montrent que tous sont en train de faire des progrès dans la mise en œuvre des réformes en matière de gouvernance, d'améliorer la performance économique et de bénéficier de l'allègement de leur dette. L'appui du FAD au titre du pilier III a contribué notablement à préparer le terrain pour que le Groupe de la Banque s'engage dans des pays ayant des défis particuliers à relever, comme la Somalie, le Soudan et le Zimbabwe, pour lesquels l'institution dispose de peu d'instruments. Les conclusions de l'évaluation indépendante de l'assistance du Groupe de la Banque aux États fragiles indiquent que l'appui du Fonds a été efficace, adapté et souple, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des opérations relevant des piliers I et II. Le rapport a également identifié des domaines qui doivent être améliorés davantage et sur lesquels la Direction se penche actuellement, à savoir : réévaluer le cadre de l'allocation des ressources et les critères d'éligibilité de la Facilité en faveur des États fragiles, renforcer la conception et la mise en œuvre du programme à travers une analyse plus approfondie de la « fragilité », améliorer la conception et la gestion courante des activités du pilier III, et mieux définir et rationaliser les accords institutionnels.
- **Thèmes transversaux :** les liens stratégiques et opérationnels des thèmes transversaux du FAD (développement du secteur privé, changements climatiques, problématique du genre et développement du capital humain, et agriculture et la sécurité alimentaire) ont été renforcés sous le FAD-12. L'appui du Fonds pour la promotion d'un environnement propice aux affaires s'accroît et le volume des opérations du *secteur privé* dans les pays FAD a augmenté, passant de 30 % en 2007 à 48 % en 2011, tout comme l'utilisation accrue d'instruments financiers novateurs tels que le partenariat public-privé, et l'introduction de l'instrument FAD de garantie partielle de risques a permis au Groupe de la Banque d'être à même d'approfondir et d'élargir son appui au développement du secteur privé dans la région. De même, l'appui opérationnel du Groupe de la Banque, les plaidoyers en faveur des politiques et les activités liées au savoir sur le *changement climatique* se sont renforcés considérablement. Les ressources mobilisées au titre des facilités de financement du climat sont utilisées stratégiquement pour compléter celles du Fonds, particulièrement dans les secteurs de l'infrastructure et l'agriculture. Par ailleurs, le Groupe de la Banque avance lentement mais régulièrement dans la voie de la réalisation de son programme *d'intégration de la problématique du genre* dans ses opérations, et en réponse à la demande accrue de la part de ses clients, l'appui du FAD-12 au *développement du capital humain* a augmenté, représentant 8% (405,6 millions d'UC) des engagements durant le cycle de trois ans. De même, les opérations figurant dans la réserve des projets du FAD-12 dans les secteurs de

l'agriculture et de la sécurité alimentaire représentent 11 % (587,9 millions d'UC) du total des engagements, et est considérablement supérieur en tenant compte des opérations liées à l'agriculture dans le portefeuille de l'infrastructure. Outre les activités opérationnelles, des politiques et stratégies relatives aux questions transversales – telles que la politique et la stratégie de développement du secteur privé, la stratégie en matière de genre pour la période 2012-2016, la stratégie de développement du capital humain 2012-2016, le Plan d'action sur le changement climatique 2011-2015 – sont en cours de conception et/ou d'affinement pour traduire leur importance croissante et l'approche globale et cohérente adoptée dans toute la Banque pour intégrer ces thèmes transversaux.

Défis d'exécution : Pour assurer un suivi plus étroit et aller de l'avant, la gestion des principaux défis et des nouveaux problèmes a permis de déterminer la nécessité de renforcer les capacités des clients en matière de préparation et d'exécution de projets, notamment dans le secteur de l'infrastructure, et la nécessité d'accroître l'appui financier et programmatique du Fonds aux États fragiles, aux opérations régionales, au développement du secteur privé et au développement du capital humain.

Table des matières

Sigles et abréviations.....	vi
1. Introduction	1
2. Aperçu du contexte opérationnel et de la fourniture de l'assistance du FAD	2
<i>Maintien de la priorité stratégique dans un contexte opérationnel varié et évolutif</i>	<i>2</i>
<i>Priorité aux résultats du développement.....</i>	<i>3</i>
3. Mise en œuvre des priorités opérationnelles du FAD-12.....	6
I. Mise en œuvre des principales priorités opérationnelles	8
<i>Infrastructure</i>	<i>8</i>
<i>Gouvernance</i>	<i>14</i>
<i>Promouvoir l'intégration régionale.....</i>	<i>18</i>
<i>Assistance aux États fragiles</i>	<i>21</i>
II. Mise en œuvre des thèmes transversaux	25
<i>Développement du secteur privé</i>	<i>25</i>
<i>Changement climatique.....</i>	<i>28</i>
<i>Intégration de la problématique du genre et développement du capital humain</i>	<i>30</i>
<i>Agriculture et sécurité alimentaire.....</i>	<i>35</i>
4. Défis d'exécution/nouveaux enjeux et réponse de la Direction	37
<i>Renforcer la capacité des clients à préparer et mettre en œuvre les projets</i>	<i>37</i>
<i>Renforcer l'appui financier et programmatique du FAD</i>	<i>38</i>
5. Conclusion et recommandations	40
Annexe I: Cadre de sélection et de classement des opérations régionales du FAD par ordre de priorité.....	41
Annexe II: Information sur la mise en œuvre de l'instrument de garantie partielle de risques	43
Annexe III : Mise en œuvre du Plan d'action du Groupe de la Banque sur le changement climatique	46
Annexe IV: Exemples d'opérations à l'appui de programmes au titre du FAD-12.....	50
Annexe V: Engagement rapide dans les pays sortant d'un conflit ou d'une crise.....	51
Annexe VI : Promotion de l'égalité homme-femme dans l'enseignement supérieur - Rwanda..	53
Annexe VII: Liste des projets approuvés du FAD-12.....	54

Encadrés

Encadré 1:	Principales caractéristiques de l'appui du FAD-12 au secteur du transport	9
Encadré 2:	Intensification des investissements novateurs dans l'énergie des pays FAD	11
Encadré 3:	Exemples de résultats d'opérations d'appui à la gouvernance	16
Encadré 4:	Points marquants de la politique et de la stratégie de développement du secteur privé de la Banque	28
Encadré 5:	Projet de gestion participative intégrée des bassins versants - Gambie	30
Encadré 6:	Habilitation des femmes par l'amélioration des structures des marchés - Ouganda	32
Encadré 7:	Appui du FAD au développement du capital humain au Malawi	34
Encadré 8:	Appui à la recherche agronomique pour le développement des cultures stratégiques en Afrique	36

Graphiques

Graphique 1:	Engagements du FAD-12 et évolution des approbations annuelles (FAD-9 au FAD-12)	7
Graphique 2:	Répartition sectorielle et combinaison des instruments de financement au titre du FAD-12	8
Graphique 3:	Répartition sectorielle et géographique des opérations régionales approuvées	20
Graphique 4:	Répartition des opérations d'investissement du FAD approuvées, Opérations actives*	25
Graphique 5:	Opérations du secteur privé dans les pays FAD à fin juillet 2012	26

Tableaux

Tableau 1:	Tendances de la performance du portefeuille du FAD*, 2007-2011	5
Tableau 2:	Opérations d'infrastructure du FAD-12, approuvées et programmées à fin-juillet 2012	9
Tableau 3:	Opérations de gouvernance et multisectorielles du FAD-12 à fin juillet 2012	15
Tableau 4:	Programme de l'assistance du FAD-12 aux États fragiles	22
Tableau 5:	Opérations du secteur privé dans les pays FAD, 2011-2012	27

Sigles et abréviations

ABP	Allocation basée sur la performance
BAD	Banque africaine de développement
BMD	Banques multilatérales de développement
BPR	Biens publics régionaux
CER	Communautés économiques régionales
CMR	Cadre de mesure des résultats
DSIR	Documents de stratégie d'intégration régionale
DSP	Développement du secteur privé
DSP	Document de stratégie pays
EPIP	Évaluation des politiques et des institutions des pays
FAD	Fonds africain de développement
FAD-11	Onzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-12	Douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de
FEF	Facilité en faveur des États fragiles
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIC	Fonds d'investissement climatique
FMI	Fonds monétaire international
GFP	Gestion des finances publiques
GPR	Garantie partielle de risques
IDA	Association internationale de développement
IDH	Indice de développement humain
IFD	Institution de financement du développement
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
MDP	Mécanisme du développement propre
NBET	Nigeria Bulk Electricity Trading
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NG	Notation de la gouvernance
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectif du millénaire pour le développement
ONU	Organisation des Nations Unies
OpsCom	Comité des opérations
OR	Opérations régionales
P/PAI	Projet/Programme d'appui institutionnel
PAG	Plan d'action sur la gouvernance
PAIC	Plan d'action sur l'infrastructure et la croissance
PBO	Opérations à l'appui de programmes
PEI	Producteur d'énergie indépendant
PIB	Produit intérieur brut
PIF	Programme d'investissement pour la forêt
PME	Petites et moyennes entreprises
PMR	Pays membres régionaux
PPP	Partenariat public-privé
PPRC	Programme pilote pour la résilience climatique
REP	Rapport d'évaluation de projet
SSC	Système de sauvegarde climatique
TIC	Technologie de l'information et de la communication
UC	Unité de compte
USD	Dollar des États-Unis

RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS OPÉRATIONNELLES DU FAD-12

1. Introduction

- 1.1 Le positionnement stratégique et les capacités en ressources disponibles du Groupe de la Banque (BAD ou Banque) ont été renforcés dans le cadre de la Douzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-12) et de l'augmentation parallèle du capital de la Banque.¹ Le mandat du Fonds africain de développement (FAD ou Fonds), en tant que vecteur privilégié du financement du développement au profit des pays à faible revenu d'Afrique, a été réaffirmé dans le contexte « d'une seule Banque » qui tire parti du rayonnement du Groupe de la Banque sur l'ensemble du continent. Dans le cadre de la reconstitution, les plénipotentiaires et la Direction se sont accordés sur une série de priorités stratégiquement bien ciblées qui devaient constituer le programme d'assistance du Fonds sur la période du FAD-12 (2011-2013), comme il est énoncé dans le rapport sur le FAD-12. Ils ont également décidé que la fourniture de cette assistance serait sous-tendue par une solide capacité institutionnelle, une attention plus marquée à la qualité et à l'efficacité des opérations, et par une priorité accrue accordée aux résultats du développement.
- 1.2 En conformité avec ce mandat, l'engagement opérationnel du FAD-12 se concentre sur quatre piliers stratégiques : i) répondre aux besoins de l'Afrique dans le domaine de l'infrastructure ; ii) promouvoir la gouvernance responsable et transparente en matière de gestion des finances publiques, et créer un environnement propice pour le développement du secteur privé aux niveaux national, sectoriel et régional ; iii) soutenir l'intégration régionale en accroissant les investissements dans l'infrastructure régionale, les biens publics régionaux et le renforcement des capacités, et introduire de nouveaux outils pour renforcer la sélection et la priorisation des opérations régionales ; et iv) aider les États fragiles à rebâtir leurs capacités économiques et à restaurer la stabilité, à travers le renforcement des engagements opérationnels. Au nombre de ces priorités opérationnelles figurent les thèmes transversaux suivants : la fourniture d'un appui accru au développement du secteur privé, l'engagement dans la voie d'une croissance sobre en CO₂ et résistante au changement climatique, l'approfondissement de l'intégration de la problématique du genre et l'investissement dans le développement du capital humain ; et promotion de la sécurité alimentaire et de la productivité agricole.
- 1.3 Le présent rapport fait le point de la mise en œuvre des priorités opérationnelles majeures ainsi que des thèmes transversaux à mi-parcours du cycle opérationnel du FAD-12. Les documents du FAD-12 sur l'allocation des ressources, l'efficacité et les résultats institutionnels, ainsi que sur l'efficacité du développement apportent des informations complémentaires sur les activités et actions connexes du FAD en appui à la mise en œuvre des priorités opérationnelles. Le rapport est structuré comme suit : la section 2 donne un aperçu du contexte opérationnel actuel et des faits marquants liés à la fourniture de l'assistance du FAD ; la section 3 examine la mise en œuvre des priorités opérationnelles et des thèmes transversaux ; la section 4 présente les nouveaux enjeux et les défis d'exécution, ainsi que les réponses de la Direction ; et la section 5 expose les conclusions et recommandations. Des informations détaillées sur le nouveau cadre de sélection et de priorisation des opérations régionales du FAD, l'instrument de garanties partielles de risques du FAD et le plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque sont fournies aux annexes I – III.

¹ Les consultations relatives à la Sixième augmentation générale du capital de la Banque africaine de développement ont été conclues en mai 2010 avec une augmentation de 200 % du capital, suivie de la Douzième reconstitution des ressources du FAD (FAD-12) à hauteur de 6,1 milliards d'UC en septembre 2010.

2. Aperçu du contexte opérationnel et de la fourniture de l'assistance du FAD

Maintien de la priorité stratégique dans un contexte opérationnel varié et évolutif

- 2.1 Depuis la conclusion des discussions sur la Douzième reconstitution des ressources du FAD en 2010, le contexte dans lequel le Fonds intervient n'a cessé d'évoluer, caractérisé par la lente reprise après la crise financière et économique mondiale de 2009, débouchant sur la crise de la dette et l'austérité budgétaire dans la zone euro dans la plupart des économies avancées ; l'émergence de troubles politiques et sociales sans précédent en Afrique du Nord ; et l'éclatement de protestations civiles à travers l'Afrique subsaharienne, sans oublier des poches d'instabilité politique et de conflits armés dans la sous-région. Un grand nombre de pays donateurs du FAD connaissent des difficultés économiques et budgétaires sérieuses, même s'ils continuent de soutenir fermement l'Afrique. Le Fonds, pour sa part, est resté stratégiquement concentré tout au long de cette période difficile et s'est adapté aux différents besoins de ses clients.
- 2.2 Au chapitre économique, **les pays d'Afrique à faible revenu ont fait l'objet d'une résilience et d'un redressement remarquables**. En moyenne, la croissance du produit intérieur brut réel de tous les pays² FAD éligibles a rebondi, passant de 4,9 % en 2009 à 5,7 % en 2011, et ce taux devrait atteindre 6,2 % en 2012. S'il est vrai que la croissance la plus rapide a été observée dans les pays exportateurs de pétrole, un certain nombre d'autres pays, tels que l'Éthiopie, le Liberia, le Mozambique et le Rwanda, ont enregistré des taux de croissance annuels supérieurs à 7 % en moyenne, grâce à la prudence dont ils n'ont cessé de faire preuve dans leur gestion économique et leurs réformes durant la décennie écoulée.³
- 2.3 En dépit des résultats économiques positifs, il est toujours difficile de traduire la croissance en un développement inclusif à base élargie qui favorise le bien-être social et la création d'emplois, en particulier pour les jeunes dont le nombre croît rapidement sur l'ensemble du continent. Les indicateurs de développement humain concernant l'éducation et la santé ne se sont améliorés que modérément, même pendant les années de forte croissance, avec l'indice composite global moyen de développement humain (IDH) des Nations unies pour l'Afrique qui est passé de 0,4 en 2000 à 0,42 en 2009.⁴ Par ailleurs, les États fragiles du continent continuent de figurer au quintile inférieur de l'IDH de 2011 et représentent la majorité des pays qui ont du mal à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Les États fragiles accusent un retard de 40 % à 60 % par rapport aux autres pays à faible revenu ou aux pays à revenu intermédiaire en ce qui concerne l'atteinte des OMD et en effet aucun pays à faible revenu, aux prises avec la fragilité et les conflits, n'a encore atteint un seul OMD⁵. L'autre défi pour les pays pauvres importateurs de pétrole et de denrées alimentaires est la hausse continue des prix mondiaux de ces deux catégories de produits, ce qui a obéré les budgets des différents États et réduit leurs capacités à accroître la fourniture des services de base à leurs citoyens, notamment dans les États fragiles. Par ailleurs, la persistance de la vulnérabilité à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique et les régions du Sahel a eu des effets catastrophiques sur les conditions de vie et les moyens de subsistance de millions de personnes, avec pratiquement 4 millions d'habitants en Somalie en proie à une malnutrition et à une famine sévères en 2010-11. Le relèvement des défis de l'Afrique dans les domaines de l'environnement et de la pauvreté demeure donc une action prioritaire pour le Fonds et ses clients.
- 2.4 Le **paysage politique en Afrique subit également des changements importants**, avec des signes encourageants d'évolution démocratique, certes encore embryonnaire, observés dans toute la région. La preuve en est l'ouverture de l'espace politique pour la liberté d'expression et la participation des citoyens aux élections législatives et présidentielles, avec une moyenne de 15 à 20 élections par an depuis 2000.⁶ Outre la vague des soulèvements en Afrique du Nord qui a donné lieu à ce qui est dénommé le « Printemps arabe », plusieurs pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré une augmentation rapide du nombre des protestations civiles et

² 41 pays sur 54 pays membres régionaux du Groupe de la Banque, en incluant le nouvel Etat du Sud Soudan.

³ Banque africaine de développement. Mai 2012. *Perspectives économiques en Afrique 2012*. <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/outlook/>

⁴ Banque africaine de développement. *Raconter l'histoire du développement africain*

⁵ La Banque mondiale. 2011. *Rapport sur le développement dans le monde 2011: Conflit, sécurité et développement*.

⁶ The Economist Intelligence Unit. *Democracy Index 2011: Democracy under Stress*. www.eiu.com.

des manifestations de rue non violentes, déclenchées par les demandes pour des changements démocratiques et la justice économique.⁷ Dans le même temps, l'instabilité politique et des poches de violence armée continuent de poser des problèmes de sécurité et de développement dans un certain nombre de pays, qui requièrent des actions concertées de la part des partenaires régionaux et internationaux. Par exemple, la violence qui a fait suite aux élections présidentielles de 2011 en Côte d'Ivoire a été particulièrement dramatique et a nécessité l'intervention de la communauté internationale. L'instauration d'une paix et d'une stabilité politique durables dans la Corne de l'Afrique, en particulier en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud, demeure un défi même si des signes encourageants sont observés par intermittence – notamment le référendum et la séparation pacifiques du Soudan du Sud d'avec le reste du Soudan en juillet 2011. Enfin, la résurgence des coups d'État militaires, qui s'étaient estompés depuis 2000, annonce des tendances préoccupantes de ce qui pourrait potentiellement constituer un retour de l'ordre non démocratique dans les pays affectés (par exemple la Guinée-Bissau).

- 2.5 Tirant parti de la capacité d'exécution et de la résilience institutionnelle du Groupe de la Banque, **le FAD a répondu** dans les délais et de façon appropriée aux différents besoins sans cesse en évolution de ses clients, en utilisant la gamme des instruments à sa disposition, y compris la fourniture d'une assistance adaptée aux pays en proie à des crises (Côte d'Ivoire, Guinée, Corne de l'Afrique, Somalie, Soudan et Zimbabwe). Malgré les difficultés d'ordre matériel et sécuritaire que connaît la base opérationnelle du Groupe de la Banque à Tunis depuis le début de 2011, et les difficultés politiques auxquelles plusieurs pays sont confrontés, la fourniture de l'assistance par le FAD s'est poursuivie sans interruptions majeures. À fin juillet 2012, les approbations au titre du FAD-12 se sont élevées à 2 684,6 millions d'UC, dont des opérations d'appui budgétaire avaient déjà décaissé 46 % (375 millions d'UC) des ressources approuvées (812,4 millions d'UC). Les conclusions du rapport sur l'enquête auprès des clients, *Le partenaire préféré ? Une évaluation de la Banque africaine de développement par les clients*, indiquent que, comparée à celles d'autres organisations multilatérales, et par rapport à sa performance sur la période 2007-2011, la capacité du Groupe de la Banque à fournir un appui rapide, flexible et prévisible en réponse aux chocs extérieurs et aux besoins changeants des pays membres, s'est considérablement renforcée, et a obtenu une note (3 sur une note maximale de 3,5) – supérieure à la moyenne des autres organismes multilatéraux (2,4). Le rapport indique que "les personnes interrogées ont particulièrement bien apprécié la souplesse avec laquelle la Banque a réagi rapidement et judicieusement (d'autant plus rapidement que la plupart des autres donateurs) aux chocs exogènes, particulièrement lors des crises financières et alimentaires mondiales/de la hausse des prix du pétrole ; ainsi qu'en réponse aux crises nationales extrêmes dans les États fragiles et les pays sortant d'un conflit."

Priorité aux résultats du développement

- 2.6 L'assistance du Fonds a non seulement été ponctuellement et stratégiquement alignée sur les besoins et les priorités des pays clients, mais l'institution a aussi produit des résultats concrets comme il ressort du Cadre de mesure des résultats (CMR) du Groupe de la Banque⁸. Pour ce qui est des **résultats du développement au niveau national** (Niveau 1), les pays du FAD ont enregistré des progrès notables dans toutes les neuf catégories de performance⁹, comme il est mis en évidence dans le CMR, 20 des 24 (83 %) indicateurs¹⁰ montrant des progrès. Au nombre des domaines où les progrès sont encore lents figurent la réduction de l'inégalité, l'augmentation de la productivité et de la sécurité alimentaire, et la promotion de l'augmentation du nombre des femmes au sein de la main d'œuvre formelle. Le fait de fonder la croissance économique sur la bonne gouvernance et sur les cadres de politiques qui sont adaptés aux besoins des populations pauvres et marginalisées demeure la condition préalable fondamentale d'une véritable transformation. Ce point est étayé par l'analyse de la tendance

⁷ Il ressort d'une analyse dans « Perspectives économiques en Afrique » que les manifestations et les violences civiles ont enregistré une augmentation sensible en 2011 dans pratiquement tous les pays FAD, avec 31 pays sur le continent affichant le plus grand nombre de manifestations civiles depuis 1996.

⁸ Ces résultats sont exposés en détail dans la *Revue annuelle sur l'efficacité du développement* de la Banque africaine de développement pour les années 2011 and 2012.

⁹ Les catégories de performance de niveau 1 couvrent la croissance économique et la réduction de la pauvreté, le développement du secteur privé, l'intégration régionale, l'infrastructure, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la problématique du genre et le développement du capital humain, la gouvernance et la transparence, les États fragiles et les pays affectés par les conflits, et le changement climatique et l'énergie propre.

¹⁰ Pour lesquels il existe des valeurs de base et des valeurs cibles.

de l'évaluation annuelle des politiques et des institutions des pays (EPIP), ainsi que par les notations de la gouvernance (NG) du Groupe de la Banque sur la période 2004-2011. Les données montrent que la plupart des pays FAD ont fait des progrès sensibles, avec une EPIP moyenne globale augmentant de 10 % (de 3,14 à 3,47), et une NG progressant de 8 % (de 2,99 à 3,24) – les améliorations les plus importantes ayant été observées en matière d'efficacité dans la mobilisation des recettes ainsi que dans les politiques monétaires et de la dette. Cependant, les notes de l'EPIP se sont dégradées dans 5 pays (12,5 % du total), tandis que 14 pays (35 %) ont vu leur performance en matière de NG stagner ou se détériorer.¹¹ Par ailleurs, des tendances encourageantes sont observées dans les résultats de l'EPIP et de la NG des États fragiles, ce qui montre que les engagements en matière de réformes pris par les pays et l'appui soutenu du Fonds et d'autres partenaires au développement sont en train de produire des effets.

- 2.7 **La contribution du FAD aux résultats du développement au niveau opérationnel** (Niveau 2) dans tous les pays bénéficiant de son assistance, dont près de la moitié sont des États fragiles ou des pays affectés par des conflits, a également affiché une solide performance. Comme le montrent les principaux indicateurs du CMR du FAD-12, environ 90 % des résultats attendus des projets du FAD, clos entre 2009 et 2011, se sont concrétisés.¹² L'appui du Fonds au secteur de l'infrastructure, qui évolue progressivement vers la voie des projets à faible émission de CO₂ et résistants aux changements climatiques, a ouvert l'accès essentiel au transport, à l'énergie, ainsi qu'à l'eau et à l'assainissement à plus de 27 millions de personnes. De même, les opérations du FAD dans l'agriculture et la sécurité alimentaire sont venues en aide à plus de 8 millions de personnes, dont la plupart sont des ménages ruraux, et ont contribué à accroître la productivité des bénéficiaires et le revenu des ménages, à travers l'amélioration des terres, l'eau et l'élevage, et à assurer un meilleur accès aux marchés et aux services essentiels. L'appui aux secteurs sociaux de l'éducation, de la santé et de la microfinance, dont la plupart ciblent spécifiquement les femmes et les enfants, concourt à l'amélioration des conditions de vie de 26 millions de personnes. En réponse à la demande généralisée dans la plupart des pays africains pour une croissance inclusive adaptée à l'évolution des conditions sociales et économiques, l'attention a été portée directement à l'intensification de l'appui du Fonds au développement du capital humain, facteur essentiel à la promotion d'un développement économique et social durable.
- 2.8 **La performance du portefeuille du FAD** est un autre domaine dans lequel des progrès sensibles ont été accomplis, en particulier lorsqu'on observe la tendance sur la période 2007-2011. Comme indiqué au tableau 1 ci-dessous, le portefeuille actif du FAD s'est accru au cours des dernières années, sa valeur passant de 7,2 milliards d'UC en 2007 à 8,8 milliards en 2011 (soit une augmentation de 18 %). La progression du volume du portefeuille s'est accompagnée d'une augmentation (44 %) de la taille moyenne des opérations (de 14 millions d'UC en 2007 à 25 millions d'UC en 2011) et d'une baisse (34 %) du nombre des projets (de 528 en 2007 à 349 en 2011). Ces mesures contribuent à atténuer la fragmentation de l'aide reçue, à réduire le coût des transactions, à améliorer la gestion du portefeuille et l'utilisation prudente des ressources du FAD, surtout dans les États fragiles. D'autres preuves de l'amélioration de la performance du portefeuille sont observées avec la baisse du pourcentage des projets âgés de 30 % sur la période 2007-2011, et une réduction de 40 % de la part des projets à problèmes sur la même période. Certes le rythme auquel les décaissements pour les opérations du FAD sont effectués (taux de décaissement) n'a pas atteint l'objectif annuel souhaité de 20 %, mais la tendance depuis 2008 témoigne d'une légère amélioration.¹³ Le tableau est beaucoup plus encourageant lorsqu'on désagrège les taux de décaissement dans les États fragiles, qui affichent une augmentation régulière sur les trois dernières années ; ce taux étant passé de 15 % en 2009 à 20 % en 2011.

¹¹ Au nombre des principaux inducteurs de la faible performance de l'EPIP figure le cadre réglementaire peu propice pour les affaires, la protection sociale et la main d'œuvre ; tandis que les notes pour la gouvernance sont très faibles dans le domaine des droits de propriété et la gestion du secteur public (qualité, transparence et responsabilité).

¹² 40 des 45 indicateurs pour lesquels il existe des valeurs de base et des valeurs cibles ont atteint un taux d'exécution égal ou supérieur à 90 %.

¹³ Voir également le document de discussion sur *l'efficacité institutionnelle*, ainsi que les documents sur *les résultats et l'efficacité du développement* pour les discussions complémentaires sur les questions relatives au taux de décaissement et les retards dans les décaissements.

Tableau 1: Tendances de la performance du portefeuille du FAD*, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011
Portefeuille					
Toutes les opérations (m d'UC)	7,298	7,971	8,791	9,627	8,848
Nombre des opérations	528	518	466	450	349
Taille moyenne (m d'UC)	14	15	19	21	25
Approbations					
Valeur (m d'UC)	1,382	1,665	1,836	1,426	1,476
Taille moyenne (m d'UC)	26	27	30	29	32
Performance du portefeuille					
Projets âgés (part du total, %)	14	9	12	12	10
États fragiles				9	3
Projets à problèmes (%)	8	5	6	6	5
États fragiles			14	6	7
Décaissement (m d'UC)	725	1,125	1,726	1,166	1,297
Décaissement % (par rapport à l'objectif)	88	123	160	78	87
Taux de décaissement (%)	19	15	18	17	18
États fragiles			15	19	20
Projets susceptible d'être annulés - Pays FAD (m d'UC)	486	510	372	356	343
%	7	6	4	4	4
États fragiles			12	6	4
Ressources annulées** - Total FAD (m d'UC)	44	33	16	107	147

Source : * Sur la base des données figurant dans le Rapport annuel sur la performance du portefeuille du Groupe de la Banque (2008-2012); ** Sur la base des données provenant de la Division de la comptabilité des prêts du Groupe de la Banque (FFCO.4).

- 2.9 La part des projets susceptibles d'être annulés a sensiblement chuté (de près de 50 %) en 2011, contre 7 % en 2007, même si elle reste encore à un niveau identique (4 %) depuis 2009. Pour améliorer la gestion du portefeuille et accroître la réaffectation et l'utilisation des ressources des projets éligibles à l'annulation, la Direction a adopté une approche rigoureuse pour suivre la mise en œuvre des directives révisées concernant l'annulation des projets du Groupe de la Banque. Cette action a donné lieu à un triplement du montant des ressources annulées qui s'est établi à 147 millions d'UC en 2011, contre 44 millions d'UC en 2007 – et il est probable que ce montant soit encore supérieur en 2012.¹⁴ Du montant total des ressources annulées, 62,7 millions d'UC ont été utilisés par le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Togo pour financer des opérations en supplément de leur allocation du FAD -12.
- 2.10 Parallèlement à l'amélioration de la gestion du portefeuille, des tendances positives sont observées dans la **qualité à l'entrée des documents de projet et de stratégie pays (DSP) du FAD**, comme il ressort du Rapport rétrospectif de revue de l'état de préparation 2011¹⁵. Le rapport fait mention d'améliorations sensibles dans la préparation des évaluations de projet, le ratio, à travers toute la Banque, des notes conceptuelles de projets considérés comme « prêts pour évaluation », étant passé de 79 % en 2010 à 96 % en 2011. Cette évolution a été largement attribuée aux améliorations enregistrées dans le cadre du règlement des questions de sauvegarde environnementale et sociale. Les notes moyennes pour les rapports d'évaluation de projet (REP) se sont également améliorées, passant de 3,8 en 2010 à 4,4¹⁶ en 2011. Les deux volets des notations les plus élevées pour les revues de REP en 2011 étaient "l'alignement et la concordance stratégique" et "la justification et l'appropriation de la

¹⁴ A fin avril 2012, le montant des ressources FAD annulées s'établissait à 85 millions d'UC, tandis que le montant des ressources susceptibles d'être annulées était de 172,4 millions d'UC.

¹⁵ Banque africaine de développement. Avril 2012. 2011 Rapport rétrospectif de revue de l'état de préparation. ADB/BD/IF/2012/82 – ADF/BD/IF/2012/76

¹⁶ Les notations sont basées sur une échelle allant de 1 (Très insatisfaisant) à 6 (Très satisfaisant).

conception”, ce qui représente une amélioration sensible par rapport à 2010, tandis que le volet “la gestion financière et la passation des marchés” continue d’enregistrer la plus faible note, atteignant juste le seuil de “modérément satisfaisant” (une note de 3,5)¹⁷. Le rapport a souligné que les projets qui avaient obtenu la note REP de “satisfaisant” ont bénéficié de leur premier décaissement, en moyenne, dans un délai de 14 mois, tandis que les projets qui avaient été évalués “modérément insatisfaisants” ont dû attendre, en moyenne, 19 mois pour bénéficier de leur premier décaissement. Des améliorations ont également été notées dans la qualité des DSP, avec 94 % des DSP notés “satisfaisants”, le volet du DSP ayant reçu la note la plus élevée en 2011 a été “le diagnostic contextuel et la conception et la justification stratégiques”, tandis que le volet “résultat du suivi et évaluation du risque” a reçu la note la plus faible (note de 3,8, « modérément satisfaisant). Ces conclusions soulignent le fait que l’outil de revue de l’état de préparation a atteint son objectif qui est de rehausser la qualité des opérations du Groupe de la Banque ; et qu’il joue un rôle majeur dans le processus de revue et de supervision internes en mettant l’accent sur les problèmes qui doivent être résolus au stade le plus précoce de la préparation des projets, et identifier les points stratégiques qui requièrent des débats ciblés au niveau du Comité des opérations.

- 2.11 **Les évaluations rétrospectives indépendantes et les revues internes** sont essentielles à la définition des politiques et des orientations stratégiques du Groupe de la Banque, car elles améliorent la fourniture de l’assistance de la Banque à ses clients, renforcent son efficacité opérationnelle et accroît la responsabilité tant du Fonds que de ses clients. Plusieurs évaluations rétrospectives indépendantes ont été menées en 2011-12, dont l’évaluation rétrospective de l’utilisation des opérations à l’appui de réformes du Groupe de la Banque, désormais rebaptisées « opérations à l’appui de programmes » ; l’assistance du Groupe de la Banque aux États fragiles ; et les opérations multinationales. Dans l’ensemble, les conclusions de ces évaluations rétrospectives montrent que le Groupe de la Banque a apporté une contribution majeure à chacun des domaines analysés et a fait des progrès notables, tandis que, dans le même temps, un certain nombre de défis et d’enjeux nouveaux sont restées sans réponses.¹⁸ Les conclusions des revues internes du Plan d’action 2009-2011, relatif à la problématique du genre, et du Plan d’action sur la gouvernance 2008-2012, sont également utilisées pour étayer la conception de la nouvelle stratégie en matière de genre du Groupe de la Banque pour la période 2012-2016 (en cours d’élaboration) et le dispositif devant faire suite au Plan d’action sur la gouvernance. Les principaux points des conclusions et les enseignements majeurs tirés des évaluations rétrospectives et des revues figurent aux sous-chapitres pertinents des sections 3 et 4.

3. Mise en œuvre des priorités opérationnelles du FAD-12

- 3.1 La réalisation des objectifs et des priorités opérationnelles du FAD-12 est en bonne voie. Elle est conforme aux engagements souscrits auprès des plénipotentiaires. Elle a été facilitée par la conclusion sans délai, en septembre 2010, des négociations relatives à la Douzième reconstitution des ressources du FAD, ce qui a permis à la Direction de publier les informations sur l’allocation annuelle des ressources aux pays FAD au début de l’année¹⁹. Ces informations ont été complétées par les directives opérationnelles qui sont un guide détaillé sur l’allocation et l’utilisation des ressources sur le cycle triennal du FAD-12.
- 3.2 Volume et répartition des opérations du FAD-12 : À la mi-parcours du cycle du FAD-12, le Conseil d’administration du FAD avait approuvé 91 opérations d’une valeur de 2 684,6 millions d’UC (dont 2 621,9 millions d’UC du FAD-12 et 62,7 millions d’UC des annulations). Les opérations approuvées représentent 49 % des projets figurant actuellement dans la réserve

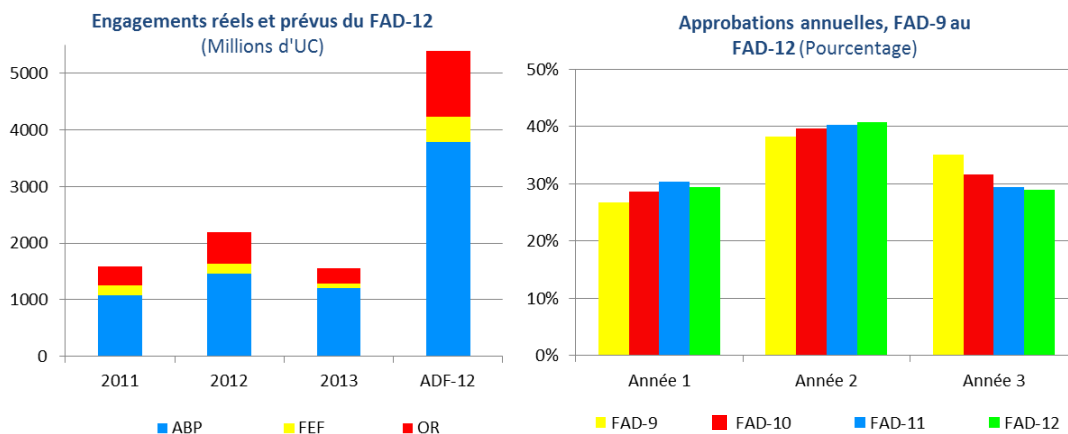
¹⁷ Voir également le document de discussion du FAD-12 sur *l’efficacité institutionnelle* pour les informations sur les actions du Groupe de la Banque en faveur du renforcement et de la mise en œuvre des cadres de passation des marchés et de gestion financière.

¹⁸ Au nombre des autres rapports à présenter en 2012-13 figurent les évaluations rétrospectives de la gestion des ressources en eau, les études économiques et sectorielles (EES), la prise en compte de l’environnement dans les projets de transport, la passation de marchés, la qualité à l’entrée des projets, le secteur des transports, le renforcement de la gouvernance avec les projets d’appui institutionnel, et l’évaluation rétrospective de l’assistance pays (Tchad).

¹⁹ Plus particulièrement en 2012, lorsque les allocations pays du FAD ont été publiées en décembre 2011 – la publication la plus précoce jamais réalisée.

des projets du FAD-12 (de 5 430,9 millions d'UC) (Graphique 1)^{20,21}. Une liste complète des opérations approuvées à fin juin 2012 figure à l'annexe V. Le niveau des engagements du FAD-12 à mi-parcours et au rythme des approbations prévues pour le reste du cycle est comparable à ceux du FAD-10 et du FAD-11, et montre une concentration supérieure des approbations au cours de la seconde année du cycle – (Graphique 1).

Graphique 1: Engagements du FAD-12 et évolution des approbations annuelles (FAD-9 au FAD-12)



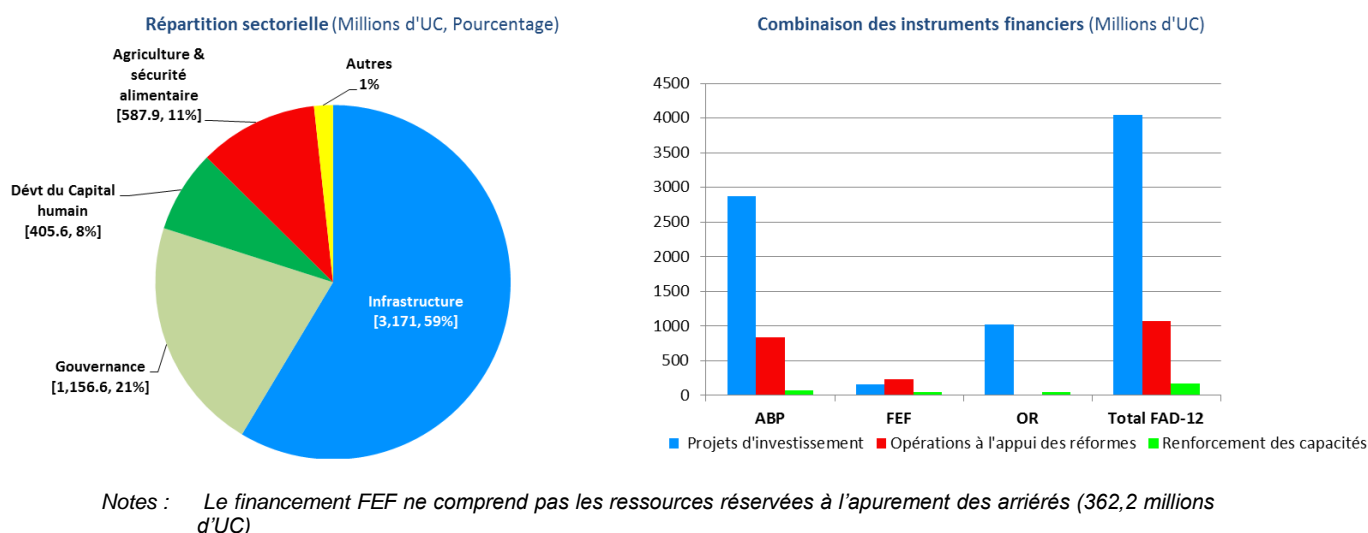
- 3.3 La **répartition sectorielle** des opérations programmées et approuvées (Graphique 2) est conforme aux priorités stratégiques du FAD-12, le secteur de l'infrastructure représentant la plus grosse part (59 %, 3 171,3 millions d'UC, dont 19 % pour l'infrastructure rurale et l'appui à l'agriculture) des engagements effectifs et prévus dans le portefeuille du FAD-12, suivi par la gouvernance (21 %, 1 133,6 millions d'UC), l'agriculture et la sécurité alimentaire (11 %, 587,9 millions d'UC), et le développement du capital humain (8 %, 405,6 millions d'UC). Comme on pouvait s'y attendre, l'on note une forte variation dans les priorités sectorielles lorsqu'on analyse l'enveloppe financière par source : 80 % et 10 % des opérations financées par l'enveloppe « Opérations régionales » se trouvent dans les secteurs de l'infrastructure et de l'agriculture, respectivement, tandis que la part la plus importante des ressources provenant du guichet supplémentaire (pilier I) de la Facilité en faveur des États fragiles (FEF) est destinée à l'appui à la gouvernance (65 %) ainsi qu'à la construction et à la réhabilitation de l'infrastructure (34 %). S'il est vrai que les opérations ciblant les thèmes transversaux tels que le développement du secteur privé et le changement climatique sont pour l'essentiel intégrées dans les secteurs fondamentaux (par exemple la gouvernance et l'infrastructure), les interventions du FAD dans le développement du capital humain et l'agriculture sont toutes les deux conçues comme des opérations autonomes et aussi comme des composantes d'autres opérations sectorielles.
- 3.4 En ce qui concerne la **combinaison des instruments**, les prêts destinés à l'investissement représentent environ 76 % de l'ensemble des opérations du FAD-12 (réelles et prévues), suivis par les opérations à l'appui de réformes (20 %), les opérations de renforcement des capacités institutionnelles (3 %) et l'appui aux activités du savoir (1 %). Là encore, l'utilisation du panachage des financements varie sensiblement entre les différentes enveloppes de ressources, où les prêts destinés aux investissements dominent dans les opérations financées avec l'allocation fondée sur la performance et les opérations régionales (78 % et 91 %, respectivement), et les opérations à l'appui de réformes et les instruments de renforcement des capacités institutionnelles sont davantage utilisées dans les opérations financées par la

²⁰ La valeur est basée sur la réserve des projets programmés pour être traités dans le cadre du FAD-12, et ne comprend pas les ressources destinées à l'apurement des arriérés (362 millions d'UC) et les provisions pour imprévus (454 millions d'UC).

²¹ Les chiffres des engagements du FAD présentés dans ce document ont été mis à jour au 18 Juillet 2012, la dernière réunion du Conseil avant les vacances d'été. Les chiffres comprennent également les surcharges qui sont appliquées sur les montants approuvés sous la forme de don FAD.

Facilité en faveur des États fragiles (54 %).

Graphique 2: Répartition sectorielle et combinaison des instruments de financement au titre du FAD-12



I. Mise en œuvre des principales priorités opérationnelles

Infrastructure

- 3.5 Les investissements du FAD-12 dans le secteur de l'infrastructure visent à combler les déficits majeurs dans les réseaux d'infrastructure et à promouvoir le développement et l'intégration économiques aux niveaux national et régional. Parmi les considérations majeures ayant déterminé le choix et la conception des projets du Fonds figurent l'accroissement des investissements, la prise en compte des réalisations et des enseignements du FAD-11, l'augmentation de la taille des projets, comme il convient, pour atténuer la fragmentation des investissements et réduire les coûts des transactions, la priorisation des projets susceptibles de promouvoir l'intégration régionale. Agrégés, les investissements du Fonds dans les infrastructures nationales et régionales contribuent à améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire et à favoriser le commerce national et intrarégional et créent des économies d'échelle potentielles pour les activités économiques en Afrique, qui sont nécessaires pour favoriser une croissance économique inclusive et durable et un progrès social sur l'ensemble du continent.
- 3.6 Sur la base des enseignements tirés de l'expérience de la mise en œuvre et des revues indépendantes, la conception et la mise en œuvre des opérations d'infrastructure du FAD-12 tiennent compte de la nécessité : i) d'assurer la disponibilité et la préparation des projets des clients, en finançant les études jusqu'à l'établissement des dossiers d'appel d'offres – qui constitue une étape essentielle pour remédier aux insuffisances des capacités institutionnelles et de fourniture de services, et pour réduire le délai de traitement en vue de l'approbation et de l'exécution ; ii) d'utiliser de manière accrue les systèmes nationaux ainsi que les approches programmatiques touchant l'ensemble des secteurs, le cas échéant ; iii) d'intégrer les mesures d'adaptation au changement climatique, et d'atténuation de leurs effets, dans la conception et la priorisation des projets, et dans la mesure du possible, les interventions qui utilisent les énergies renouvelables ou vertes ; iv) d'assister les clients dans la mise en œuvre des normes de sauvegarde environnementale et sociale, et de fournir l'appui nécessaire au renforcement des capacités, et v) de fournir plus rapidement et de la meilleure manière les services aux clients, à travers le programme de décentralisation du Groupe de la Banque, en transférant les responsabilités en matière de gestion de projet au personnel des bureaux extérieurs.

- 3.7 A mi-parcours du FAD-12, en tout 22 opérations, d'une valeur de 1 341,7 millions d'UC, sur un total de 3 171,3 millions d'UC dans la réserve de projets pour les trois ans du cycle, avaient été approuvées pour appuyer les activités du Fonds dans les sous-secteurs de l'infrastructure que sont le transport, les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'énergie, et l'accès à eau et l'assainissement. (Tableau 2).

Tableau 2: Opérations d'infrastructure du FAD-12, approuvées et programmées à fin-juillet 2012

Sous-secteurs de l'infrastructure	Valeur totale réserve de projets (millions d'UC)	Approuvées (millions d'UC)	Approuvées (%)
Transport	1 709,00	1 023,90	60
<i>Dont soutien à l'agriculture comme objectif principal ou secondaire</i>		563,56	
TIC	33,47	14,00	42
Énergie	1 064,50	163,35	15
Eau & assainissement	364,60	140,01	38
Total-Opérations du secteur de l'infrastructure	3 171,30	1 341,70	41
<i>Projets d'infrastructure liés à l'agriculture²²</i>	<i>182,08</i>	<i>143,81</i>	<i>0,79</i>

- 3.8 **Transport** : Le montant total des investissements dans le secteur du transport devrait atteindre 1 709 millions d'UC sur la période du FAD-12 (Tableau 2), pour financer la construction de 2 800 kilomètres (km) de routes, fournir l'accès au transport à plus de 30 millions de personnes, et relier les communautés rurales aux services économiques et sociaux essentiels tels que la santé, l'éducation et les marchés – autant de services cruciaux pour la réduction de la pauvreté et le développement durable. Quinze opérations, dont cinq multinationales de 1 023,9 millions d'UC ont été approuvées fin juillet 2012. Les opérations approuvées financeront des réseaux routiers nationaux et régionaux de 1 313 km de routes principales et 840 km de voies de desserte. En conformité avec les objectifs de promotion de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire à travers l'infrastructure, plus d'un tiers des projets de transport approuvés viennent en appui à l'agriculture comme premier ou second objectif, tandis que plus de 50 % (143,8 millions d'UC) des opérations approuvées dans le cadre du secteur agricole ont un rapport avec l'infrastructure. Les projets routiers du Burundi, du Ghana, du Rwanda, de l'Éthiopie, du Mozambique et de la Zambie sont situés dans des régions où plus de 85 % de la population sont engagés dans l'agriculture. En plus du soutien aux populations rurales, avec l'approbation en 2011 de la « stratégie d'aménagement urbain du Groupe de la Banque pour 2011-2015 », les travaux préparatoires sont entrepris pour plusieurs projets de transport urbain dans un certain nombre de villes africaines.

Encadré 1: Principales caractéristiques de l'appui du FAD-12 au secteur du transport

Au-delà de l'objectif premier qui est de réduire le déficit d'infrastructure de l'Afrique et de stimuler la croissance économique, les projets de transport au titre du FAD-12 sont conçus pour atteindre plusieurs objectifs dans l'orientation stratégique globale du Fonds qui est de promouvoir l'intégration régionale, d'appuyer les États fragiles, de relever le défi du changement climatique, d'améliorer la sécurité alimentaire et de favoriser le développement du secteur privé. C'est d'autant plus important que les opérations de transport représentent la part la plus considérable des investissements du FAD-12.

Au nombre des principales caractéristiques des projets de transport du FAD-12 figurent l'accent accru mis la création d'emplois et la réduction de la pauvreté (Projet de route *Gitega – Ngozi du Burundi* et le projet de travaux publics supplémentaires à forte intensité de main d'œuvre du Liberia); l'accroissement des investissements en s'appuyant sur les précédentes opérations du FAD (la *Phase III du projet du corridor régional Mombasa – Nairobi*); la garantie de la durabilité en entretenant ou en modernisant les routes existantes (projet routier *Bedele - Metu* en Éthiopie et le projet de *réhabilitation de la route Lomé – Cotonou* et le projet de *promotion du transport*); et l'ouverture de nouveaux réseaux de transport et de liaisons transfrontalières en finançant la

²² Voir la section sur l'Agriculture et la sécurité alimentaire.

construction de postes-frontières uniques (trois opérations) et de ponts principaux (Pont de *Kazungula* reliant le Botswana et la Zambie en Afrique australe, le pont *Trans-Gambie* reliant la Gambie au Sénégal en Afrique de l'Ouest). À leur achèvement, les projets régionaux approuvés devraient accroître le trafic commercial interrégional et le tonnage commercial, tout en réduisant considérablement les coûts des transports et le délai de transit transfrontalier (allant de 2,5 à 24 heures).

- 3.9 Pour assurer la **préservation** de la durabilité des mécanismes de financement et une gestion efficace des investissements dans le secteur du transport, le FAD a soutenu activement la création d'un deuxième fonds routier de seconde génération dans les pays suivants : Burundi, Cameroun, République démocratique du Congo et Togo. La gestion de ces fonds, qui servaient à améliorer la gestion des routes, est tout à fait autonome et conforme aux recommandations du Programme de transport en Afrique subsaharienne. Des initiatives prises conjointement par le personnel des projets et les organes d'exécution ont été lancées pour impliquer les communautés locales et les organisations à base communautaire dans le suivi des conditions le long des corridors routiers, notamment la préservation des signaux routiers et la sensibilisation de la communauté à la sécurité routière. Des efforts sont également déployés pour renforcer l'appropriation par les communautés et assurer une participation davantage proactive au règlement des questions de sauvegarde environnementale et sociale. L'appui opérationnel et stratégique du Fonds a également été complété par l'assistance technique pour : i) le développement organisationnel et la gestion du patrimoine routier (*L'autorité du pont de Kazungula, l'Autorité éthiopienne de la route*) ; ii) les études sur l'amélioration de la gestion des projets et sur la facilitation du commerce (le pont reliant la Gambie au Sénégal) ; et iii) le renforcement des capacités pour les études routières et un projet pilote de sécurité routière (*L'Autorité tanzanienne de la route*).
- 3.10 **Technologies de l'information et de la communication**: En 2011, le Fonds a approuvé une opération d'éducation basée sur les TIC, le *Projet d'appui au complexe numérique de Bamako* (14 millions d'UC), et il est en train de concevoir des projets régionaux d'infrastructure TIC parmi lesquels la *Dorsale de la Communauté de l'Afrique de l'Est*). Le projet de Bamako apportera un appui au renforcement de la capacité d'incubation TIC et la formation de 30 ingénieurs TIC et de 120 techniciens TIC par an. Le projet cible les femmes pour la formation en TIC (au moins 25 % des enseignants au centre seront des femmes), facilite l'établissement de partenariats public-privé (PPP) pour le développement des TIC, et appuie 25 petites et moyennes entreprises (PME) basées sur les TIC.
- 3.11 Étant donné la prépondérance du secteur privé dans le financement des TIC, le nombre des demandes reçues par le Groupe de la Banque à travers le guichet public a été relativement faible. Le Fonds est en train de s'engager de manière plus proactive, à travers des activités hors-prêts, à des stades précoces de préparation de grands projets TIC régionaux, où des financements publics importants sont prévus. Une illustration de cet appui est le *Projet d'espace aérien et NAVISAT* du Marché commun des États de l'Afrique l'Est et de l'Afrique australe pour lequel le Fonds finance les études à l'appui de la conception des futurs investissements de partenariat public-privé. Le projet vise à améliorer les services de navigation et de gestion du trafic aérien en vue de renforcer la sûreté et l'efficacité du transport aérien sur le continent africain. En outre, la Banque aidera ses clients à mobiliser leurs allocations FAD pour répondre aux besoins qui ne sont pas couverts actuellement par le secteur privé, tels que le renforcement des capacités et les cadres réglementaires.
- 3.12 **Énergie** : Les approbations en faveur du secteur de l'énergie au titre du FAD-12 à mi-parcours s'élevaient à 163,4 millions d'UC, et des opérations additionnelles d'une valeur de 901,2 millions d'UC devraient être approuvées au cours de la période d'application restante du FAD-12. Certes, le rythme des approbations en 2011 a été plus lent que prévu, en raison de la complexité de certains projets, mais il devrait s'accélérer au cours de la seconde moitié de la période du FAD-12, étant donné que les accords de préparation et de financement de plusieurs projets se trouvent à un stade suffisamment en vue de leur conclusion. Les opérations prévues dans le secteur de l'énergie cadrent bien avec les priorités stratégiques du FAD-12 qui visent à investir dans les énergies propres et à renforcer l'appui à l'intégration régionale à la faveur de pools énergétiques partagés. Les investissements approuvés en faveur du secteur de l'énergie devraient permettre la production de 550 mégawatts (MW) d'énergie propre, le financement des travaux de construction ou de réhabilitation de 3 500 km de lignes de transport et donner accès à l'énergie à plus de 1 million de foyers et de petites

entreprises dans les zones rurales et urbaines²³.

- 3.13 Au nombre des projets énergétiques approuvés au titre du FAD-12 figurent le *Projet de développement géothermique de Menengai* (Kenya), qui devrait produire assez de vapeur pour les 400 MW qui seront générés par le secteur privé en tant que producteur indépendant d'énergie ou dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). À l'achèvement, le projet satisfera les besoins en électricité de 500 000 foyers et de 300 000 petites entreprises et industries. Le projet apporte une contribution majeure au développement du potentiel géothermique du Kenya, avec la participation imminente du secteur privé. Le Groupe de la Banque a piloté la conception du projet et a favorisé la mobilisation de ressources financières additionnelles auprès d'autres Institutions de Financement du Développement (IFD) et d'un don du *Programme de renforcement des énergies renouvelables*, qui a contribué à atténuer les risques liés aux ressources, que le secteur privé hésite à couvrir. Parmi les autres projets qui donnent accès à des énergies propres figurent le *Projet hydroélectrique de Lom Pangar* au Cameroun, qui couvre 150 communautés, et le *Projet d'électrification rurale de Guinée*, qui touchera 60 000 foyers dans 31 communautés. En plus de ces opérations, le *Projet hydroélectrique et de ligne de transport d'Itzhi-Tezhi* (Zambie) ainsi que d'autres projets énergétiques au titre du FAD-12 comportent divers composants comme il est résumé à l'encadré 2 ci-dessous.

Encadré 2: Intensification des investissements novateurs dans l'énergie des pays FAD

Le Projet hydroélectrique et de ligne de transport d'Itzhi-Tezhi en Zambie, approuvé en juin 2012 (30 millions d'UC) vise à construire une centrale hydroélectrique de 120 MW et des lignes de transport connexes de 276 kilomètres. Dans le cadre d'un accord PPP, la centrale bénéficie d'un prêt FAD pour financer la prise de participation de l'État dans la société prévue dans le cadre du projet, qui développera la capacité de production au titre d'une concession de 25 ans. Cet arrangement a été complété par un prêt non souverain de la BAD. Le financement des lignes de transport est assuré par le FAD et le Fonds spécial du Nigeria. La mobilisation réussie des fonds propres et le financement public de la ligne de transport connexe rassurent considérablement les bailleurs de fonds privés et offre une bonne illustration de la manière dont les guichets publics et privés du Groupe de la Banque concourent conjointement au développement de l'infrastructure.

Le projet d'interconnexion Éthiopie-Kenya est un projet à grande échelle piloté par le Fonds, avec la participation d'autres co-bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale et l'Agence française de développement. Le financement du FAD couvrira 34 % du coût total du projet. Le projet renforce les liens avec le Projet d'interconnexion du Programme d'action subsidiaire des lacs équatoriaux du Nil, qui a aussi été financé par le FAD, et il est prévu que le réseau s'étende au Kenya, à l'Ouganda, au Rwanda, au Burundi et atteigne la partie orientale de la RDC, ce qui contribuerait à combler le déficit d'approvisionnement, et à remplacer l'énergie produite par les centrales thermiques fonctionnant au mazout. À plus long terme, avec l'ajout de la liaison Kenya-Tanzanie-Zambie en cours de préparation, le projet Éthiopie-Kenya jette les fondements d'une liaison entre les pools énergétiques de l'Afrique orientale et australe.

De même, **le Projet d'interconnexion de la Côte d'Ivoire, du Liberia, de la Sierra Leone et de la Guinée**, dont 37 % des coûts seront couverts par un financement FAD, permettra au Liberia, à la Sierra Leone et à la Guinée d'être connectées, à travers la Côte d'Ivoire, aux autres pays dans le cadre du pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest, et jettera les bases d'un marché énergétique en Afrique de l'Ouest, ce qui réduira les inefficiences et les prix pour les consommateurs. Le projet financera la construction de 1 411 km de lignes de transport, ainsi que des liaisons en fibres optiques qui amélioreront considérablement le réseau de télécommunications entre les quatre pays.

- 3.14 **Politique en matière d'énergie** : En conformité avec l'engagement du FAD-12, une nouvelle politique de l'énergie a été élaborée et devrait remplacer la politique du Groupe de la Banque adoptée en 1994. La nouvelle politique telle que conçue et actuellement rédigée est assortie des objectifs suivants : i) appuyer les pays membres régionaux (PMR) dans les efforts qu'ils déploient pour offrir à l'ensemble de la population et aux secteurs productifs l'accès à des services énergétiques modernes, économiques et fiables ; et ii) aider les PMR à développer leur secteur de l'énergie de manière viable au plan social, économique et environnemental. La politique énonce un certain nombre de principes pour orienter les opérations du Groupe de la

²³ Globalement, les projets énergétiques de la réserve du FAD-12 devraient permettre de créer une capacité d'environ 700 MW et quelque 35 000 km de lignes de transport et de distribution qui profiteront à plus de 2 millions de foyers.

Banque dans le secteur, notamment en assurant la sécurité énergétique et en élargissant l'accès pour tous ; évoluer régulièrement vers la voie d'une énergie plus propre et résistante au changement climatique ; promouvoir une orientation en faveur des pauvres et d'une gouvernance renforcée, et appuyer des flux financiers novateurs et accrus dans le secteur de l'énergie en Afrique.

- 3.15 Des consultations internes et externes approfondies ont été engagées pour élaborer et améliorer la politique de l'énergie, notamment : i) une réunion de consultation avec les pouvoirs publics, le secteur privé, les milieux universitaires, les partenaires au développement et la société civile pour la région d'Afrique de l'Est s'est tenue à Khartoum, au Soudan (Juillet 2011) et une deuxième réunion pour l'Afrique du Nord , l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale a été organisée à Dakar, au Sénégal (en août 2011) ; ii) des consultations en ligne, à travers le site Internet du Groupe de la Banque, de juillet à septembre 2011 ; et iii) le document a fait l'objet de plusieurs débats au niveau du Comité des opérations et pour l'efficacité du développement du Conseil. Le long processus de consultation, qui reflète en partie la complexité dans la résolution des questions énergétiques sur le continent a retardé l'approbation de la politique par le Conseil d'Administration.²⁴
- 3.16 Parallèlement à l'élaboration de cette politique, la Direction a élaboré un projet de stratégie énergétique à moyen terme (2012-2016), qui prévoit des plans d'action opérationnels pour mettre en œuvre cette politique. La stratégie met l'accent sur deux piliers : accroître l'accès aux services énergétiques modernes ; et promouvoir les investissements dans les énergies propres.
- 3.17 **Accès à l'eau et assainissement** : Les investissements du Fonds dans le secteur de l'eau et de l'assainissement appuient la mise en place de l'infrastructure physique, tout comme des composantes immatérielles, telles que le renforcement des capacités. À fin juillet 2012, cinq projets FAD, d'une valeur de 140 millions d'UC, ont été approuvés et des projets additionnels (224,6 millions d'UC) ont été programmés pour le restant du cycle du FAD. Les projets approuvés offriront l'accès à l'eau potable à près de 2,6 million de personnes, et l'accès à des services d'assainissement améliorés à 1,4 million de personnes supplémentaires, au Tchad, en Gambie, au Niger, au Nigeria et en Ouganda. Le projet au Nigeria permettra à toutes les écoles publiques de la région du projet d'accéder aux services d'eau et d'assainissement. Les interventions dans les cinq pays financeraient la construction de 1 470 latrines scolaires ; offrirait la formation à 12 750 membres du comité de l'eau, aux enseignants, aux comités des femmes, et aux opérateurs du secteur de l'eau ; et favoriserait la participation des femmes en ciblant plus de 98 000 écoles de filles et près d'un demi-million de femmes pour qu'elles bénéficient du programme.
- 3.18 En assurant un accès durable aux services d'eau et d'assainissement, et en favorisant une meilleure gestion des ressources en eau en plus de l'utilisation des systèmes d'énergie renouvelable, tels que le solaire et l'éolien, le FAD est en train de soutenir activement les efforts déployés en Afrique dans le sens de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets. Le Fonds fournit des financements, des services de conseils et de supervision des programmes de gestion de l'eau, des projets de gestion des inondations, des projets d'alimentation en eau en milieux urbain et rural, et de développement des capacités des parties prenantes régionales, notamment les organisations des bassins fluviaux. Par exemple, le Fonds finance la maîtrise des inondations grâce à l'amélioration des systèmes de drainage des eaux pluviales au Cameroun, au Kenya, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Des projets au Kenya et Tanzanie privilégient la résistance aux effets du changement climatique, à travers un meilleur dispositif de stockage et de gestion de l'eau, tandis que 31 projets et programmes d'alimentation en eau financés par le Groupe de la Banque s'attachent à accroître l'accès à une eau propre. Dans le domaine de l'atténuation des effets du changement climatique, le Fonds est en train de financer une usine de traitement des eaux usées, dotée de mécanismes de capture de méthane en Ouganda ; un projet d'alimentation en eau en milieu rural équipé de pompes solaires en Gambie ; et des initiatives visant à réduire les déperditions d'eau dans un certain nombre de systèmes d'alimentation en eau en zone urbaine qui permettront d'améliorer la fourniture de l'eau et l'efficacité énergétique. L'appui institutionnel aux fournisseurs de services d'adduction d'eau dans les zones urbaines fait partie intégrante des activités liées aux projets financés par le FAD qui mettent également

²⁴ La politique est prévue pour l'examen par les Conseils d'administration du FAD / BAD au T3 2012.

l'accent sur le renforcement des cadres stratégique et réglementaire et la promotion de la participation du secteur privé, toutes choses qui sont essentielles pour assurer l'efficacité accrue et la viabilité de la fourniture de service.

- 3.19 L'un des principaux défis dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est l'intérêt négligeable que les PMR accordent aux investissements dans le secteur de l'assainissement, malgré les retombées économiques majeures pour la santé et l'éducation. Le Groupe de la Banque a intensifié sa campagne en faveur de l'amélioration de sa coopération dans le domaine de l'assainissement avec le Conseil des ministres africains de l'eau, le Programme de l'eau et de l'assainissement et d'autres organismes, à travers l'initiative « Eau et assainissement pour tous », qui cible une sensibilisation de haut niveau pour accroître l'allocation des ressources au profit des programmes d'assainissement.

Appui à l'infrastructure par le biais de partenariats, de l'innovation et du savoir

- 3.20 En complément à l'appui du FAD, des actions ont également porté sur la mobilisation de ressources et de capacités additionnelles en faveur du développement de l'infrastructure à travers les **partenariats et le cofinancement**.

- Dans le secteur du transport, les consultations annuelles BAD/Banque mondiale sur le secteur du transport proposent un processus structuré pour renforcer la coordination des politiques et des opérations entre les deux institutions, en particulier dans le cofinancement de projets, les études sectorielles et les missions de supervisions conjointes. Au nombre des autres actions de coopération et de partenariat dans lesquelles dominent les projets d'infrastructure, l'on peut citer l'accord sur la Facilité de cofinancement accéléré pour l'Afrique conclu avec l'Agence japonaise de coopération internationale (1 milliard d'USD sur la période 2005-10 et un autre milliard d'USD promis pour les cinq années suivantes) ; les accords de cofinancement avec la Corée (400 millions d'USD pour 2009-2013) et avec la Banque islamique de développement (500 millions d'USD, avec une contrepartie égale de la part du Groupe de la Banque) ; et un accord général avec la Banque de développement et Exim Bank de Chine. Les discussions sont aussi en cours sur un accord de cofinancement avec la Banque brésilienne de développement.
- La participation du FAD dans des cadres de financement novateurs et complexes, comme les PPP, s'est également renforcée au titre du FAD-12, notamment dans le secteur de l'énergie. Il est régulièrement constaté dans les projets PPP que les actions de mobilisation des fonds propres et des fonds publics priment sur la tranche privilégiée de la dette du secteur privé, et qu'elles favorisent considérablement le processus d'audit préalable des bailleurs de fonds privés. L'expérience acquise par le Fonds montre à souhait que des ressources financières et un appui technique accru sont requis pour assurer une préparation technique adéquate des projets, et pour obtenir l'accord d'un large éventail de parties prenantes concernant les structures de financement proposées, ce qui nécessite souvent le panachage de différents types de ressources et d'instruments de financement. Le Fonds appuie donc les entités publiques, telles que les sociétés de services publics, en collaboration divers autres acteurs, pour bâtir une réserve de projets novateurs.
- Avec la prise en compte accrue du changement climatique dans les projets d'infrastructure du FAD, la mobilisation de ressources additionnelles auprès de sources dédiées au financement du climat est devenue primordiale. Le Groupe de la Banque déploie des efforts considérables pour lever des ressources destinées au financement du climat, telles les fonds d'investissement dans le climat, et pour élaborer des mécanismes de financement du climat, spécifiques à la Banque. À ce jour, il a mobilisé plus de 800 millions d'USD pour appuyer l'élaboration de projets d'atténuation des effets du climat sur l'infrastructure (Fonds pour les technologies propres, Fonds pour le programme de développement des énergies renouvelables et durables pour l'Afrique) et la foresterie (Programme d'investissement dans les forêts), et il gère 103 millions d'USD au titre du programme pilote pour la résilience climatique dans le secteur de l'agriculture (voir également *les sections consacrées au changement climatique, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire et l'Annexe III*).

- Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, alors que les ressources du FAD et du fonds fiduciaire ont permis au Groupe de la Banque de répondre aux besoins des PMR dans le cadre des actions qu'ils mènent face aux effets du changement climatique et à la vulnérabilité chronique aux sécheresses, les besoins en ressources demeurent importants. Le Groupe de la Banque a pu lever plus de 111 millions d'USD en 2012 en faveur du Fonds fiduciaire de l'Initiative en faveur de l'eau et de l'assainissement en milieu rural, et de la Facilité africaine de l'eau.²⁵ La demande croissante pour le financement des projets prioritaires dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sur le continent témoigne de la nécessité de s'orienter vers des mécanismes de financement novateurs qui impliquent la participation du secteur privé, ainsi que de l'exigence d'adopter des stratégies de substitution, telles que l'aide ou le financement axé sur les résultats, pour promouvoir les dépenses en faveur des pauvres dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.
- 3.21 Les **produits de l'analyse et du savoir** du Groupe de la Banque, tels que le rapport phare du Plan d'action pour l'infrastructure et la croissance (PAIC), sont de plus en plus utilisés comme plateformes pour les services de conseil et pour les actions de mobilisation de ressources engagées par le Fonds, ses clients et d'autres partenaires au développement. Les PAIC offrent des analyses approfondies sur : i) des facteurs essentiels pour le renforcement de la compétitivité et le développement du secteur privé dans le domaine de l'infrastructure ; ii) les réformes des politiques et des règlements ; et iii) l'approche en matière de définition de l'ordre et de priorisation des investissements et des coûts connexes. Depuis 2009, des PAIC ont été élaborés pour le Burundi, la Sierra Leone, le Soudan du Sud et le Zimbabwe.²⁶
- 3.22 Outre les produits phares, les documents de stratégie d'intégration régionale du Groupe de la Banque, son rôle en tant qu'institution abritant le Consortium pour l'infrastructure en Afrique, et son engagement accru dans les PPP et le financement du changement climatique offrent au Fonds une occasion unique de s'engager dans **l'appui au dialogue sur les politiques et dans les services de conseils** aux niveaux national et régional. Dans le secteur de l'énergie, par exemple, les services de la Banque se sont activement impliqués dans le conseil à la République démocratique du Congo (RDC) en ce qui concerne l'étape suivante de la mise en valeur du site du projet d'Inga, le FAD finançant l'étude de faisabilité, et pilotant les IFD participantes, notamment l'appui juridique relatif aux accords contractuels de PPP. Parmi les autres services consultatifs figurant l'appui aux PMR concernant : l'élaboration des plans d'investissement pour les fonds d'investissement climatique (Ethiopie, Kenya, Libéria, Mali et Tanzanie) ; la fourniture d'un appui juridique et au renforcement des capacités en collaboration la Facilité africaine d'appui juridique (Djibouti) ; le conseil en transactions liées aux projets d'hydroélectricité (Afrique de l'Est) ; et la réalisation d'études économiques et sectorielles poussées en vue d'approfondir le dialogue sur les politiques et la planification opérationnelle.

Gouvernance

- 3.23 Les objectifs opérationnels et stratégiques du FAD-12 dans le secteur de la gouvernance visent à consolider davantage les études sur la gouvernance économique et financière, en particulier la gestion des finances publiques, la mobilisation des ressources intérieures et l'assistance au développement du secteur privé en appuyant les réformes visant à améliorer l'environnement propice aux affaires. Le Plan d'action pour la période 2008-2012 en matière de gouvernance du Groupe de la Banque, établi en 2008, continue de servir de cadre principal pour les opérations de prêt et hors-prêt pendant la période du FAD-12.
- 3.24 La mise en œuvre à mi-parcours des opérations dans le secteur de la gouvernance est en bonne voie. A mi-parcours du cycle du FAD-12, vingt-deux (22) opérations au total, évaluées à 840,5 millions d'UC, avaient été approuvées, y compris des opérations multisectorielles visant des programmes sociaux. Sur ce montant, 375 millions d'UC (soit 46%) avaient été décaissés (Tableau 3). Les priorités opérationnelles du portefeuille de la gouvernance concernant les opérations approuvées au titre du FAD-12 ont été accordées de façon primordiale à l'appui à la gestion des finances publiques (GFP) et à la création d'un

²⁵ La participation des Pays membres régionaux ne cesse de croître avec les engagements financiers annoncés par le Burkina Faso, le Tchad, la République du Congo et la Côte d'Ivoire, tandis que nombre de pays ont accru leurs dotations budgétaires nationales pour les programmes d'eau et d'assainissement.

²⁶ Un Plan d'action sur l'infrastructure et la croissance pour le Nigeria est actuellement en progression.

environnement favorable aux affaires, à travers une combinaison d'instruments comprenant les opérations à l'appui de réformes, les programmes d'appui institutionnel et de renforcement des capacités, l'assistance technique stratégique, les services d'analyse et de conseils. Une haute priorité est accordée à l'appui aux États fragiles dans l'optique rebâtir les fonctions essentielles de l'État, de rétablir la fourniture des services et de promouvoir une croissance économique inclusive. Un tiers des opérations à l'appui de réformes sont liés à l'appui au secteur social pour améliorer la fourniture des services (Côte d'Ivoire, Ethiopie, Zambie et).²⁷

Tableau 3: Opérations de gouvernance et multisectorielles du FAD-12 à fin juillet 2012

(Millions d'UC)

Instrument/guichet	Réserve de projet FAD-12	Approbations	Décaissements
Opérations à l'appui de réformes	1 075,54	812,48	371,7
<i>dont les ressources ABP</i>		628,88	
<i>dont les ressources FEF</i>		160,50	
<i>Autres ressources (annulations)</i>		23,10	
Projets d'appui institutionnel	80,12	28,05	3,31
<i>dont les ABP</i>		24,05	
<i>dont la FEF</i>		4,00	
Total	1 156,60	840,53	375,01

3.25 L'engagement opérationnel du Fonds pendant la période du FAD-12 est en cours de réalisation à trois niveaux :

- Au **niveau national**, l'essentiel des opérations financées par le FAD (88 %) ont appuyé les réformes en matière de GFP, la priorité absolue étant le renforcement de la responsabilité budgétaire et la transparence. Parmi les autres domaines prioritaires au titre de la GFP figurent le renforcement des systèmes nationaux de passation de marchés, secteur considéré comme essentiel pour maximiser l'impact sur le développement et atténuer les risques fiduciaires dans toutes les opérations du Groupe de la Banque ; l'appui à la mobilisation des ressources intérieures²⁸ ; et l'appui au renforcement des capacités en matière de gestion de la dette, à travers la formation, la modernisation des outils informatiques et la planification stratégique (la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et la Gambie).²⁹ Le Fonds a également accordé une priorité accrue à la gestion économique, à la lutte contre la corruption, et au renforcement des politiques favorables au secteur privé, ainsi que des cadres juridiques et institutionnels des PMR. A titre d'exemple, plus de 50 pour cent des opérations concernant le secteur de la gouvernance approuvées ont des composantes sur la promotion d'un environnement des affaires propice au développement du secteur privé.
- Au **niveau sectoriel**, les actions d'appui et de réformes du Fonds ont visé à renforcer un environnement favorable aux affaires, notamment dans les États fragiles (comme la Sierra Leone, le Liberia, le Togo et la Guinée) ; accroître la responsabilité et la transparence dans la gestion des deniers publics en favorisant les mesures de lutte contre la corruption, en particulier dans les secteurs à haut risque, tels que l'infrastructure et les industries extractives, à travers l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Avec l'appui du Fonds, les citoyens de 21 PMR ont désormais accès à des informations sur les recettes provenant de leurs ressources naturelles. Le Fonds a également contribué à l'adhésion de 11 pays (Tchad, République

²⁷ Voir aussi la discussion sous la section *Développement du Capital humain*.

²⁸ Le Groupe de la Banque a réalisé des études sur la mobilisation des ressources internes au Kenya, en Tanzanie, au Nigeria et en Afrique du Sud, notamment. Les études offrent une analyse des défis qui se posent aux pays en matière de mobilisation des ressources internes et des recommandations en matière de politique dans des domaines tels la politique et l'administration fiscales, la gestion des recettes douanières et les possibilités de développement des marchés financiers nationaux ou régionaux.

²⁹ Outre les opérations du FAD, le Groupe de la Banque assure la formation en matière de gestion et de soutenabilité de la dette, en ciblant les fonctionnaires des ministères des Finances et le personnel de la Banque, en collaboration avec la Banque mondiale et le FMI.

centrafricaine, Burkina Faso, Guinée, Liberia, Madagascar, Mozambique, Sierra Leone, Tanzanie, Togo et Zambie) à l'ITIE. Actuellement, le Fonds appuie la production et la diffusion du rapport de l'ITIE en Guinée, au Liberia, au Mozambique, en Sierra Leone, en Tanzanie, au Togo et en Zambie. La Sierra Leone a commencé à publier les recettes provenant de l'industrie minière. L'appui du Fonds à la mise en œuvre de l'ITIE renforcera non seulement la gestion des ressources naturelles, mais améliorera également le climat d'investissement en donnant un signal clair aux investisseurs et aux institutions financières sur l'engagement du gouvernement pour plus de transparence et de responsabilité.

- L'appui du FAD-12 au **niveau régional** met l'accent sur la promotion et l'harmonisation des normes et codes de bonne gouvernance économique et financière en favorisant la création de réseaux et en finançant et/ou en fournissant des services de conseil dans les domaines de l'administration fiscale, des systèmes de passation des marchés, de la gestion budgétaire et des recettes et de l'audit, à travers *l'Initiative collaborative pour la réforme budgétaire en Afrique*, le *Forum africain sur l'administration fiscale*, les *Institutions africaines suprêmes d'audit*, le *Réseau africain des praticiens des passations de marchés*, et l'*Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique*. Le FAD a également appuyé la création de trois *Centres africains d'assistance technique* qui fournissent des services techniques et de conseil au niveau régional en matière de gouvernance économique et financière. Au nombre des autres initiatives importantes abritées par le Groupe de la Banque figurent *l'Initiative « Mettre la finance au service de l'Afrique »*, qui vise à renforcer les partenariats et la coordination afin de promouvoir le développement du secteur financier en Afrique ; la *Facilité africaine d'amélioration du climat des investissements*, dont le but est d'aider les pays membres régionaux à concevoir et mettre en œuvre des programmes dans les domaines prioritaires souvent considérés comme des entraves à la création d'environnements propices aux affaires ; et le *Mécanisme africain de revue par les pairs*, un dispositif d'autocontrôle volontaire pour promouvoir la bonne gouvernance. Le Groupe de la Banque a également intensifié son engagement dans les actions de lutte contre la corruption, en appuyant la création en 2011 de l'*Association africaine et des Autorités de lutte contre la corruption*.

- 3.26 Le Fonds s'appuie sur la complémentarité de ses priorités fondamentales, ses thèmes transversaux et le guichet BAD pour renforcer son appui à la bonne gouvernance et au développement du secteur privé afin de favoriser une croissance économique inclusive et durable. Le FAD-12 appuie le programme de développement du secteur privé du continent en aidant les pays à développer leur secteur financier, en renforçant la compétitivité commerciale, en promouvant les partenariats public-privé et en approfondissant les réformes visant à lutter contre la corruption. Ces efforts, conjugués à l'orientation globale du Fonds en faveur de l'appui à la bonne gouvernance aux niveaux sectoriel et régional, contribuent à la réalisation des objectifs relatifs à l'intégration régionale.

Encadré 3: Exemples de résultats d'opérations d'appui à la gouvernance³⁰

Liberia : Le Programme de réforme de la gestion des finances publiques et le Programme d'appui institutionnel (2006-2012). Les deux opérations complémentaires appuient la stratégie de réduction de la pauvreté du Liberia qui visent à instaurer la bonne gouvernance économique et à promouvoir la prospérité et la paix en améliorant la fourniture de services publics, et à renforcer les filets de sécurité sociale en compensant les recettes fiscales perdues du secteur de l'agriculture, liées aux interventions du gouvernement visant à alléger les prix des denrées alimentaires. Cet appui a permis au Liberia d'atteindre un certain nombre d'objectifs de réformes, qui se sont traduits par l'amélioration de sa performance en matière de réforme : l'Indice Mo Ibrahim pour la gouvernance en Afrique s'est amélioré, passant de 28,2 sur 100 en 2005 à 45 en 2011, le Liberia étant passé du 50^e rang sur 53 pays en 2005 au 36^e rang sur 53. De même, la performance du Liberia dans la notation EPIP de la gestion économique a progressé de 3,33 à 4,33 sur la même période. Les capacités en effectifs et en ressources du Bureau de l'Auditeur général ont été accrues sensiblement, et un guichet unique a été créé pour le fisc. En 2010, le rapport *Doing Business* indiquait que le Liberia avait réduit considérablement les délais pour les commerçants.

³⁰ D'autres exemples mettant en évidence des opérations à l'appui de programmes dans le cadre du FAD-12 sont mentionnés à l'annexe IV.

Rwanda : Programmes d'appui budgétaire à la stratégie de réduction de la pauvreté (2008-2011):

Les programmes d'appui budgétaires ont été mis en œuvre dans le but d'améliorer le climat des investissements en renforçant l'environnement du secteur privé et en établissant bien solidement le secteur financier ; de renforcer la gouvernance des finances publiques ; de renforcer les capacités institutionnelles de l'État à fournir des services de qualité. Ces opérations ont contribué à améliorer l'indice de perception des investissements du Rwanda, qui a dépassé l'objectif de 71,2 % d'un point de pourcentage en 2011. Son classement par *Doing Business* s'est amélioré, passant à la 45^e place en 2012, après avoir occupé la 139^e sur 155 pays en 2006 et la 58^e place sur 183 pays en 2010. Le volume des prêts au secteur privé a augmenté de 15 % en 2008, et à la faveur de la mise en place de l'enregistrement des entreprises en ligne, et du système électronique d'enregistrement foncier, des progrès remarquables ont été accomplis pour des indicateurs tels que le « transfert de propriété », la « délivrance du permis de construire » et les « formalités d'enregistrement des entreprises ».

- 3.27 **Le savoir et les activités de conseil** constituent un volet important de l'appui du Fonds à la gouvernance économique et financière. Parmi les exemples on peut citer : les travaux sur les évaluations des *Dépenses publiques et la responsabilité financière (PEFA)*, qui visent à améliorer les analyses partagées, effectuées dans 7 pays (Sierra Leone, Liberia, République centrafricaine, Lesotho, Tunisie, Cap-Vert et Guinée-Bissau) ; et le lancement, dans 10 pays pilotes,³¹ des "Perspectives en matière de gouvernance en Afrique", qui constitue le produit phare en matière de savoir du Groupe de la Banque sur la gouvernance financière, enrichit le dialogue sur les politiques basé sur des preuves, et améliore la qualité à l'entrée.
- 3.28 Par ailleurs, le Groupe de la Banque, en collaboration avec des partenaires extérieurs comme, la Commission européenne le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, continue d'entreprendre des évaluations et des études, telles que la prestation de l'*Aide budgétaire dans les situations de fragilité : approche commune* (2010-11), dans l'objectif d'améliorer les analyses partagées et l'harmonisation des approches opérationnelles. Le document d'approche commune a contribué à renforcer la coordination des actions des quatre institutions et la collaboration entre elles,. Parmi les importantes recommandations du document figurant la nécessité d'améliorer la connaissance de l'économie politique dans les pays et les contextes fragiles, et d'entreprendre une analyse plus globale des risques et d'établir une prévisibilité accrue de l'aide. À cet égard, le *Cadre consolidé de gestion du risque fiduciaire pour les opérations à l'appui de réformes*, parachevé en 2011,³² prévoit une approche rigoureuse de l'évaluation et de la gestion des risques dans les programmes d'appui budgétaire. C'est d'autant plus crucial dans les États fragiles où la nécessité de mettre en place des instruments à l'appui de réformes est impérieuse, et qui devraient être sous-tendus par des mesures de sauvegarde fiduciaire judicieuses.
- 3.29 Conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et au Programme d'action d'Accra, les opérations de gouvernance du Fonds sont de plus en plus **alignées sur les plans de développement nationaux³³ et étroitement coordonnées avec les partenaires au développement**. Le rôle du Groupe de la Banque dans le dialogue sur les politiques et la promotion de l'efficacité du développement dans les PMR s'est également renforcé. Par exemple, entre 2009 et 2012, il a participé activement 21 groupes de travail sur l'appui budgétaire et à 20 groupe de coordination de la gestion des finances publiques, dont il avait présidé 10 et 4 groupes, respectivement.³⁴
- 3.30 Pour améliorer la conception et l'exécution de ses opérations, le Département de la gouvernance a créé un groupe interne d'assurance qualité pour assurer **la prise en compte systématique des enseignements tirés de l'exécution de projets, et des conclusions d'évaluations indépendantes**.. Il ressort de l'évaluation indépendante 2011 des opérations à l'appui de réformes que le Groupe de la Banque a fait des progrès sensible en ce qui concerne l'utilisation de ce type d'opérations, comme en témoigne son rôle en tant que

³¹ Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Kenya, Mali, Mozambique, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Ouganda.

³² Banque africaine de développement. 2011. *Cadre de gestion de risque fiduciaire pour les opérations à l'appui de réformes*. ADB/BD/IF/2011/95 - ADF/BD/IF/2011/78.

³³ Plusieurs revues internes et évaluations externes montrent que l'alignement avec les plans nationaux de développement et l'appropriation par le pays est l'un des domaines dans lesquels la performance du Groupe de la Banque a été constamment élevée.

³⁴ Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Cap-Vert, République centrafricaine, RDC, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Lesotho, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mozambique, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Tanzanie, Togo et Zambie.

partenaire important dans l'appui budgétaire fourni conjointement par les donateurs ; dans la conception et l'exécution de ses opérations d'appui budgétaire qui ont répondu aux besoins financiers urgents de ses clients ; et son rôle de pionnier dans certains États fragiles comme le Liberia. L'évaluation rétrospective a identifié des défis, dont la nécessité : i) de renforcer les capacités des bureaux extérieurs pour qu'ils s'engagent pleinement dans le dialogue sur les politiques ; ii) de consolider les liens entre l'engagement de la Banque dans les opérations à l'appui de réformes et d'autres types d'opérations ; iii) d'élargir l'usage des prêts à l'appui de réformes, actuellement dominés par le secteur de la gouvernance, à d'autres secteurs. Outre l'évaluation rétrospective des prêts à l'appui de réformes, une évaluation conjointe de la gestion des finances publiques, conduit par le Groupe de la Banque, le Danemark et la Suède a été parachevée en 2012 et dispense des enseignements importants sur le rôle des donateurs dans l'appui aux réformes de la GFP.

- 3.31 Les leçons tirées de ces sources importantes de preuves ont été prises en compte dans les nouvelles opérations à l'appui de programmes, et enrichiront les directives opérationnelles régissant ces opérations en cours d'élaboration. Dans le domaine des opérations, la Banque recourt de plus en plus à des opérations à l'appui de réformes, telles que les opérations multisectorielles pour résoudre un certain nombre de problèmes au niveau national, dont la facilitation d'interventions sectorielles et le renforcement de la complémentarité dans le portefeuille (comme au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, en Sierra Leone, et en Zambie). Au nombre des innovations apportées au titre du FAD-12 figurent également les efforts déployés pour améliorer la publication des résultats des opérations à l'appui de réformes.³⁵ Un modèle a été élaboré et piloté comme supplément aux rapports d'achèvement de projet en contrôlant la contribution financière des opérations à l'appui de réformes du Fonds aux résultats du développement, mesurés à travers les indicateurs relatifs à la population, tels que les résultats au plan de la santé et de l'éducation. La Direction explore également d'autres pistes pour appuyer la demande en matière de gouvernance, comme l'appui à la société civile et aux parlementaires pour leur permettre de tenir leurs gouvernements responsables du respect des engagements en matière de réformes, dont la pertinence s'est accrue dans la région, comme en témoignent les agitations et les manifestations du Printemps arabe à travers l'Afrique.
- 3.32 D'une manière générale, le Fonds a fait des progrès dans le domaine de l'appui à la gouvernance et de l'amélioration de la qualité des opérations, comme le montrent les conclusions du projet de rapport sur la revue à mi-parcours du plan d'action en matière de gouvernance. La revue a montré que, certes la Banque avait réussi dans le domaine de la sélectivité stratégique en appuyant les réformes en matière de GFP au niveau national, avec une intensification récente et graduelle de son soutien à la création d'un environnement favorable aux affaires, mais il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la prise en compte de la gouvernance au niveau sectoriel, en particulier dans l'infrastructure. À l'avenir, le Fonds continuera d'aider les PMR à approfondir les réformes et à relever les défis restants, notamment en prenant davantage en compte la gouvernance dans les opérations multisectorielles à l'appui de réformes.

Promouvoir l'intégration régionale

- 3.33 Le rôle stratégique et l'engagement opérationnel du Fonds dans l'intégration régionale ont été réaffirmés au titre du FAD-12 avec le mandat d'intensifier son appui à l'infrastructure régionale, aux biens publics régionaux, et au renforcement des capacités. Conscient de la forte demande pour les opérations régionales (OR), le Fonds a augmenté de 20 % l'enveloppe pour les OR au titre des ressources du FAD-12. Le cadre de sélection et de priorisation des OR du FAD³⁶ a été introduit en 2011 pour renforcer l'intérêt plus marqué porté à la performance et à l'impact du développement. La stratégie d'intégration régionale du Groupe de la Banque de 2009 continue d'encadrer l'orientation stratégique globale de l'engagement du Fonds, tandis que les documents de stratégie d'intégration régionale (DSIR) articulent davantage les interventions au niveau sous-régional. Ce cadre stratégique solide englobe l'ensemble des

³⁵ Suivre et attribuer les résultats des opérations d'appui aux réformes à une seule organisation demeure un défi pour tous les partenaires au développement fournissant un appui aux réformes en matière de gouvernance. Les principaux indicateurs sectoriels identifiés en 2010 sont en passe d'être modifiés pour mieux appréhender l'appui du FAD à la gouvernance économique et financière.

³⁶ Fonds africain de développement. 2011. *Cadre de sélection et de priorisation des opérations régionales*, ADB/BD/WP/2011/01 – ADF/BD/WP/2011/01.

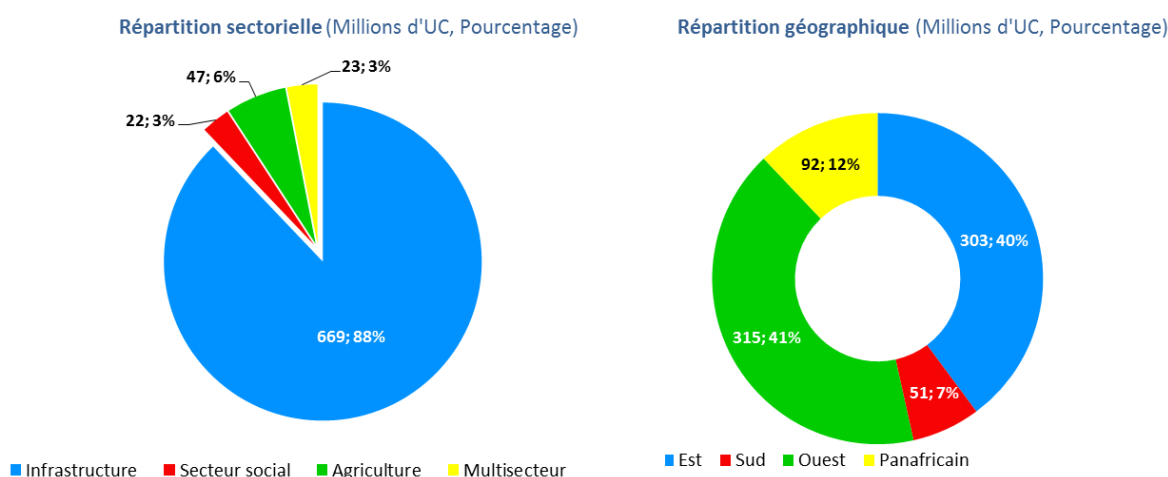
engagements d'intégration régionale, allant des priorités identifiées par les clients au niveau national à celles qui ont été convenues au niveau du continent dans le contexte du Programme pour le développement de l'infrastructure en Afrique.

- 3.34 Les OR du FAD-12 appuient les programmes d'intégration régionale du continent à travers la priorité accrue accordée à la promotion de l'intégration économique et du commerce intrarégional de biens et services, dont l'énergie. Cette stratégie est totalement compatible avec le thème de l'Assemblée de l'Union africaine de 2012 : "Doper le commerce intra-africain". En outre, l'approche du Fonds en matière d'intégration régional va au-delà de la promotion des investissements publics et privés dans les projets de briques et de mortier. Elle souligne l'importance des questions de nature conceptuelle comme le renforcement des capacités, la promotion du commerce les prises de décisions efficaces, par exemple à travers l'assistance à la mise en vigueur des traités régionaux, et des partenariats solides avec les institutions régionales. Par exemple, la préparation et l'élaboration des DSIR sont en train d'être défendues à travers les communautés économiques régionales, tout en s'assurant que les futurs documents de stratégie pays reflètent pleinement les engagements et les priorités régionaux.
- 3.35 En conformité avec l'engagement du FAD-12, en 2011 la Direction a **lancé le cadre de sélection et de priorisation des OR**, qui a proposé une approche structurée pour filtrer les meilleurs projets de la réserve des OR du FAD, c'est-à-dire les projets qui sont en harmonie avec les objectifs stratégiques du FAD et des pays clients ; l'état de préparation, la qualité et l'aptitude à produire des résultats ; et un impact suffisant sur le développement. La sélection et la priorisation des OR du FAD sont conduites chaque année, au quatrième trimestre, à la faveur d'une évaluation rigoureuse et indépendante de toutes les propositions reçues par le Fonds. Le mécanisme de partage des coûts institué au titre du FAD-11 et affiné avec le FAD-12 a permis de susciter une forte participation des pays FAD, y compris les États fragiles.
- 3.36 À la suite des opérations de sélection et de priorisation en 2011 et 2012, 24 projets au total (sur 36) ont été retenus, d'un coût de 1 115 millions d'UC (96 % de l'enveloppe pour les OR).³⁷ Dix des projets choisis sont des biens publics régionaux (BPR), d'une valeur de 170 millions d'UC. Tous les projets choisis ont reçu la note "Très bon" ou "Bon", ce qui témoigne de leur état de préparation, de leur qualité et de leur orientation vers des résultats d'un niveau élevé. Cet état de fait est renforcé par le rapport rétrospectif de revue de l'état de préparation, qui a montré que tous les projets sélectionnés (12) pour lesquels une évaluation avait été faite au stade de la note conceptuelle, avaient été jugés "prêts pour évaluation" (dont 25 % constituaient des cas de meilleure pratique). L'Annexe I fournit des informations sur la conception du cadre et des enseignements tirés des premières étapes de la mise en œuvre.
- 3.37 A fin juillet 2012, les approbations d'opérations régionales (OR) par le Conseil ont totalisé 761 millions d'UC, comprenant 536,1 millions des ressources destinées aux OR et 203,5 millions d'UC des allocations fondée sur la performance. Les priorités stratégiques convenues au titre du FAD-12 ont été respectées, avec l'essentiel des ressources allant aux infrastructures régionales (88 %), suivi par l'agriculture (6 %), le multisecteur – essentiellement le renforcement des capacités des CER (3 %) – et le développement du capital humain (3 %) (Graphique 3). 12% (92,4 millions d'UC) des opérations approuvées sont des BPR. La répartition sectorielle et géographique devrait évoluer pour le reste de la période d'application du FAD-12, avec un accent plus marqué sur l'énergie et un meilleur équilibre géographique. La réserve combinée des projets apportera une meilleure inter-connectivité physique à travers 933 km de routes, 5,330 km de lignes de transport d'électricité, et 3 181 km de câbles en fibres optiques, débouchant sur des marchés économiques élargis, des avantages partagés en ce qui concerne le potentiel de production d'énergie hydroélectrique, et une connectivité TIC. L'appui aux BPR, tels que le renforcement des capacités des communautés économiques régionales (*Renforcement des capacités en matière de programmation de l'Infrastructure pour la Commission de l'Union africaine/Agence de planification et de coordination du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique*), l'agriculture (*Appui à la recherche agronomique en vue du développement des produits stratégiques*) et l'enseignement supérieur (appui à *l'Université virtuelle d'Afrique* et à *l'Université panafricaine*) viennent compléter les investissements dans l'infrastructure immatérielle et contribuer au développement des compétences et à la création d'emplois.

³⁷ L'utilisation du solde des ressources est prévue en 2013 après le dernier exercice de sélection et de priorisation des opérations régionales.

- 3.38 La conception intégrée des OR permet au Fonds **d'aborder d'autres priorités stratégiques et thèmes transversaux du FAD-12**. Par exemple, les États fragiles représentent pratiquement 60 % des pays participant aux projets des OR retenus pour financement en 2011-2012. Ce qui contribue à accélérer leurs actions de reconstruction par l'intégration aux pays voisins et la mobilisation complémentaire de ressources mises à disposition à travers la FEF et l'ABP. L'infrastructure régionale et l'intégration économique renforcent également le développement du secteur privé, grâce à l'extension de la taille des marchés et à la disponibilité de production d'énergie stable faisant l'objet d'un partage transfrontalier. Dans le souci de tisser des liens transfrontaliers plus solide et d'améliorer la pratique des affaires, le Fonds appuie la gestion intégrée des frontières et la formation des responsables des frontières, et apporte une assistance au renforcement des capacités en vue de la simplification des documents et des procédures, et au développement des produits préalable du savoir. Ces actions contribuent à faire baisser le coût des transactions et à accroître l'efficacité, toutes choses essentielles à la stimulation d'une participation accrue du secteur privé.

Graphique 3: Répartition sectorielle et géographique des opérations régionales approuvées



- 3.39 **Conclusions de l'évaluation indépendante** indiquent que, dans le cadre des opérations multinationales de la Banque (2000-2010)³⁸, le Groupe de la Banque a défini des cadres stratégiques et opérationnels cohérents et pertinents pour orienter ses actions d'assistance à l'intégration régionale, et a accru sensiblement la part des opérations multinationales dans son portefeuille (de 6 % en 2000 à 15 % en 2010), tout en assurant la sélectivité et l'alignement stratégiques. Les conclusions soutiennent également que les opérations du Groupe de la Banque répondent aux besoins pressants du continent et ont généralement atteint leurs objectifs (au niveau de production) ; et que les capacités du Groupe de la Banque à accomplir sa mission d'intégration régionale se sont sensiblement renforcées avec la création du Département du NEPAD, de l'intégration régionale et du commerce (ONRI) en 2006.
- 3.40 L'évaluation rétrospective a identifié quelques difficultés à résoudre et de secteurs à améliorer, dont la nécessité : i) d'affiner le cadre stratégique afin d'accroître la contribution du Groupe de la Banque à l'intégration régionale, en particulier dans les domaines immatériels et des biens publics régionaux ; ii) de définir plus clairement les opérations multinationales au sein de l'institution et le rôle du secteur privé dans cette intégration régionale ; iii) de renforcer les capacités et les accords institutionnels, en particulier un meilleur alignement de la mission sur les ressources d'ONRI, (iv) de préciser la division du travail entre les différents départements de la Banque, et en renforçant le rôle des bureaux extérieurs dans le dialogue sur les politiques, et (v) d'aligner les processus opérationnels du Groupe de la Banque pour qu'ils cadrent avec les défis spécifiques des opérations régionales, et en veillant à un retour

³⁸ Banque africaine de développement. *Promouvoir l'intégration régionale dans l'évaluation de l'intégration en Afrique. Évaluation rétrospective des opérations multinationales du Groupe de la Banque 2000-2010*

d'informations systématique et en tirant des enseignements de l'expérience acquise par l'institution.

- 3.41 Ces conclusions, ainsi que les expériences et indications réunies au cours de la mise en œuvre des opérations régionales ont donné des leçons précieuses pour améliorer la conception, l'exécution et le financement des OR au titre du FAD-12, et pour renforcer l'engagement stratégique et opérationnel en appui à l'intégration régionale (voir également la Section 4, paragraphes 4.7-4.8).

Assistance aux États fragiles

- 3.42 Inspiré par la *Stratégie de 2008 du Groupe de la Banque pour l'engagement renforcé dans les États fragiles*, l'appui du FAD-12 aux États fragiles et/ou pays affectés par des conflits, (ci-après dénommés les États fragiles) vise à aider ces pays et à prévenir le dérapage pour les pays à risques, à la faveur de programmes adaptés, pour faire face aux conditions particulières de la fragilité. Plus particulièrement, l'assistance vise à rétablir les fonctions et systèmes de base de l'État, en appuyant une reprise et/ou une expansion rapides de la fourniture des services de base, et à reconstruire les capacités humaines et institutionnelles. La stratégie a été appuyée par la FEF, qui a servi à mettre à disposition des ressources additionnelles pour répondre aux besoins opérationnels et financiers particuliers des PMR du Groupe de la Banque, dénommés États fragiles.
- 3.43 Pendant le FAD-12, le Groupe de la Banque a classé 17 pays dans la catégorie « États fragiles », pratiquement un tiers des pays membres régionaux. Le Tableau 4 ci-après résume le programme d'assistance du FAD-12 aux États fragiles à travers le cadre du FEF.

Tableau 4: Programme de l'assistance du FAD-12 aux États fragiles

	Appui supplémentaires (Pilier I)	Apurement des arriérés (Pilier II)	Appuis ciblés (Pilier III)
Objectifs opérationnels	Fournir des ressources additionnelles, en plus des ressources fournies à travers le système d'allocation basé sur la performance, pour appuyer la réhabilitation et la reconstruction de l'infrastructure, appuyer les réformes en matière de gouvernance et rebâtir les capacités institutionnelles.	Apurer les arriérés des pays en transition et éligibles au réengagement, pour leur permettre d'accéder à l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).	Assurer le renforcement des capacités et fournir une assistance technique aux pays éligibles, notamment en passant par des structures non étatiques, pour fournir les services ; accumuler et gérer le savoir du Groupe de la Banque sur la fragilité et le conflit.
Pays bénéficiant du FAD-12	Neuf pays (Burundi, République centrafricaine, Comores, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Guinée-Bissau, Liberia, Sierra Leone et Togo) bénéficient actuellement du deuxième cycle de l'appui du FAD-12 ; et trois nouveaux entrants (Soudan, Soudan du Sud et Zimbabwe) ont été admis par le Conseil d'administration à accéder aux ressources du Pilier I, sous réserve de trouver un accord avec leurs créanciers concernant un plan de financement crédible et irréversible de l'apurement de leurs arriérés.	Trois pays actuellement redevables d'arriérés envers le Groupe de la Banque (Somalie, Soudan et Zimbabwe) pourraient éventuellement en devenir bénéficiaires, sous réserve de remplir les conditions techniques ouvrant droit à une assistance en matière d'allègement de dette au titre de l'Initiative PPTE, un préalable pour un appui à l'apurement de la dette du Groupe de la Banque. Les récents développements socio-économiques et politiques intervenus au Soudan et Zimbabwe que ces pays ont de plus en plus de chances de remplir les conditions requises, même si la date d'un plein réengagement reste encore incertaine.	Ces appuis sont fournis à 17 États fragiles (Burundi, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, Togo et Zimbabwe).
FAD-12 ressources allouées	405 millions d'UC	362,2 millions d'UC (dont 3 millions d'UC reportées du FAD-11)	60,9 millions d'UC (dont la totalité reportée du FAD-11)

- 3.44 Opérations du Pilier I : À fin juillet 2012, 11 opérations d'une valeur de 229,5 millions d'UC (57 % sur le total des ressources du Pilier I de la FEF ont été approuvées pour appuyer la gestion des finances publiques et les réformes de la gouvernance économique et redynamiser la fourniture des services publics essentiels en améliorant les réseaux d'infrastructure au Burundi, en République Centrafricaine, en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone et au Togo..
- 3.45 Opérations du Pilier II : Il n'y a pas eu d'opérations d'apurement d'arriérés entreprises à mi-parcours de la période du FAD-12. Parmi les trois pays actuellement redevables d'arriérés envers le Groupe de la Banque (Somalie, Soudan et Zimbabwe), le Soudan et/ou le Zimbabwe pourraient encore prétendre à cette assistance pendant la période du FAD-12. Même si la Somalie figure parmi les pays retenus pour bénéficier d'une assistance à l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, ses chances de remplir les conditions préalables à un apurement des arriérés pendant la période du FAD-12 restent faibles.³⁹
- 3.46 Opérations du Pilier III : 20,11 million d'UC (33 % des 60,9 millions d'UC ont été alloués au titre du FAD-12) avaient été engagés pour appuyer le développement des capacités institutionnelles dans 13 des pays éligibles au Pilier III ainsi qu'une initiative régionale. 50% des ressources engagées ont été décaissées à mi-juin 2012. Les initiatives régionales visant à résoudre les problèmes essentiels qui se posent aux États fragiles, comme la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, l'Union du Fleuve Mano et la Commission de

³⁹ Voir également le document de discussion sur *l'allocation des ressources du FAD-12*.

l'Océan indien, dont les Comores sont membres, ont également bénéficié des ressources du Pilier III au titre du FAD-11 (4,5 millions d'UC). Les ressources du Pilier III ont particulièrement permis au Fonds de fournir l'assistance indispensable à des pays comme le Soudan, la Somalie et le Zimbabwe, où l'appui financier du Groupe de la Banque est limité du fait de l'existence d'arriérés chroniques, ainsi qu'à son nouveau membre, le Soudan du Sud.⁴⁰ (voir Annexe V)

3.47 Progrès accomplis dans les États fragiles depuis 2008 : Tous les neuf pays qui ont reçu un appui au titre des allocations au titre du Pilier I du FAD-11 ont été qualifiés pour continuer de bénéficier de l'appui au titre du FAD-12. Dans l'ensemble, tous les neuf pays avaient fait des progrès dans leurs efforts de transition et de réengagement, et étaient globalement en bonne voie en ce qui concerne leurs programmes macroéconomiques et de réformes structurelles. L'analyse des services de la Banque fait état d'une tendance positive en termes de performance dans les domaines des politiques et des opérations, comme il ressort de leur évaluation des politiques et des institutions des pays, et des notes de l'évaluation de la performance du portefeuille sur la période 2008-2011. De plus, les rapports de supervision indiquent que les résultats escomptés du développement, figurant dans le cadre logique des résultats de chaque projet dans ces pays, ont toutes les chances d'être obtenus. Étant donné que les opérations d'investissement et de renforcement des capacités financées par la FEF sont en cours, il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives au sujet des résultats et des rendements. Cependant, l'on note certaines indications de progrès dans des domaines clés comme il résumé ci-dessous.

- La majorité de ces pays ont amélioré leur **performance macroéconomique**, et continuent de progresser dans la mise en œuvre de leurs programmes de redressement et de développement, malgré les défis que pose l'incertitude de l'environnement économique et financier mondial. Ils ont poursuivi la mise en application des **réformes en matière de gouvernance**, en se conformant aux prescriptions de l'ETIE, qu'ils ont adoptée (comme analysé au paragraphe 3.xx). La performance des pays, au titre des opérations d'appui budgétaire du Groupe de la Banque, et dans le cadre des programmes d'appui de la Banque mondiale et du FMI, a aussi été globalement satisfaisante. La consolidation de la paix a été retenue comme défi essentiel dans certains pays.
- Sept pays (Burundi, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Guinée-Bissau, Liberia, Sierra Leone et Togo) ont **atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTE** en remplissant les conditions de déclenchement, dont l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté ; le maintien de la stabilité macroéconomique ; et le renforcement de la gestion des dépenses publiques. Les Comores et la Guinée devrait atteindre le point d'achèvement en 2012. Avec une réduction de l'ordre de 90 % du fardeau de leur dette extérieure, les pays qui ont atteint le point d'achèvement drainent désormais davantage de ressources vers les dépenses de réduction de la pauvreté (qui, en moyenne, ont crû de moins de 8 % du PIB en 1999 à près de 14 % en 2011).⁴¹
- **Les opérations du Pilier III** ont appuyé des actions d'amélioration de la gestion des finances publiques, dans un certain nombre de pays (Sierra Leone, la RDC, la Somalie et le Soudan) et contribué à une amélioration sensible de la collecte des impôts en renforçant l'audit (Liberia). Le Pilier III avait également permis au Zimbabwe de préparer l'apurement de ses arriérés et les opérations d'allègement de la dette, tout en renforçant globalement la gestion des finances publiques, ainsi que les capacités de fourniture des services d'eau et d'assainissement (la dernière ayant été appuyée avant tout par le Fonds du Zimbabwe), avant que le pays ne devienne éligible aux appuis réguliers du FAD.

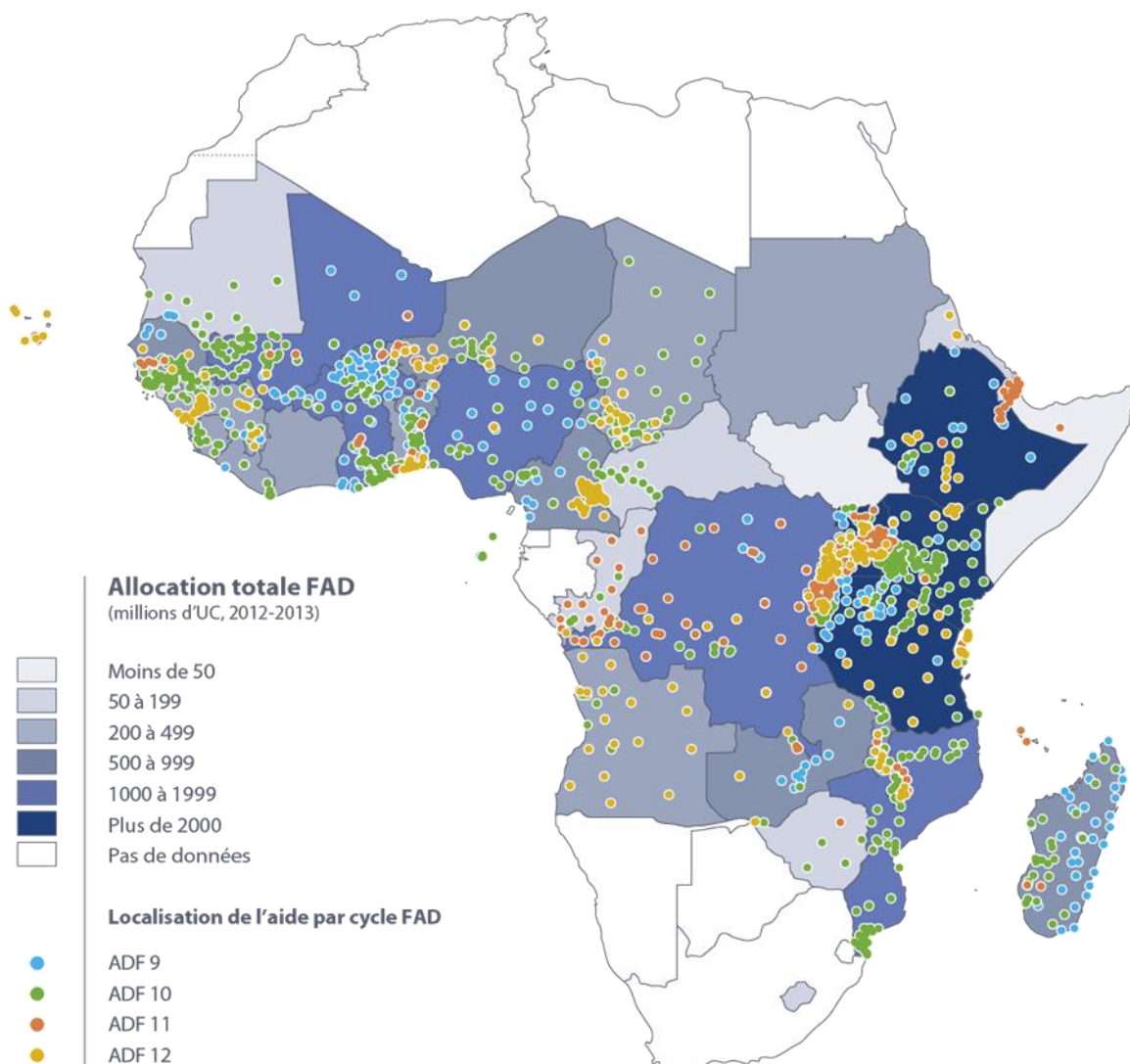
⁴⁰ A la suite de la séparation du Soudan du Sud d'avec le Soudan en juillet 2011, le Conseil d'administration du FAD a approuvé l'éligibilité du Soudan du Sud aux ressources du Pilier I (17 millions d'UC) et du Pilier III (4,8 millions d'UC), ainsi que le prélèvement de 10 millions d'UC de l'allocation du Soudan au titre l'allocation basée sur la performance pour 2011.

⁴¹ L'Association pour le développement international et le Fonds monétaire international. Novembre 2011. *Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative and Multilateral Debt Relief Initiative (MDRI)--Status of Implementation and Proposals for the Future of the HIPC Initiative*.

- 3.48 Pour améliorer davantage la qualité de l'engagement du Groupe de la Banque et de la fourniture de son assistance au développement dans les États fragiles, l'Unité des États fragiles, a intensifié ses efforts dans les activités relatives au savoir. Parmi les études réalisées pendant la période du FAD-12 figurent le "Rôle de la diaspora dans la construction de la nation : leçons à tirer par les États fragiles et les pays sortant de conflits en Afrique ; Opérations du secteur public de la Banque dans les États fragiles : Leçons apprises et recommandations ; Perspectives sur l'économie politique du Soudan du Sud ; et le rôle des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion dans la reconstruction post-conflit.
- 3.49 Les conclusions de **l'évaluation indépendante de l'assistance du Groupe de la Banque aux États fragiles** (1999-2009)⁴² ont soutenu que cette assistance a été adaptée aux besoins et aux capacités des pays, surtout depuis 2008 ; et que les ressources mises à disposition par l'intermédiaire de la FEF (Piliers I et II) pour l'appui à l'infrastructure et à la gouvernance, ainsi que pour l'apurement des arriérés, ont été particulièrement efficaces. L'évaluation a aussi identifié des faiblesses dans la mise en œuvre de la stratégie de 2008, en ce qui concerne tout particulièrement la performance du guichet d'appui ciblé (Pilier III), qui, selon les indications, n'avait pas pu atteindre les objectifs ambitieux de la Banque. Le rapport a recommandé que : i) la programmation, la conception et les modalités de l'assistance aux États fragiles soient orientées de manière plus cohérente vers la contribution à la construction des objectifs intégrés d'instauration de la paix et de construction de l'État ; ii) les modalités d'allocation des ressources de la FEF et les critères d'éligibilité auxdites ressources soient revus dans l'optique de renforcer la réactivité du Groupe de la Banque face aux changements de conditions ; et que iii) les dispositions et les processus institutionnels soient réévalués, et assortis de définitions précises des rôles et des capacités des divers départements travaillant sur les questions relatives aux États fragiles, dont les départements régionaux et sectoriels ainsi que l'Unité des États fragiles.
- 3.50 La Direction a déjà commencé à prendre des dispositions pour relever ces défis de manière prudente et globale, notamment en approfondissant la réflexion sur les cadres stratégiques et opérationnels du Groupe de la Banque en vue d'un engagement dans les États fragiles et de la mise en place des dispositions institutionnelles (voir sections 4.5 - 4.6).

⁴² Banque africaine de développement. 2012. *Évaluation rétrospective de l'assistance de la Banque africaine de développement aux États fragiles*. ADB/BD/WP/2012/48 – ADF/BD/WP/2012/29; et Réponse de la Direction ADB/BD/WP/2012/48/Add.1 – ADF/BD/WP/2012/29/Add.1

Graphique 4: Répartition des opérations d'investissement du FAD approuvées, Operations actives*



*Note : * La carte représente seulement les opérations d'investissement qui ont pu être localisées géographiquement et pour lesquelles il y a des informations complètes dans le système de la Banque (SAP). Les autres opérations telles que les appuis budgétaires et le renforcement des capacités institutionnelles sont exclues de la carte.*

II. Mise en œuvre des thèmes transversaux

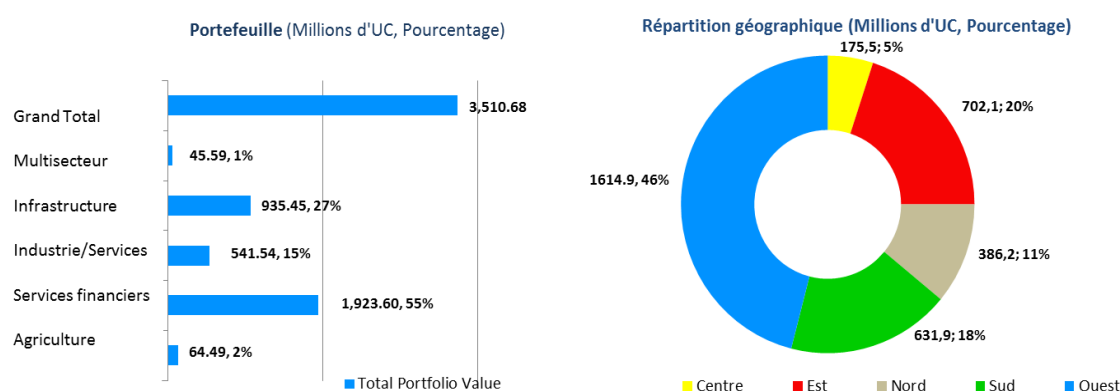
Développement du secteur privé

- 3.51 Reconnaissant le rôle primordial du secteur privé dans les efforts déployés par les PMR pour relever les défis majeurs du développement, il a été convenu lors des consultations de la Douzième reconstitution du FAD (FAD-12) et de la Sixième augmentation générale du capital de la Banque que le Groupe de la Banque allait mettre à contribution ses différents guichets de financement pour maximiser son concours et sa capacité opérationnelle. En outre, la Direction allait élaborer une politique et une stratégie devant guider son orientation stratégique et son engagement opérationnel dans le développement du secteur privé sur le continent dans le contexte d'« une seule Banque ». Le projet de politique et de stratégie (encadré 4) considère le développement du secteur privé non comme un secteur ou un instrument distinct, mais comme un objectif transversal auquel toutes les opérations du Groupe de la Banque sont

appelées à contribuer⁴³.

- 3.52 La mise en œuvre de l'appui opérationnel et stratégique du Groupe de la Banque au développement du secteur privé au titre du FAD-12 peut être résumée comme suit : i) investissements du secteur privé dans les pays FAD et les secteurs prioritaires ; ii) opérations combinant ou mobilisant les ressources du FAD et de la BAD d'une façon complémentaire ; et iii) une première expérience de la mise en application des garanties partielles de risque du FAD. Ces actions sont complétées par les opérations dans le secteur de la gouvernance qui contribuent à améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité du secteur privé.
- 3.53 Investissements du secteur privé dans les pays FAD : Ces dernières années, le Groupe de la Banque a accru ses prêts non souverains aux pays éligibles. Le portefeuille actif, y compris les opérations régionales, se retrouve à plus de 50 % dans les pays à faible revenu éligibles aux ressources du guichet FAD (pays exclusivement FAD) ou à un panachage de ressources des guichets FAD et BAD (pays à financement mixte). La part des opérations directes du secteur privé dans les pays FAD a augmenté, passant de 30 % en 2007 à 48 % en 2011, tandis que les opérations multinationales qui appuient l'intégration régionale sont passées de 13 % à 27 % pendant la même période. Fin juillet 2012, les engagements non souverains en volume dans les pays éligibles au FAD s'établissaient à 3,5 milliards d'UC (Graphique 5). Par centre d'intérêt sectoriel, 55 % des opérations ciblent les services financiers, 27 % l'infrastructure et 15 % l'industrie et les services.

Graphique 5: Opérations du secteur privé dans les pays FAD à fin juillet 2012



- 3.54 Par l'intermédiaire de ses opérations du secteur privé, la BAD a également soutenu d'autres priorités du FAD-12, comme l'intégration régionale, le développement de l'infrastructure, les États fragiles et le développement du capital humain. Des projets tels que *Rift Valley Railways* devant relier le Kenya et l'Ouganda, le refinancement d'*Ethiopian Airlines* et l'*extension du port de Lomé* contribuent à l'intégration régionale. La Banque a également réalisé des investissements privés dans les États fragiles, notamment un prêt en faveur de *Lake Harvest au Zimbabwe* pour promouvoir la production efficiente de poisson, et le financement de la production de biomasse à des fins énergétiques par le projet *Addax en Sierra Leone* visant à réduire la dépendance à l'égard des produits pétroliers. Les formations destinées au développement des capacités, assurées aux banques locales et régionales ainsi qu'à leurs clients grâce aux dons du Fonds d'assistance au secteur privé en Afrique, ont pour but de valoriser le capital humain, tandis que le financement des PME par des lignes de crédit (au Rwanda et dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest par l'intermédiaire de la Banque ouest-africaine de développement⁴⁴) contribuera à créer des emplois, des recettes fiscales, des devises ainsi que des biens et services productifs. L'expérience acquise par la Banque à la faveur du financement d'un programme d'éducation tertiaire en Namibie fournira d'importants enseignements quant à la manière dont ce type d'investissement pourrait être reproduit dans

⁴³ Le Comité du Conseil pour l'efficacité opérationnelle a autorisé le projet de Politique de Développement du Secteur Privé et la stratégie de consultation externe en Mars 2012. La politique et la stratégie finales seront présentées aux conseils d'administration pour examen au 4^{ème} trimestre 2012.

⁴⁴ Les pays d'intervention de la Banque ouest-africaine de développement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine comprennent la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

les pays à faible revenu pour faire participer plus activement le secteur privé dans le développement du le capital humain.

Tableau 5: Opérations du secteur privé dans les pays FAD, 2011-2012

Infrastructure	Secteur financier
2 400 MW de capacité de production électrique installée 400 kilomètres de nouvelles lignes de transport construites 925 000 personnes disposent de branchements pour l'électricité 5 600 kilomètres de route/chemin de fer construits ou améliorés 58 millions de nouveaux utilisateurs de transport portuaire et ferroviaire	566 PME et 26 institutions financières soutenues 919 454 personnes ayant accès aux services/mécanismes financiers 2 901 investissements en 10 ans, avec une taille moyenne de 121 millions d'UC 680 000 réassurances, favorisant le taux de pénétration de l'assurance de 9 % en Afrique 142 millions d'UC en recettes d'exportation (en hausse)
Secteur social	Agriculture et Agro-Industries
35 000 personnes formées (enseignants et agents de santé) 1 800 maisons construites	960 000 tonnes/an - hausse de production découlant de projets 10 000 hectares de terres irriguées 83 000 m³ d'éthanol produit par an
Indicateurs communs de base	
559 000 emplois créés, dont 67 % de postes permanents 46 000 emplois occupés par les femmes 1,2 milliard d'UC , soit la valeur des liens économiques et financiers établis avec les entreprises locales, les PME, etc. (valeur actuelle)	1,7 milliards d'UC de gains en devise (valeur actuelle) 550 millions d'UC/an en recettes fiscales nettes (moyenne de 5 ans)

Notes: Sur la base de l'évaluation ex ante de l'additionnalité et des résultats en matière de développement (ADOA) ; toutes les valeurs en UC correspondent à une moyenne sur 5 ans ou à la valeur actuelle dans 5 ans

- 3.55 Mise à profit de la complémentarité entre les ressources du FAD et de la BAD : L'on a redoublé d'efforts pour tirer davantage parti de la complémentarité entre les guichets de financement du Groupe de la Banque et pour renforcer l'engagement stratégique dans les pays en associant le financement du FAD aux opérations du secteur privé. Par exemple, en 2010, le Cap-Vert a reçu un financement du secteur privé pour le *projet d'énergie éolienne de Cabeolica* situé sur plusieurs îles. Ceci a été suivi en 2011 par un financement du FAD pour un projet d'interconnexion et de transmission couvrant toutes les îles, qui a été renforcé par une opération d'appui budgétaire de la BAD destinée à soutenir la GFP et renforcer le cadre des affaires. Au Cameroun, le FAD a financé le *projet hydroélectrique de Lom-Pangar*, tandis que les ressources de la BAD finançaient la construction privée de la *centrale de Dibamba*, qui vend l'électricité produite à l'État. De même, le projet Itezhi-Tezhi de centrale électrique et de ligne de transport (Zambie) et le projet de développement de l'énergie géothermique Menengai (Kenya) sont d'autres exemples qui combinent ressources FAD et financement privé.
- 3.56 Mise en œuvre de l'instrument de garantie partielle de risques (GPR) du FAD : L'instrument de garantie partielle de risques (GPR) a été déployé durant la période du FAD-12, comme convenu avec les plénipotentiaires (détails dans l'annexe II). Après l'approbation de l'instrument et des directives opérationnelles par les Conseils d'administration, un groupe de travail interdépartemental a été mis sur pied, avec pour mission de constituer une solide réserve de projets nationaux et régionaux, y compris dans les États fragiles. Comme le montre la réserve en cours de constitution, l'instrument FAD GPR est particulièrement nécessaire dans le secteur de l'énergie. Sa principale opportunité réside dans l'utilisation des ressources concessionnelles rares pour y adosser les obligations de l'État en vertu des accords d'achat d'électricité devant être signés entre la compagnie nationale et les investisseurs qui envisagent de créer et d'exploiter des centrales indépendantes. Les GPR offrent aux banques commerciales la garantie que les risques politiques perçus sont atténués, ce qui permet au

secteur privé d'entreprendre à son tour les investissements indépendants nécessaires des producteurs d'énergie. En dehors du nouvel instrument de GPR, la participation du Groupe de la Banque aux PPP dans les pays à faible revenu est en hausse, ainsi qu'il est indiqué plus haut.

- 3.57 Outre l'engagement opérationnel direct, la politique du Groupe de la Banque relative à la passation des marchés est spécialement conçue pour soutenir les entreprises régionales et nationales en Afrique. Il ressort des analyses faites par la Banque que les entrepreneurs, fournisseurs et consultants africains obtiennent des marchés importants dans les projets financés par le Groupe de la Banque. Entre 2009 et 2011, sur près de 6 900 marchés (d'une valeur estimée à 4,3 milliards d'UC) répertoriés dans le système de la Banque, plus de 90 % (en nombre de marchés et environ 40 % en valeur) sont allés à des entreprises ou des particuliers africains. En outre, les paiements effectués au cours de la même période pour des marchés de faible valeur sur fonds de roulement se sont élevés à environ 3,3 milliards d'UC. Les services de la Banque ont estimé que pratiquement tous les paiements concernaient des PME ou des prestataires individuels de services africains. Ce montant n'englobe pas l'assistance fournie aux pays à travers l'appui budgétaire ou les prêts à l'appui de réformes, dont une part significative est normalement consacrée aux acquisitions auprès des industries locales. Ainsi, alors que les projets FAD sont censés aider essentiellement les PMR à répondre à leurs objectifs de développement économique et social, il est évident que les activités d'exécution de ces projets occasionnent d'importantes créations d'emplois et possibilités d'affaires pour les PME africaines.

Encadré 4: Points marquants de la politique et de la stratégie de développement du secteur privé de la Banque

La nouvelle politique de développement du secteur privé du Groupe de la Banque entend contribuer à la croissance et au développement économique diversifié et durable dans tous les pays membres régionaux : en favorisant l'instauration d'un climat plus propice à l'investissement et aux affaires, et en renforçant la compétitivité internationale des PMR ; en développant les infrastructures sociales et économiques ; en améliorant l'accès des ménages et des entreprises à des services durables et de qualité ; et en mettant en place un écosystème dynamique du secteur privé regroupant entreprises productives, intermédiaires financiers, marchés des capitaux et prestataires de services aux entreprises, l'ensemble du système servant de tremplin à la création d'emplois, à la hausse des revenus en valeur réelle et à l'amélioration du bien-être social.

Partant de cette politique, le projet de stratégie de développement du secteur privé repose sur trois piliers : le pilier I (environnement porteur pour les affaires) englobe tous les catalyseurs « immatériels » à travers les secteurs économiques, comme le rôle de l'État, sa capacité de gouvernance et son interaction avec les acteurs du secteur privé ; le pilier II (infrastructure sociale et économique) comprend les catalyseurs « matériels », tels que la fourniture efficace des biens et services publics qui sont indispensables pour que le secteur privé puisse produire une croissance inclusive ; le pilier III (entreprises productives) consiste à promouvoir les entrepreneurs, approfondir et élargir les marchés financiers et des capitaux pour desservir différents types et tailles d'entreprises, et accroître les services de conseil aux entreprises.

Changement climatique

- 3.58 Répondre à l'impact du changement climatique sur le continent et maximiser les opportunités qu'il offre constituent deux des activités de base du Groupe de la Banque. Suite à la création du département de l'Énergie, de l'Environnement et du changement climatique en 2010, la capacité institutionnelle du Groupe de la Banque dans le domaine du changement climatique a été renforcée de manière substantielle, ce département devant jouer un rôle technique de premier plan dans la conception de projets respectueux du climat, l'intégration du changement climatique dans les stratégies des pays, la mobilisation de financements climatiques supplémentaires et la conception du cadre de la Banque pour la croissance verte.⁴⁵ En 2011, le Président du Groupe de la Banque a établi le Comité de coordination du changement

⁴⁵ Le cadre pour la croissance verte fournira des directives opérationnelles au personnel de la Banque sur la meilleure façon de soutenir les économies africaines pour atteindre une croissance inclusive, utiliser les ressources naturelles d'une manière efficace et durable, et renforcer la résilience aux chocs climatiques, environnementaux et socio-économiques.

climatique pour améliorer la coordination du travail relatif au changement climatique à la Banque, pour assurer la cohérence et l'homogénéité entre les unités organisationnelles, et pour maximiser l'impact de l'engagement du Groupe de la Banque à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

- 3.59 Conformément à la vision du Groupe de la Banque et aux engagements pris par la Direction au titre du FAD-12, pour accélérer **l'intégration du changement climatique dans les opérations et les documents de programmation du Groupe de la Banque** (comme les documents de stratégie pays ou régionale) de façon novatrice et plus volontariste. Le système de sauvegardes climatiques (SSC) du Groupe de la Banque a été établi en 2011 pour aider les équipes des projets à identifier et évaluent les risques de changement climatique dans leurs opérations, en particulier dans les secteurs les plus vulnérables (agriculture, eau, énergie et transport).⁴⁶ Le SSC prévoit également un manuel d'orientation pour trier et évaluer les options et solutions (les procédures de revue et d'évaluation de l'adaptation) qui seront capitales pour assurer un cadre normalisé qui sera régulièrement appliqué à travers les secteurs. En plus des opérations, la prise en compte du changement climatique dans les DSP a été lancée en 2011-12 à titre pilote (au Bénin, au Burundi, au Burkina Faso, au Ghana, à Madagascar, au Mali, à Maurice, au Maroc, au Mozambique, à São Tomé-et-Principe et en Tunisie). S'inspirant de l'expérience tirée de cette phase pilote, des directives spécifiques sont en cours de rédaction pour l'intégration du changement climatique dans les DSP et les DSIR.
- 3.60 La mise en œuvre des **mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique** demeure un élément primordial des opérations du FAD au plan national et régional, ainsi que s'y engagent la Stratégie de gestion du changement climatique et d'adaptation du Groupe de la Banque et le Cadre d'investissement dans l'énergie propre. Le Groupe de la Banque compte investir environ 6,4 milliards d'USD sur une période de cinq ans (2011-2015) par son Plan d'action sur le changement climatique 2011-2015 (PACC) dans les secteurs de l'énergie, du transport, de l'eau et les de l'agriculture pour soutenir un développement à faible teneur en carbone et à l'épreuve du climat en Afrique. Le PACC fournit des conseils pratiques sur les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique dans les opérations financées par le Groupe de la Banque. L'annexe III fournit une mise à jour détaillée de la mise en œuvre du PACC. En plus de mettre ses investissements à l'épreuve du climat et de mettre en place les cadres de politique générale, juridiques et réglementaire requis, le Groupe de la Banque est engagé dans des initiatives de production des connaissances et de renforcement des capacités pour mieux étayer ses opérations et guider son engagement avec ses clients.⁴⁷ En outre, dans le cadre des efforts des BMD et des IFD en vue du suivi des financements du changement climatique, la Banque est chef de file pour l'élaboration conjointe des BMD de la méthodologie de suivi des mesures. La méthode de suivi des mesures d'atténuation, conduite par la Banque Interaméricaine de Développement est prête. La mise en œuvre de la méthodologie sur les projets financés par le Groupe de la Banque approuvés en 2011 et orientés vers l'atténuation du changement climatique, a pu générer quelque 925 millions d'USD de financement provenant de la BAD/FAD (en plus des 185 millions d'USD de ressources extérieures).
- 3.61 Le Groupe de la Banque a apporté son **appui aux PMR pour leur permettre d'accéder à des financements concessionnels liés au climat** auprès de mécanismes spécialisés tels que les Fonds d'investissements climatiques (FIC), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds pour l'énergie durable pour l'Afrique (débutant dans la seconde moitié de 2012) et le programme d'appui au carbone en Afrique (actuellement concentré sur l'assistance technique et les travaux préparatoires). En 2011/12, les comités du FIC ont approuvé 7 plans d'investissement pays, et la Banque a approuvé 5 projets et 8 dons dédiés à

⁴⁶ La phase suivante du déploiement de SSC sera centrée sur les outils de filtrage pour le secteur social (santé et éducation) et cherchera à établir le lien entre le SSC et les actions actuellement menées par le Groupe de la Banque en vue d'harmoniser les démarches et méthodes utilisées par les BMD pour le suivi du financement du climat.

⁴⁷ En 2011, le Groupe de la Banque a dispensé des formations, sur le thème de *l'intégration du changement climatique et des sauvegardes environnementales et sociales dans les opérations de la Banque*, à environ 350 experts et responsables en provenance des cinq sous-régions (en Ouganda, en Zambie, au Nigeria, au Sénégal, au Cameroun et au Maroc). Les évaluations post-formation ont montré que 95 % des 350 participants jugent que l'atelier a amélioré leur compréhension générale du changement climatique ainsi que des normes et procédures du Groupe de la Banque en matière de protection de l'environnement et de sauvegardes du changement climatique. Des sessions de formation ont été également organisées pour le personnel de la Banque. Plus de 60 membres du personnel et de la Haute direction y ont pris part.

la préparation de projets pour un montant total de 355 millions d'USD. De même, le Conseil du FEM a approuvé 4 programmes/projets, y compris le projet phare Centre africain de financement de la technologie climatique, et un programme du secteur privé pour le développement des énergies renouvelables - pour un montant de 62 millions d'USD (Les détails figurent à l'annexe III). Le Fonds pour l'énergie durable en Afrique⁴⁸ a été lancé à la fin 2011 et sert de plate-forme multi-donateurs pour promouvoir les investissements du secteur privé dans les projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique des petites et moyennes entreprises. Depuis 2011, le Programme d'appui au financement carbone du Groupe de la Banque a été mis à profit pour faciliter l'accès des PMR au Mécanisme pour un développement propre et a également servi à des projets figurant dans la réserve du Groupe de la Banque susceptibles de déplacer les émissions de CO₂. Au nombre des pays et projets bénéficiant du programme figurent le Mali, le *projet de production d'électricité d'Itezhi-Tezhi en Zambie*, et le *projet d'interconnexion Éthiopie-Kenya*.

- 3.62 En conformité avec son engagement de **collaboration et complémentarité avec d'autres partenaires au développement**, le Groupe de la Banque travaille en partenariat avec les principales institutions régionales et internationales, tout en œuvrant activement à porter toujours plus haut la voix d'une Afrique unie sur le changement climatique. Depuis 2008, il a fourni une assistance technique et financière aux négociateurs africains à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement. Un produit phare du partenariat en 2011 a été l'aménagement du pavillon africain à la 17^e conférence des parties de la Convention, tenue à Durban, en Afrique du Sud. C'était la première fois que l'Afrique disposait à la conférence d'une plateforme dédiée à Le Groupe de la Banque a également coorganisé le processus préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), en vue de dégager un consensus sur les grandes priorités et préoccupations de l'Afrique à refléter dans la conférence.

Encadré 5: Projet de gestion participative intégrée des bassins versants - Gambie

Approuvé en 2008 (17,6 millions d'USD) et financé conjointement par le Groupe de la Banque (Fonds spécial du Nigeria), le Fonds International de Développement Agricole, le gouvernement gambien, les bénéficiaires et le Fonds pour l'environnement mondial (4,5 millions d'USD), le projet de gestion participative intégrée des bassins versants entend s'attaquer au problème de la dégradation des sols et de la gestion des ressources en eau à travers la Gambie. Il ciblait principalement 140 400 petits agriculteurs à faible revenu (parmi lesquels 52 % de femmes), dont les moyens d'existence étaient tributaires des cultures traditionnelles. Avant le projet, les terres des zones cibles n'étaient pas cultivables en raison de la sérieuse dégradation des sols sur les hautes terres et de l'envasement dans les plaines.

Bien que le projet soit toujours en cours, il a déjà inscrit d'importantes réalisations à son actif : i) 5 800 hectares de terres redevenues propres à la culture grâce à la réhabilitation des terres dégradées et à l'amélioration la qualité de sols ; ii) accroissement sensible de la production agricole, la production végétale passant de 4 503 à 25 573 tonnes par an (hausse de plus de 80 %) ; et augmentation de la contribution de la zone du projet à la production nationale de riz, passée de 3,57 % à 12,08 %.

Intégration de la problématique du genre et développement du capital humain

Intégration du genre

- 3.63 La revue 2011 de la mise en œuvre du *Plan d'action mis à jour du Groupe de la Banque sur le genre 2009-2011* a fait ressortir quelques évolutions encourageantes concernant l'intégration de la problématique du genre au moment de la conception des opérations du Groupe de la Banque, en particulier dans les secteurs du développement humain, de l'eau et de l'assainissement, où 66 % et 55 % de projets, respectivement, se sont révélés sensibles au genre. La revue a fait apparaître que, malgré quelques bonnes pratiques dans les projets d'infrastructure, d'agriculture et du secteur privé, des défis restent à relever pour l'intégration complète du genre dans ces secteurs.

⁴⁸ Le Fonds a démarré avec une enveloppe initiale de 56 millions d'USD débloquée par le Danemark.

- 3.64 Quelques exemples d'opérations d'investissement soutenues par le FAD et davantage axées sur la parité homme-femme comprennent : i) le *projet d'appui au développement de l'enseignement professionnel et technique au Niger* et le *projet de centre régional d'excellence en TIC de Kigali qui vise à accroître l'inscription des filles de 20% sur une période de trois à cinq ans (voir aussi annexe IV)* ; ii) le soutien de la protection sociale à travers le *projet de facilité de prêt aux petits entrepreneurs en Tanzanie* et le *projet d'accroissement des revenus et des emplois dans les zones rurales en Ouganda* assurant à 25-50 % des femmes entrepreneurs l'accès aux programmes de microcrédit et d'épargne ainsi que la formation aux compétences d'entrepreneuriat ; iii) les projets agricoles au Liberia (le *projet de réhabilitation du secteur agricole*), en Ouganda (le *projet d'amélioration des marchés et du commerce des produits agricoles*) et le *projet multinational de soutien aux ressources naturelles du Bugesera*, destiné à améliorer l'accès des femmes aux ressources telles que la terre, le bétail, les structures d'ajout de la valeur grâce à la transformation des produits agricoles et de stockage ; et iv) et les projets d'alimentation en eau et d'assainissement visant à accroître l'accès à l'eau potable et à réduire le temps que les femmes et les filles passent à aller chercher l'eau (par exemple, d'une heure par voyage à 15 minutes dans le cas du *projet d'alimentation en eau et d'assainissement dans trois villes* en Sierra Leone).
- 3.65 Durant la période du FAD-12, la Direction a pris des mesures visant à renforcer le cadre stratégique du Groupe de la Banque et sa capacité institutionnelle à accélérer les progrès vers les objectifs d'égalité entre hommes et femmes dans les PMR. Au niveau opérationnel, les activités principales consistent à affiner les outils d'intégration du genre, à approfondir le travail d'analyse et à fournir un appui en matière de conseils et de développement des capacités.
- **Les outils d'intégration du genre** du Groupe de la Banque sont continuellement affinés afin de mieux accompagner la conception, l'exécution et le suivi des projets. Parmi les exemples d'outils développés sous le FAD-12 figurent : i) une note d'orientation à l'intention du personnel sur la dimension genre des normes de qualité à l'entrée, avec cinq critères, qui est désormais intégrée dans l'examen de l'état de préparation des opérations du secteur public ; ii) une note d'orientation sur l'intégration de la promotion de la parité hommes-femmes dans les opérations à l'appui de réformes, menée à titre pilote dans un certain nombre de pays vers la fin de 2012 ; et iii) une feuille de route pour établir un système de suivi de la parité hommes-femmes, qui devrait être opérationnel vers la fin de 2012.
 - **Le travail d'analyse** est couramment entrepris pour mieux appuyer les activités du Groupe de la Banque en matière de promotion de la parité hommes-femmes et d'habilitation des femmes. Outre les profils de genre pays,⁴⁹ les produits d'analyse récemment achevés comprennent : i) une étude sur les budgets intégrant une perspective de genre avec des études de cas dans quatre pays (Ghana, Maurice, Ouganda et Tanzanie), qui guidera également le Groupe de la Banque dans son effort visant à renforcer la capacité de pays membres régionaux à établir des budgets intégrant une perspective de genre ; ii) une évaluation des opérations du Groupe de la Banque dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la réduction de la pauvreté ; iii) une étude de synthèse passant en revue des expériences internationales en matière d'intégration des questions de genre menée par le Département de l'évaluation des opérations ; et iv) un rapport phare sur l'état de la parité hommes-femmes en Afrique qui sera lancé en 2012. Les conclusions de ces études sont utilisées par le Groupe de la Banque dans son travail de sensibilisation et son dialogue avec des clients, et sont prises en compte dans la nouvelle stratégie du Groupe de la Banque sur le genre actuellement en cours de préparation (voir le paragraphe 3.67).
 - Les ateliers et formations de **renforcement des capacités** ont pour but de faire mieux comprendre la place de la parité hommes-femmes dans le programme de développement et de perfectionner les compétences des cadres de la Banque en

⁴⁹ Des profils de genre pays, qui éclairent également la préparation des DSP, ont été établis dans cinq pays (Burundi, Gambie, Mali, République centrafricaine et Sierra Leone) en 2011-12. Des ateliers de diffusion des profils de genre ont été organisés en Gambie et en Sierra Leone (deux autres sont prévus vers la fin de 2012 au Burundi et en République centrafricaine) qui ont créé les conditions favorables au dialogue pays sur la parité hommes-femmes.

matière d'intégration de la problématique du genre. Les exemples notables⁵⁰ comprennent l'*atelier sur le genre et l'infrastructure* organisé en collaboration avec les banques multilatérales de développement et les agences bilatérales, qui a réuni 145 participants d'une vingtaine de pays membres régionaux et représentants de diverses institutions, y compris les groupes de la société civile ; et un séminaire organisé par le Groupe de la Banque en collaboration avec le CAD/OCDE sur l'indice « institutions sociales et égalité homme-femme », nouvelle mesure composite de la parité hommes-femmes qui comporte 12 indicateurs novateurs.

- Dans le cadre de ses **plaidoyer et dialogue sur les politiques à mener**, le Groupe de la Banque, en partenariat avec le « Réseau des femmes africaines - Nouveaux visages et nouvelles voix », a organisé le premier *Sommet économique des femmes africaines* en 2010. Le sommet a discuté des défis et des opportunités de l'élargissement de l'accès des femmes aux produits et services financiers et de la promotion des femmes dans les structures de direction du secteur. Un deuxième sommet - *Femmes africaines : financer l'avenir* – s'est tenu en juillet 2012]. En plus de faciliter l'échange d'informations et la sensibilisation à l'importance de promouvoir des services financiers inclusifs, les sommets jouent un rôle actif dans la concrétisation des engagements spécifiques pris en matière de politiques et sur le plan opérationnel par les principaux acteurs dans le secteur financier, qui font l'objet de suivi sur une certaine période de temps.

- 3.66 Le Groupe de la Banque a également redoublé d'efforts pour renforcer sa **performance institutionnelle en matière d'intégration de la problématique du genre**, notamment en affinant des indicateurs de performance destinés à mesurer le progrès et en établissant une responsabilité claire pour les principaux engagements. La revue annuelle 2012 sur l'efficacité du développement montre que des progrès ont été accomplis à cet égard, deux sur trois indicateurs affichant des progrès satisfaisants ou modérés, même s'il reste encore du chemin à faire. Le renforcement de la coordination à l'échelle de la Banque est un autre domaine d'action actuellement piloté par la Division du suivi des questions de genre et du développement social au Département de l'assurance qualité et des résultats. La décentralisation renforcée de la gestion des opérations vers les bureaux extérieurs devrait améliorer l'exécution et le suivi des opérations, faciliter le renforcement de l'engagement dans le dialogue sur les politiques, l'échange d'informations et le travail en réseau avec les clients et les partenaires au développement sur le terrain. L'affectation de spécialistes du genre dans deux centres de ressources régionaux – à Nairobi et à Pretoria – fin 2012 jouera un rôle capital dans le renforcement du concours du Groupe de la Banque en matière de conseils et dans le dialogue sur les politiques au niveau national et sous-régional.
- 3.67 S'appuyant sur le travail diagnostique mené, notamment la récente étude sur l'*état de l'égalité hommes-femmes en Afrique*, une nouvelle **Stratégie pour le genre (2012-2016)** actuellement en préparation propose d'inscrire dans une démarche reposant sur des éléments concrets le travail du Groupe de la Banque sur le genre en se concentrant sur les secteurs stratégiques clés. La stratégie met l'accent sur le renforcement du statut juridique et des droits de propriété des femmes, la promotion de l'habilitation économique des femmes, le renforcement de la gestion des connaissances et le renforcement des capacités pour la promotion de la parité.

Encadré 6: Habilitation des femmes par l'amélioration des structures des marchés - Ouganda

Approuvé en 2009 pour un montant de 38 millions d'UC, le projet d'amélioration des marchés et du commerce des produits agricoles (phase 1) adopte une approche intégrée de l'intégration de la problématique du genre en rassemblant plusieurs priorités du FAD (infrastructure, développement du secteur privé, agriculture et intégration des questions de genre). Le projet a pour objectif d'augmenter de 30 % les revenus des femmes et des hommes s'occupant de la commercialisation des produits agricoles en améliorant l'infrastructure de 21 marchés situés dans diverses zones périurbaines à travers l'Ouganda. Les marchés soutenus par le projet seront dotés des structures essentielles,

⁵⁰ En outre, des formations destinées à améliorer les compétences de 72 membres du personnel de la Banque en matière de genre se sont déroulées à Accra, Nairobi et Tunis ; le Groupe de la Banque, en collaboration avec *Vivid Economics*, a organisé un séminaire sur la parité hommes-femmes et la croissance économique ; et un atelier sur les statistiques différenciées par genre s'est tenu dans le cadre des efforts déployés par le Groupe de la Banque pour renforcer les capacités régionales de production de statistiques différenciées par genre.

comme les salles de stockage et de transformation, les installations d'évacuation des déchets, les services de distribution d'eau et d'assainissement, et les garderies pour les enfants des vendeurs.

Sept des marchés, dont l'achèvement est prévu pour 2013, accueilleront 2 049 vendeurs, dont 46 % de femmes et 25 % de jeunes. En plus de tirer avantage de structures améliorées, les femmes participeront activement à la gestion de l'exécution du projet. Par exemple, la construction des structures est gérée conjointement par les autorités locales et les comités de vendeurs, composés d'au moins de 60 % de femmes (7 des 11 membres sont des femmes). Les comités auront également la responsabilité de gérer l'attribution des espaces, de régler les conflits et de veiller sur les installations.

Suite à la demande des vendeurs, des discussions sont en cours avec le Fonds International de Développement Agricole et le gouvernement de l'Ouganda pour un appui de microfinance. D'autres gouvernements africains ont marqué leur intérêt pour la reproduction du projet dans leurs pays.

Développement du capital humain

- 3.68 Soutenu par le programme de croissance inclusive du Groupe de la Banque, l'appui au développement du capital humain a été accru sous le FAD-12. Comme illustré par le Printemps arabe en 2011-12, les revendications relatives à l'emploi pour les jeunes, leur représentation, l'obligation de rendre compte ainsi que l'inclusion sociale se sont intensifiées à travers l'Afrique. Il est admis que le continent se trouve à la croisée des chemins d'une transition démographique et que le Groupe de la Banque devrait réaliser les investissements critiques requis pour exploiter le dividende démographique dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- 3.69 Les demandes de concours des pays FAD dans les domaines sociaux tels que l'éducation, la santé et la protection sociale ont augmenté sous le FAD-12 et largement dépassé les ressources limitées disponibles pour ce secteur. La conception et l'exécution des opérations financées par le Fonds pour le développement du capital humain en tant que thème transversal sont de plus en plus entreprises conjointement par différents départements au sein du Groupe de la Banque, en particulier ceux concernés par l'infrastructure, la gouvernance, l'agriculture et les États fragiles. Fin juillet 2012, 11 opérations évaluées à 208,9 millions d'UC avaient été approuvées en particulier en faveur du développement du capital humain.⁵¹ Des opérations supplémentaires estimées à 196,7 millions d'UC sont programmées pour 2012-13. Au nombre des résultats escomptés de ces opérations figurent la création d'emplois, l'amélioration de la qualité des services publics et des dépenses publiques et la protection des groupes vulnérables contre les chocs économiques et sociaux par des filets de sécurité.
- 3.70 Les opérations du FAD-12 sont censées relever les défis dans trois domaines principaux :
- Soutenir **le développement des compétences et la compétitivité** pour l'emploi dans les secteurs structurés et informels, en tirant parti des synergies sur les marchés nationaux et régionaux du travail ainsi que les innovations dans les secteurs de l'éducation. Les projets entrepris sous le FAD-12, comme le Complexe numérique de Bamako et l'*Appui à l'Université virtuelle africaine*, mettent en pratique le nouveau modèle d'éducation pour l'Afrique, basé sur les TIC.⁵² Le nouveau modèle d'éducation pour l'Afrique repose sur un financement qui devrait permettre aux établissements d'enseignement de tirer avantage des expériences, connaissances et moyens financiers du secteur privé. La participation du Fonds à un projet de PPP au profit de l'*hôpital de Mulago* en Ouganda est un autre exemple d'opération englobant plusieurs secteurs et objectifs.⁵³

⁵¹ Les détails du financement des opérations de conçues conjointement avec et / ou liées à d'autres secteurs, y compris l'appui budgétaire de la Côte d'Ivoire (102,5 millions d'UC) et l'appui budgétaire de la Zambie (15 millions d'UC), et le Complexe numérique de Bamako (14 millions d'UC) sont déclarés respectivement sous les rubriques de la gouvernance et de l'infrastructure.

⁵² L'Université virtuelle africaine a établi le plus vaste réseau d'établissements d'enseignement à distance et d'apprentissage en ligne dans plus d'une trentaine de pays d'Afrique subsaharienne et a remporté le prix 2011 « Education-Portal.com »

⁵³ Le projet englobe deux secteurs de services aux retombées économiques élevées – l'enseignement supérieur et la santé – et ses objectifs consistent à : i) accroître l'accès à des services de santé de qualité et abordables pour la population de Kampala et de sa zone métropolitaine (les bénéficiaires immédiats du projet sont estimés à 3 millions, dont une majorité de femmes et d'enfants âgés de moins de 15 ans) ; ii) transformer l'hôpital de Mulago en centre d'excellence pour les services de santé ainsi que pour l'éducation et la formation des étudiants en sciences de la

- Promouvoir l'**utilisation optimale des ressources, la possibilité de se faire entendre et l'obligation de rendre compte** en soutenant la réforme de la gestion du secteur public et l'utilisation judicieuse des deniers publics. Les opérations du FAD-12 sont de plus en plus conçues de manière à prendre en considération les préoccupations ayant trait à l'efficacité et à la responsabilité du secteur public dans tous les secteurs fournissant des services, et accordent une place de choix aux résultats et au rapport qualité-prix dans la gestion des finances publiques. Un exemple en est le *Programme d'urgence pour la restauration des services sociaux et administratifs de base en Côte d'Ivoire*, une opération d'appui budgétaire conçue comme un programme intégré d'appui pour améliorer la prestation de services dans les secteurs de l'eau, de l'éducation et de la santé, soutenir la protection sociale productive par des activités génératrices de revenus et des filets de protection sociale, et répondre à des problèmes liés au genre tels que la violence à l'égard des femmes.⁵⁴
- Soutenir la **cohésion et l'inclusion sociales**, qui revêtent une importance particulière dans les pays fragiles et sortant de conflit, en investissant dans les filets de sécurité innovants et des solutions durables telles que des projets de développement et des opérations de microfinance communautaires, la réhabilitation des ex-combattants et le soutien aux filets de sécurité productifs. Les projets financés par le Fonds contribuent également au développement des capacités des pauvres et des groupes vulnérables en créant des possibilités pour des activités économiques à forte productivité. Les exemples comprennent les opérations *d'appui à la compétitivité et à la création d'emplois au Malawi* et des projets routiers à haute intensité de main-d'œuvre (encadré 7) au Liberia et au Burundi.

3.71 Les enseignements tirés des opérations financées sous le FAD-12, les travaux d'analyse et les études d'impact ont contribué à la formulation d'une **Stratégie de développement du capital humain (2012-2017)**, qui se veut au centre des préoccupations d'une croissance inclusive en favorisant la création d'emplois et une croissance économique favorable aux pauvres. L'éducation, la nutrition, la santé et les filets de sécurité sont inextricablement liés à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. La stratégie repose donc sur les trois piliers évoqués plus haut : i) amélioration de la compétitivité et création d'emplois ; ii) utilisation optimale des ressources et obligation de rendre des comptes dans la prestation de services ; et iii) protection contre les risques, inclusion et cohésion sociale. En outre, en collaboration avec le Département de secteur privé, le Département du développement humain est en train de définir une stratégie qui entend favoriser l'investissement privé, y compris des PPP, dans la prestation des services de santé et d'éducation, ainsi que dans la création des entreprises sociales. Le Fonds soutiendra les programmes pilotes cherchant à démontrer la validité économique de l'investissement privé, et les mécanismes permettant de faire participer les institutions financières locales.

Encadré 7: Appui du FAD au développement du capital humain au Malawi

Le « *projet d'appui à la compétitivité et à la création d'emplois* » au Malawi a pour but de renforcer les capacités et la compétitivité du secteur privé, de diversifier les exportations et de créer des emplois. Le financement concomitant du « *projet d'appui à l'enseignement supérieur, à la science et à la technologie au Malawi* » va dans le sens des efforts déployés par le gouvernement pour améliorer la qualité et la pertinence des compétences en vue de favoriser la création d'emplois et de l'employabilité.

Les deux projets sont complémentaires, axés respectivement sur le développement des compétences et la chaîne de valeur, et l'accès aux financements. Ils prennent également appui sur les interventions antérieures du FAD au Malawi, comme le projet *d'appui au développement économique local* entrepris sous le FAD-10, qui s'attachait aux activités génératrices de revenus et à l'instauration d'un environnement porteur pour l'investissement et la croissance. Les projets prépareront également la voie aux opérations du secteur privé de la Banque en dotant les institutions financières de la capacité de fournir des services aux micro, petites et moyennes entreprises.

Pour encourager et soutenir l'innovation, et stimuler l'intérêt du secteur privé dans les domaines du

santé ; et iii) élargir et améliorer les structures et services de santé en construisant deux nouveaux hôpitaux généraux de référence, qui devraient créer environ 600 nouveaux emplois.

⁵⁴ De même, l'opération de *protection des services de base en Éthiopie* (approuvée en juillet 2012), que pilotera le Département de la gouvernance, aura pour thème central le renforcement de la GFP et la fourniture décentralisée des services de base.

développement des produits, de la commercialisation et des relations interentreprises, le projet organisera tous les deux ans une compétition pour l'appui aux projets innovants. Le Groupe de la Banque apportera de la valeur ajoutée au secteur privé malawite en encourageant l'émergence d'une masse critique de micro, petites et moyennes entreprises, qui emploient actuellement environ 5 travailleurs en moyenne, appelées à devenir des entreprises utilisant plus de 25 personnes chacune, en développant leurs compétences entrepreneuriales et en facilitant leur accès aux financements.

Agriculture et sécurité alimentaire

- 3.72 Lors des discussions relatives à la Douzième reconstitution du FAD, il a été convenu que la stratégie du secteur agricole pour la période 2010-2014 devait guider les opérations du Fonds afin d'aider les pays clients à accroître la productivité agricole, à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire les effets néfastes du changement climatique. Il a été également convenu que le Fonds allait aligner plus étroitement ses activités sur le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, au vu de la forte appropriation du programme par le continent. En conformité avec cet engagement, les investissements du FAD-12 sont principalement axés sur l'aménagement et la remise en état des pistes et routes d'accès rurales, des marchés et des installations de stockage, sur l'appui à la transformation des produits agricoles et des pertes après récolte, sur le soutien à l'infrastructure régionale de commercialisation et d'exportation, ainsi que sur l'intensification du soutien à la gestion des ressources en eau et aux systèmes d'irrigation en milieu rural. Les interventions comprennent également des composantes concernant le renforcement des capacités, l'objectif étant d'accroître les capacités des producteurs et des fournisseurs de services agricoles.
- 3.73 Fin juillet 2012, les approbations en faveur du secteur agricole s'établissaient à 256,3 millions d'UC (44 %) des projections du FAD-12 pour le secteur. Onze (11) sur les 21 opérations agricoles à financer sous le FAD-12 portent sur l'infrastructure rurale, et représentent 220 millions d'UC (37 %) du coût de la réserve de projets estimé à 587,9 millions d'UC. Les opérations ciblent spécifiquement la réhabilitation des infrastructures de production, l'aménagement de voies d'accès et la construction de magasins de stockage. L'appui du FAD comprend également une assistance technique destinée à renforcer la capacité des services agricoles et des producteurs. Les femmes sont estimées à environ 60 % des bénéficiaires directs des projets agricoles financés par le FAD et sont spécifiquement ciblées pour le renforcement des capacités en raison du rôle capital qu'elles jouent dans l'agriculture et la production alimentaire.
- 3.74 Les défis du secteur agricole en Afrique sont intimement liés aux défis et aux enjeux nouveaux liés au changement climatique. Le Groupe de la Banque, en collaboration avec la Banque mondiale, aide les pays à intégrer le risque et la résilience climatiques dans leurs plans de développement à travers le Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR) avec les ressources du Fonds stratégique pour le climat. Les trois pays pilotes - Mozambique, Niger et Zambie - sont appelés à appliquer la gestion durable des terres et des ressources en eau au titre du PPCR, avec au total 103 millions d'USD de ressources du FSC placés sous administration par du Groupe de la Banque. La Banque aide également les pays à honorer leurs engagements de réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts grâce au Programme d'investissement pour la forêt. À cet effet, la Banque coordonne la préparation du plan d'investissement pour la forêt au Ghana, tandis que la Banque mondiale fait de même en République démocratique du Congo et au Burkina Faso.. Le Fonds pour l'environnement mondial est une autre source de financement extérieur que le Groupe de la Banque met à profit (voir l'annexe III).
- 3.75 Provoquées en partie par le changement climatique, les crises de la sécurité alimentaire continuent de poser de graves problèmes ainsi que des risques pour le développement dans plusieurs pays, la Corne de l'Afrique et la région du Sahel étant les derniers exemples en date. Afin de faire face aux défis humanitaires créés par les sécheresses récurrentes et les conflits dans la Corne de l'Afrique, le Groupe de la Banque a annoncé l'octroi d'une enveloppe de 300 millions d'USD pour financer un programme d'appui dans le cadre du *Programme pour renforcer la résilience à la sécheresse et offrir des moyens de subsistance durables dans la Corne de l'Afrique*. Le programme couvre huit pays et apporte un appui au Secrétariat de l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

- 3.76 De même, en réponse à la crise alimentaire dans la région du Sahel, la Banque a entrepris d'élaborer un programme couvrant 10 pays touchés par la sécheresse.⁵⁵ Les sécheresses récurrentes et l'insécurité alimentaire dans la région, qui touche des millions de personnes, combiné à la dégradation de la situation sécuritaire pose un risque majeur d'une catastrophe humanitaire. Le programme d'appui du Fonds vise à accroître la résilience de la région et à réduire sa vulnérabilité face aux impacts défavorables du changement climatique et à enrayer le cycle récurrent de la famine. Le programme cible près d'un million de petits exploitants agricoles et éleveurs et complétera les opérations actuellement menées par le Groupe de la Banque estimé à 1,3 milliard d'USD.⁵⁶
- 3.77 Le secteur agricole africain regorge de possibilités de croissance et occupe une place prédominante dans les économies des PMR. Cependant, il connaît une sérieuse baisse de productivité, en grande partie liée au délabrement de l'infrastructure rurale et aux insuffisances marquant les choix d'orientations et les priorités de dépenses des gouvernements. Le déficit alimentaire en Afrique est estimé à plus de 30 % et la pauvreté touche 60 % de la population du continent. Certes les opérations du Fonds dans le secteur agricole répondent à ces défis en privilégiant le développement de l'infrastructure et les mesures d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique, mais la mobilisation de ressources suffisantes pour l'agriculture et la gestion des ressources naturelles demeure un défi. Allant en avant, le Fonds continuera d'explorer les voies et moyens de mobiliser des ressources additionnelles en recourant davantage aux partenariats et aux cofinancements au niveau des pays, et en faisant appel à des instruments de financement innovants de nature à attirer les investissements privés dans le secteur agricole.

Encadré 8: Appui à la recherche agronomique pour le développement des cultures stratégiques en Afrique

Le projet d'appui à la recherche agricole pour le développement des cultures vivrières stratégiques en Afrique est un bien public régional (approuvé en 2012) pour un coût total de 53,8 millions d'UC, dont 39,90 millions d'UC financés par le FAD sur l'enveloppe des opérations régionales et 13,9 millions UC de contributions de contrepartie. Le projet est exécuté conjointement par trois centres de recherche agricole basés en Afrique – AfricaRice, le Centre international de recherche agricole dans les zones arides et l'Institut international d'agriculture tropicale – et intervient dans quatre domaines : technologies agricoles et génération d'innovations ; technologies agricoles et diffusion des innovations ; renforcement des capacités ; et gestion des projets.

Le projet a pour objectif d'accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de contribuer à la réduction de la pauvreté dans les pays membres régionaux à faible revenu. Les résultats attendus comprennent une hausse de 20 % des rendements de manioc, de maïs, de riz et de blé ; une augmentation de 60% du revenu monétaire annuel moyen des ménages de 370 à 600 USD ; et un accroissement de 20 % de la sécurité alimentaire de 73 % actuellement à 84 %. Plus de 463 000 personnes devraient sortir de la pauvreté suite à l'augmentation de la production végétale, tandis que 840 000 agriculteurs et consommateurs, groupes d'agriculteurs (y compris des jeunes et des femmes), commerçants, entreprises, décideurs politiques et institutions de 20 pays participant au projet devraient en bénéficier directement.

Ce projet intervient à un moment particulièrement important, où les enjeux de sécurité alimentaire et de nutrition figurent au premier rang des préoccupations nationales et régionales à travers le continent. Fort de sa démarche consistant à exploiter l'intégralité de la chaîne de valeur pour chaque culture, le projet assure une couverture continentale des défis de la sécurité alimentaire en Afrique.

⁵⁵ Burkina Faso, le Cap-Vert, le Tchad, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal.

⁵⁶ Voir aussi le document de discussion du FAD-12 *Efficacité institutionnelle : Renforcement de la capacité de mise en œuvre dans un contexte en évolution*.

4. Défis d'exécution/nouveaux enjeux et réponse de la Direction

- 4.1 Comme indiqué dans les sections précédentes, la première moitié de la période du FAD-12 a vu d'importantes réalisations démontrant que les opérations du FAD produisent des résultats et que les engagements du FAD-12 sont tenus. Malgré ces acquis, un certain nombre de défis restent à relever pour renforcer le rôle du Fonds en qualité de vecteur de transformation et pour améliorer l'efficacité de son aide au développement. D'une manière générale, le Groupe de la Banque, ses clients et tous les partenaires au développement doivent, de concert, redoubler d'efforts pour traduire les réalisations opérationnelles en développement diversifié et durable au plan national et régional.
- 4.2 Au niveau opérationnel et institutionnel, certains des défis majeurs que la Direction relève actuellement peuvent être regroupés en deux grandes catégories : i) nécessité de renforcer les capacités des clients pour la préparation et l'exécution des projets, en particulier dans le secteur de l'infrastructure ; et ii) nécessité d'augmenter le concours financier et programmatique du Fonds aux États fragiles, aux opérations régionales, au développement du secteur privé et au développement du capital humain.

Renforcer la capacité des clients à préparer et mettre en œuvre les projets

- 4.3 La préparation insuffisante des projets empêche parfois le traitement et l'exécution des opérations d'infrastructure dans les délais voulus, pour les projets aussi bien nationaux que multinationaux. Les demandes soumises par les clients ne remplissent pas toujours entièrement les conditions techniques et juridiques, particulièrement en ce qui concerne les études techniques supplémentaires et les sauvegardes environnementales et sociales, pour le traitement, l'approbation et l'entrée en vigueur rapides des prêts/dons. Deux des défis les plus courants à cet égard ont trait à la capacité limitée des clients à financer le coût de la réinstallation des populations affectées et à la ligne de conduite rigoureuse suivant laquelle le Groupe de la Banque arrête les conditions préalables au décaissement, qui consiste actuellement à retenir le décaissement jusqu'à ce que les personnes affectées par le projet soient totalement dédommagées. Cela signifie que les experts ne peuvent avoir accès aux ressources du Fonds pour mener des études détaillées en vue de déterminer l'impact social complet d'un projet envisagé, ce qui oblige le client à rechercher d'autres sources de financement pour ce travail et entraîne d'autres retards dans l'exécution du projet.
- La Direction a pris plusieurs mesures pour relever les défis liés à la préparation et à l'exécution des projets : i) en prévoyant la passation anticipée de marchés, en vertu de laquelle l'organe d'exécution peut engager le processus de passation des marchés avant que le prêt n'entre en vigueur ;⁵⁷ ii) en contribuant aux coûts de réinstallation, si cela est jugé avantageux, afin de réduire la charge financière pesant sur les clients et d'éviter que les projets ne prennent des retards indus ; iii) en ne liant plus le décaissement aux conditions fondées sur les politiques, pour recourir plutôt, conformément aux bonnes pratiques internationales, à des « engagements assortis d'un échéancier » et au dialogue pour faire avancer les réformes ; et iv) en intensifiant le dialogue sur les politiques à mener et la supervision des projets, en particulier grâce à une présence accrue dans les pays et au suivi étroit de la performance du portefeuille du Groupe de la Banque.
 - La Direction met à jour également les directives opérationnelles du Mécanisme de financement de la préparation des projets du FAD de 2000, qui jusqu'ici a été sous-utilisé, afin qu'il soit mieux à l'écoute des besoins des pays FAD. Pour maintenir la dynamique actuelle du Fonds en faveur des opérations régionales, il est impératif de disposer d'une solide réserve de projets en investissant dans l'effort de préparation par l'intermédiaire du Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructure du NEPAD, qui garantit une préparation suffisante des projets de manière à tirer parti des précieuses ressources supplémentaires des investisseurs privés.

⁵⁷ Selon l'expérience du Groupe de la Banque, le recours autant que possible à la passation anticipée de marchés peut entraîner jusqu'à six mois de réduction des retards d'exécution des projets sans la moindre incidence négative.

- 4.4 Au-delà de la préparation des projets, la promotion du développement de l'infrastructure à travers des PPP complexes dans les pays à faible revenu et/ou fragiles ne manque pas de défis, étant donné la faiblesse des cadres et des capacités réglementaires et institutionnels caractérisant la plupart de ces pays. Dans le même temps, il ne fait aucun doute que le Fonds devrait activement participer à ces opérations dans le cadre des efforts déployés pour promouvoir l'engagement du secteur privé dans les pays FAD.
- Les opérations soutenues par le FAD comportent d'habitude un volet d'évaluation des capacités des organes d'exécution, et fournissent un appui, le cas échéant, pour l'assistance technique et le renforcement des capacités institutionnelles. Néanmoins, compte tenu des sérieuses difficultés que connaissent nombre de ces pays, il peut être exigé des clients, à titre de mesure supplémentaire, de prévoir des ressources budgétaires pour un ensemble spécifique d'activités jugées critiques pour lever des goulots d'étranglement. peut s'agir d'études techniques, de la passation des marchés, des structures complexes de financement, etc.

Renforcer l'appui financier et programmatique du FAD

- 4.5 Etats Fragiles : Un certain nombre de questions et de défis sont apparus ces trois dernières années durant la mise en application de la stratégie d'aide aux États fragiles. S'inspirant du rapport de l'évaluation indépendante, de la revue effectuée par un groupe de travail interne, et de l'expérience tirée de l'exécution jusqu'à présent, la Direction regarde actuellement d'un œil plus attentif les questions suivantes en vue de mettre à jour les cadres stratégique et opérationnel d'engagement dans les États fragiles :
- i) Revoir le concept ou la définition de la fragilité, les critères d'éligibilité à la FEF ainsi que les modalités d'allocation des ressources au sein de la FEF, y compris les stratégies de désengagement ;
 - ii) Mieux tirer parti des partenariats pour intervenir plus effectivement dans les domaines où le Groupe de la Banque dispose d'un mandat limité ou n'en a aucun (par exemple, l'édification de la paix) ;
 - iii) Améliorer la conception des programmes pays grâce à des évaluations plus pointues de la fragilité ; et réévaluer le rôle stratégique des opérations du pilier III et améliorer leur gestion ; et
 - iv) Renforcer les mécanismes institutionnels et le rôle de l'Unité des États fragiles ; veiller à une étroite concordance entre les ressources et les autorités d'une part, et les responsabilités et les obligations de rendre compte d'autre part ; et renforcer les capacités opérationnelles par les connaissances et la formation.
- 4.6 La Direction a créé un groupe de travail technique représentatif de l'ensemble de la Banque appuyé par un panel consultatif de haut niveau, , pour se pencher sur ces questions et recommander la voie à suivre sur les grandes orientations stratégiques et approches opérationnelles pour l'engagement du Groupe de la Banque dans les États fragiles au-delà de la période du FAD-12. Les ajustements qu'il est proposé d'apporter à la *Stratégie 2008 pour l'engagement accru dans les États fragiles* seront soumis à l'examen des plénipotentiaires du FAD lors des négociations relatives à la Treizième reconstitution.
- 4.7 Opérations régionales : Bien que le FAD ait sensiblement contribué à faire avancer la cause de l'intégration régionale sur le continent, la demande des ressources de l'enveloppe des OR augmente rapidement et devrait s'accroître encore davantage avec l'approbation par les chefs d'État et de gouvernement africains, en janvier 2012, du Plan d'action prioritaire du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique. Ce plan indique 51 programmes et projets d'infrastructure essentiels, requérant 7,5 milliards d'USD d'investissements pour réaliser tout le potentiel de croissance du continent. À l'avenir, on pourrait envisager d'élargir la base des interventions en s'intéressant davantage aux investissements dans les secteurs immatériels, tels que le renforcement des capacités et les cadres administratif et réglementaire qui facilitent le commerce des biens et des services, parallèlement à l'investissement dans l'infrastructure matérielle. L'engagement des pays et leur appropriation, les mécanismes d'exécution et de gouvernance, ainsi qu'un cadre de politique générale favorable sont d'une importance capitale pour améliorer la performance des OR.

- 4.8 Après les résultats de l'évaluation indépendante, la Direction a identifié cinq domaines clés à approfondir et éventuellement adapter aux cadres stratégique et opérationnel de l'intégration régionale du Groupe de la Banque :
- (i) préciser l'axe stratégique de l'approche de la Banque en matière d'intégration régionale en i) élaborant un ensemble de définitions des activités à l'appui de l'intégration régionale recouvrant les opérations multinationales, les opérations régionales, les opérations nationales ayant un impact sur l'intégration régionale, ainsi que les biens publics régionaux ; ii) renforcer l'appui de la Banque pour surmonter les obstacles immatériels à l'intégration régionale en se concentrant sur les domaines dans lesquels la Banque a un avantage comparatif et les compétences nécessaires ; et iii) préciser le rôle et les modalités de mise en œuvre des opérations du secteur privé dans la promotion de l'intégration régionale
 - (ii) Mettre en place un mécanisme de retour d'information et d'expérience systématique en instaurant un processus de revue et de diffusion périodiques des expériences opérationnelles et des enseignements tirés en matière de promotion de l'intégration régionale,
 - (iii) Réexaminer les cadres opérationnel et stratégique de l'intégration régionale de la Banque en vue i) d'identifier les nouveaux problèmes à examiner dans le cadre de la future approche de l'intégration régionale ; ii) de préciser l'approche stratégique de l'intégration régionale dans la Stratégie à long terme ; et iii) d'élaborer une nouvelle stratégie de la Banque en matière d'intégration régionale qui, notamment, aligne les ressources et l'éventail de compétences du Département d'Intégration Régionale (ONRI).
 - (iv) Répartir les tâches entre ONRI, les départements sectoriels et régionaux, les bureaux extérieurs et les centres de ressources régionaux. A cet égard, ONRI se concentrerait sur le niveau stratégique et aiderait les autres départements à identifier les interventions appropriées, collaborant avec les points focaux dans les départements sectoriels et régionaux, notamment dans les bureaux extérieurs et les centres régionaux de ressources.
 - (v) Réexaminer les outils actuels de la Banque et son processus de revue (par exemple, les outils relatifs à la qualité à l'entrée et aux revues de l'état de préparation, la structure des rapports d'évaluation de projets pour les opérations multinationales, etc.) en vue de les aligner sur les spécificités des opérations multinationales.
- 4.9 Développement du Secteur Privé : À mesure que le Groupe de la Banque accroît ses opérations du secteur privé dans les pays FAD, conformément aux engagements du FAD-12 et de l'AGC-VI, quelques défis se font jour et la Direction essaie de le relever. Le premier a trait aux limites caractérisant l'enveloppe globale des ressources destinées aux opérations du secteur privé dans les pays à haut risque. En vertu de l'approche de gestion prudente du risque financier, l'allocation des fonds propres affectés à la couverture des risques de la BAD par pays se fait sur la base de la notation du risque souverain. En 2012, il y avait 16 pays considérés comme à haut risque (5), la plupart étant des États fragiles soumis à un plafond de prêts de 4,75 millions d'UC par an en moyenne. Cela affecte le niveau des investissements non souverains dans les États fragiles, en particulier dans les secteurs à forte intensité de capital et les secteurs qui impliquent une certaine exposition au risque souverain, comme celui de l'infrastructure.
- 4.10 En second lieu, il y a le défi de fonctionner sous les différents cycles de planification et d'investissement des clients, plus particulièrement pour ce qui est de traiter dans le même temps les opérations souveraines et non souveraines. Les opérations du FAD sont généralement planifiées et classées par ordre de priorité bien avant qu'une demande formelle n'intervienne, y compris lors des préparatifs des DSP. D'un autre côté, les transactions du secteur privé font suite à la demande des clients du secteur privé dont les décisions d'investissement se situent sur un horizon plus court, souvent une fois qu'un marché ou une concession a été attribuée. Si de nombreux pays FAD commencent à s'intéresser aux PPP, peu d'entre eux ont conscience des possibilités d'accès au financement de type souverain auprès de la Banque pour ces investissements, de sorte qu'ils n'incluent pas en général les projets faisant appel aux PPP dans la réserve des opérations pour lesquelles ils sollicitent le financement du Groupe de la Banque. Cette méconnaissance et ce manque de planification

longtemps à l'avance, conjugués au fait que les ressources du FAD sont allouées sur une base annuelle, permettent difficilement au Groupe de la Banque et à ses clients de concevoir et traiter les PPP (ou opérations analogues) dans un laps de temps court et avec des ressources restreintes. La Direction s'oriente vers une démarche plus proactive pour identifier et préparer des projets sur un horizon temporel plus long en intensifiant le dialogue sectoriel et sur les politiques à mener, notamment avec les clients souverains.

- 4.11 **Développement du Capital Humain** : Enfin, compte tenu de la nature limitée de son mandat et de ses ressources pour le développement du capital humain, le FAD-12 n'a pu répondre pleinement à la demande des clients souhaitant obtenir son concours pour la réforme des systèmes d'enseignement supérieur, qui est nécessaire pour corriger les disparités actuelles entre le système éducatif et le marché du travail dans les PMR. Par ailleurs, les préoccupations de gouvernance durant la prochaine décennie tourneront autour du rapport qualité-prix : recours à une budgétisation transparente basée sur des données probantes et au financement fondé sur les résultats, promotion des filets de protection sociale innovants, et optimisation des possibilités offertes par des technologies en mutation rapide, comme l'e-santé. Avec 1 milliard d'habitants aujourd'hui et 2,3 milliards projetés pour 2050, le plus grand atout (et risque potentiel) du continent pour les prochaines décennies sera son réservoir de capital humain. L'Afrique est la plus jeune région au monde, et elle aura aussi la main d'œuvre la plus nombreuse d'ici 2040. Étant donné que l'éducation, la santé et la protection sociale sont intimement liées à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, le Fonds pourra répondre à la demande de ses PMR en poursuivant sa démarche actuelle, stratégiquement recentrée et intégrée au plan opérationnel.

5. Conclusion et recommandations

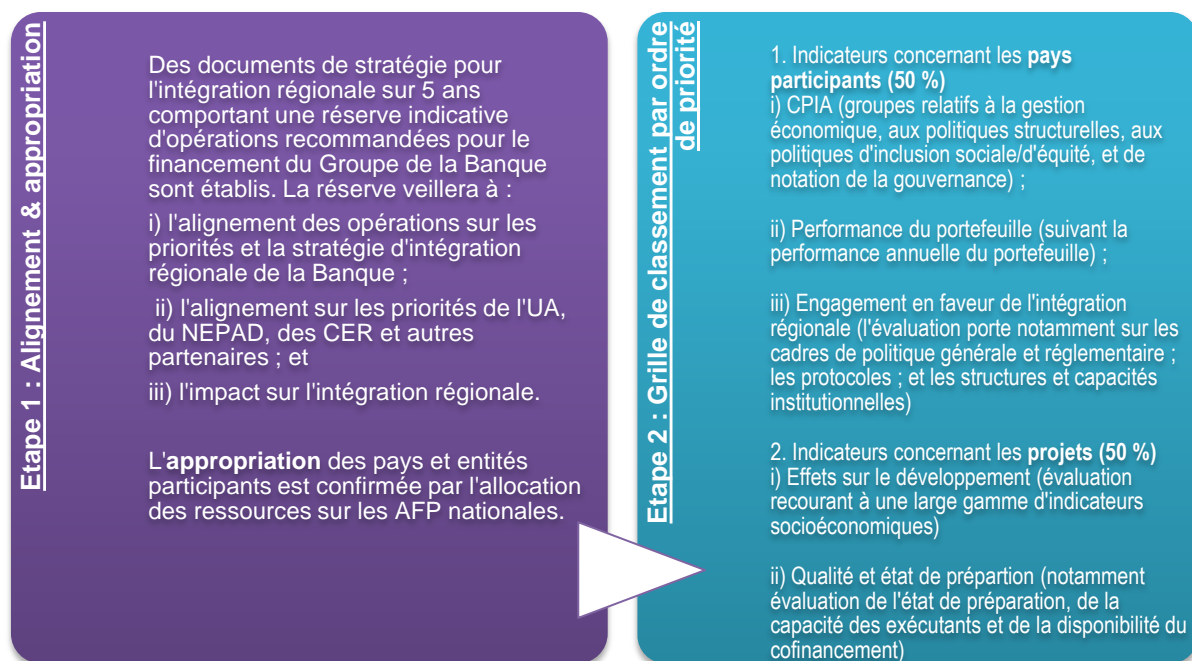
- 5.1 Il apparaît, de toute évidence, que le FAD apporte une contribution appréciable aux objectifs de développement des 41 pays africains à faible revenu bénéficiant de son aide. Il a démontré qu'il savait être à l'écoute des besoins variés et en constante évolution de ses clients, tout en restant fidèle à sa ligne stratégique et opérationnelle, ainsi qu'à son orientation en faveur des résultats, comme convenu lors de la Douzième reconstitution du FAD. L'efficacité opérationnelle du Fonds et la performance globale du Groupe de la Banque en tant que « partenaire de choix » de l'Afrique ne cessent de s'améliorer sous le FAD-12. Prenant appui sur les réalisations opérationnelles et institutionnelles du FAD-11, le Fonds est en train de consolider et d'approfondir les acquis, de promouvoir les innovations en déployant de nouveaux instruments et cadres opérationnels, et d'améliorer la conception et l'exécution des opérations en s'inspirant des expériences d'exécution et des évaluations menées régulièrement.
- 5.2 Le concours du Fonds en faveur des États fragiles et de l'intégration régionale produit des résultats et devrait être renforcée à l'avenir. Les enseignements tirés des évaluations et autres revues fournissent un éclairage utile sur les ajustements qui pourraient être apportés à l'engagement stratégique et opérationnel du Groupe de la Banque dans ces deux secteurs, dont les détails seront portés à l'attention des plénipotentiaires lors des consultations du FAD-13.
- 5.3 Les plénipotentiaires sont invités à prendre note du présent rapport et à faire part de leurs vues et orientations sur les progrès réalisés, et les difficultés rencontrées, dans la mise en œuvre des priorités opérationnelles du FAD-12.

Annexe I: Cadre de sélection et de classement des opérations régionales du FAD par ordre de priorité

En 2011, la Direction a lancé un mécanisme novateur pour sélectionner et classer par ordre de priorité les opérations régionales et les biens publics régionaux⁵⁸ à financer par le FAD. L'objectif étant d'assurer un alignement stratégique total entre les projets et les objectifs du Groupe de la Banque et des pays tout comme d'assurer une qualité élevée à l'entrée, un grand potentiel de résultats et un grand impact sur le développement.

La sélection et le classement des OR par ordre de priorité suit un processus à deux étapes qui s'articule autour d'indicateurs pays et spécifiques aux projets (Graphique I-1). Les BPR sont sélectionnés et classés par ordre de priorité selon un processus de filtrage distinct à trois étapes en vue de leur examen par le Comité des opérations, sous réserve de disponibilité des ressources pour financement par don en exemption du partage des coûts (Graphique I-2).

Graphique I-1 : Processus en deux étapes de sélection et de classement par ordre de priorité



Graphique I-2 : Cadre de sélection et de classement par ordre de priorité pour les biens publics régionaux



⁵⁸ Voir *Cadre de sélection et de classement par ordre de priorité des opérations régionales*, ADB/BD/WP/2011/01 – ADF/BD/WP/2011/01 examiné par le Comité des opérations et pour l'efficacité du développement en février 2011.

Information en retour de l'exécution

Sous le FAD-12, un montant de 1 163 millions d'UC a été réservé aux OR. Si l'on y ajoute les ressources provenant des allocations nationales, les opérations en appui à l'intégration régionale devraient représenter plus de 30 % (1 761 millions d'UC) des ressources FAD disponibles pour allocation (5 812 millions UC) pour la période 2011-2013.

Les départements sectoriels ont soumis environ 36 projets pour les exercices 2011 et 2012 de sélection et de classement par ordre de priorité. Ces projets sont estimés à 2 175 milliards d'UC, soit près du double des ressources disponibles.

Après l'exercice de filtrage, 24 projets (14 OR et 10 BPR) estimés à 1 115 millions d'UC ont été sélectionnés (tableau I-3). Tous les projets sélectionnés étaient notés « très bien » (71 %) ou « bien » (29 %), ce qui indique que l'outil de sélection et de classement par ordre de priorité a été utile pour orienter les ressources du FAD vers les opérations les plus stratégiques, avec une probabilité plus élevée d'avoir un impact sur le développement. Cela vaut également pour les BPR. En outre, le filtre de revue de l'état de préparation a révélé que les 12 projets dont l'état de préparation avait été évalué au stade du concept ont tous été jugés « prêts pour l'évaluation » (25 % d'entre eux représentant un cas de bonne pratique), alors qu'au stade de l'évaluation, neuf (66 %) ont été notés « satisfaisant ou très satisfaisant », et trois (34 %) « moyennement satisfaisant ».

Tableau I-3 : Opérations choisies et retenues comme prioritaires pour le financement des OR en 2011 et 2012

OPÉRATIONS RÉGIONALES CHOISIES, 2011 & 2012				BIENS PUBLICS RÉGIONAUX CHOISIS, 2011 & 2012			
Titre du projet & secteur	Pays participants	Score	Notation	Project Name	Région	Score de filtrage	Classement effet dev.
Interconnexion Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone, Guinée - Énergie	Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone & Guinée	22	T. BIEN	Programme de renforcement des capacités statistiques	Toutes	7	5
Dorsale d'Afrique centrale - TIC	Cameroun, Tchad, RCA	22	T. BIEN	Université panafricaine	Toutes	7	4
Interconnexion Tchad-Cameroun - Énergie	Tchad & Cameroun	21	T. BIEN	Renforcement des capacités de programmation de l'infrastructure pour la CUA/NPCA	Toutes	7	4
Interconnexion Éthiopie et Kenya - Énergie	Éthiopie & Kenya	21	T. BIEN	CGIAR - Appui à la recherche agricole pour le développement des cultures vivrières stratégiques en Afrique (ADRD-SC)	Toutes	7	3
Route Arusha-Holili/Taveta-Voi - Transport	Tanzanie/Kenya	21	T. BIEN	Développement du système de paiement de la CAE	Est	7	3
Corridor Mombasa-Nairobi-Addis-Abeba, Phase III - Transport	Éthiopie & Kenya	20	T. BIEN	Université virtuelle africaine, phase II	Est	7	3
Pont de Kazungula - Transport	Zambie & Botswana	20	T. BIEN	Appui à la rationalisation des CER en Afrique centrale et renforcement des capacités de la CEEAC	Centre	7	3
Dorsale d'interconnexion du Mozambique (CESUL) - Énergie	Mozambique	20	T. BIEN	Développement des capacités de la Tripartite (COMESA, SADC et CAE)	Toutes	7	3
Interconnexion Boali, République centrafricaine - RD Congo - Énergie	CAR & RDC	19	T. BIEN	Intégration de la gestion axée sur les r	Toutes	6	3
Lomé-Ouagadougou Corridor - Transport	Togo & Burkina Faso	19	BIEN	Résilience face à la sécheresse et moyens d'existence durables dans la Corne de l'Afrique (Renforcement des capacités de l'IGAD)	Est	6	4
Pont transgambien - Transport	Gambie & Sénégal	18	BIEN				
Burundi-Rwanda Road Project-Transport	Burundi & Rwanda	18	BIEN				
Corridor Abidjan-Lagos - Transport	Bénin & Togo	15	BIEN				
Résilience face à la sécheresse et moyens d'existence durables dans la Corne de l'Afrique - Agriculture	Djibouti, Érythrée, Éthiopie; Kenya & Ouganda	15	BIEN				

Note : Les notes reflètent le score valable au moment du classement par ordre de priorité seulement. Par la suite, les projets passent par le cycle normal de préparation et d'évaluation avant leur présentation au Conseil pour approbation.

Perspectives d'avenir

Des enseignements ont été tirés de la phase pilote de deux ans et, avec les orientations du Conseil, un cadre global sera établi pour le classement par ordre de priorité des opérations à approuver au titre du FAD-13.

Annexe II: Information sur la mise en œuvre de l'instrument de garantie partielle de risques

Introduction

L'instrument de garantie partielle de risques (GPR) du Fonds africain de développement (FAD) a été introduit dans le FAD-12 à titre pilote pour mobiliser des investissements privés dans les pays membres régionaux à faible revenu. L'instrument de garantie partielle de risques est destiné à assurer les bailleurs de fonds privés contre les risques liés à la défaillance de l'État – ou d'une entité étatique qui ne parvient pas à honorer ses engagements contractuels. Au nombre de ces risques figurent le cas de force majeure politique, l'inconvertibilité de la monnaie, les risques imposés par la réglementation (changements préjudiciables de la loi) et diverses formes de rupture de contrat.

Progrès accomplis dans la mise en œuvre

L'instrument a été mis en service en 2011 à la suite de l'approbation par le Conseil d'administration du cadre stratégique de GPR et des directives opérationnelles du FAD. En conformité avec les dispositions de mise en œuvre du cadre stratégique, les activités majeures entreprises pendant la période de notification incluaient :

- La constitution du Groupe de travail de la Banque sur l'instrument de GPR du FAD pour le domaine de l'énergie, chargé de l'identification, de la sensibilisation et de l'appui à la mise en œuvre des projets FAD GPR ;
- Le lancement interne et externe, appuyé par le matériel promotionnel dédié et la documentation juridique normalisée pour nourrir les discussions au niveau des projets avec les clients potentiels ;
- Les sessions de formation internes avec des séminaires sur les produits financiers, en particulier le ciblage du personnel du Département des opérations du secteur privé, le Département de l'énergie et des bureaux extérieurs ;
- L'élaboration d'un document décrivant le chemin critique à suivre pour mettre en œuvre l'instrument de GPR du FAD, qui servira également de guide pour les responsables et les clients.
- La mise en place de l'Initiative d'atténuation du risque en Afrique⁵⁹, suivie par la sensibilisation et la formation interne et externe au produit, et l'examen de nouvelles propositions de projets du secteur privé pour évaluer les options concernant le renforcement du crédit, et donner des conseils à cet égard, notamment sur les GPR. L'Initiative d'atténuation du risque a mobilisé le programme de renforcement des capacités et de partenariat public-privé de l'OCDE pour assurer une couverture suffisante des GPR et d'autres instruments d'atténuation de risque (un séminaire « pilote » a été organisé en Zambie en mars 2012) ;
- Le travail de sensibilisation à l'extérieur et la constitution d'une réserve de projets au Nigeria, au Tchad, en République centrafricaine, au Burkina Faso et au Kenya, ainsi qu'auprès des concepteurs privés de projets ; et
- L'établissement de relations de travail avec la Facilité de financement de la préparation des projets d'infrastructure du NEPAD, et le Consortium pour les infrastructures en Afrique.

Expérience à ce jour en matière de transaction et perspectives d'avenir (réserve de projets)

Au stade initial, une réserve indicative de projets a été constituée à l'appui de la conception de l'instrument. Sur les six projets envisagés, un seul s'est concrétisé sans GPR, en conformité avec le caractère de dernier recours de l'instrument (Aéroport de Dakar – Sénégal) ; un projet est en cours de discussion (le projet du Lac Turkana – Kenya), un projet est sorti de la réserve car des financements de substitution (non-FAD) ont été trouvés (Projet d'hydroélectricité de Gibe III – Éthiopie, qui a été financé par la GPR de la Banque mondiale) ; un projet a été différé du fait de l'application de sanctions eu égard au statut de facto du gouvernement du pays (Madagascar) ; un projet est encore maintenu avec l'option de recourir à un financement mixte BAD/FAD. En outre, un projet se trouve au stade initial de préparation (Cenpower – Ghana). Le tableau I-1 ci-dessous donne un aperçu de la réserve actuelle des projets et programmes où le déploiement de la GPR est fortement envisagé.

⁵⁹ L'un de ses principaux objectifs est d'encourager l'utilisation effective des produits d'atténuation de risques de la Banque, dont les produits de garantie, en tant que catalyseur pour la mobilisation des investissements privés dans des projets en Afrique.

Tableau II-1 : État de la réserve actuelle

Pays	Situation
Kenya	La Banque a encouragé le Gouvernement kényan à recourir éventuellement aux GPR du FAD pour attirer des producteurs indépendants d'énergie (PIE). La Banque a entamé des discussions sur la possibilité d'apporter une GPR comme un co-garant avec la Banque Mondiale, dans le cadre du projet d'énergie éolienne du Lac Turkana. En outre, elle a approché la Compagnie de développement géothermique pour une GPR du FAD en ce qui concerne quatre projets d'une puissance totale de 400 MW, notamment des accords de fourniture de vapeur. Des discussions sont en cours avec la Compagnie, à qui le document devant suivre la voie nécessaire sera transmis pour servir de guide à la définition concertée et la mise en œuvre d'un programme de travail.
Nigeria	La Banque a dépêché une mission d'identification au Nigeria pour la mise en œuvre des GPR du FAD. Des consultations de haut niveau se sont tenues avec la compagnie nationale d'électricité en gros (Nigeria Bulk Electricity Trading Company - NBET), le Bureau des entreprises publiques et les ministères de l'Énergie et des Finances. Les organismes partenaires ont fait part de leur vif intérêt pour les GPR et un Aide-mémoire a été signé en vue des discussions et des prochaines étapes à suivre. Le Groupe de travail s'est lancé dans l'élaboration d'un document sur le chemin à suivre, conformément à ce qui a été convenu avec les agences, lesquelles nommeront des membres de leur personnel pour siéger à un comité d'exécution des GPR du FAD au Nigeria. La NBET désignera des producteurs indépendants d'électricité (PIE) potentiels par le biais du ministère des Finances, qui présenteront une demande formelle de GPR à la Banque. L'équipe a également rencontré des PIE pour évaluer leurs besoins ainsi que les risques perçus dans le secteur. Le Groupe de travail poursuivra ses discussions parallèles avec la Banque mondiale sur la structure de la syndication des GPR proposée pour le secteur tout entier. La mise en œuvre des GPR du FAD servira de catalyseur à la privatisation du secteur de l'énergie au Nigeria, en cours.
République centrafricaine	Le projet de partenariat public-privé Eau Pure offre une bonne occasion d'aide au crédit pour le service de distribution d'eau. Les premières discussions avec le gouvernement ont mis en lumière l'enjeu que constitue la mobilisation d'une GPR, avec une allocation limitée du FAD basée sur la performance. Sans l'aide au crédit d'un coût abordable, le projet a peu de chance de voir le jour. Les possibilités de mobilisation d'une allocation du pilier I de la FEF pour une GPR sont explorées actuellement.
Mali	Le Groupe de travail effectue également un suivi des options de GPR pour des concours accrus de trésorerie dans le cadre d'un projet d'énergie solaire d'une capacité totale de 112,5 MW.
Burkina Faso	La Banque étudie la possibilité d'apporter une GPR en tant que programme d'aide au crédit pour la <i>centrale d'énergie solaire de Windiga</i> afin d'appuyer des acquéreurs d'énergie, étant donné la perception de risque élevé lié à ce service.

Renforcement de la conception et de la fourniture des GPR à travers des partenariats et le cofinancement

Afin de faciliter l'apprentissage lié au déploiement du nouvel instrument, le Groupe de la Banque a pris attaché avec des institutions sœurs qui ont de l'expérience concernant des produits de garantie analogues, en particulier le Groupe de la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et l'OCDE. La nouvelle leçon à tirer de ceci est que ces produits prennent du temps pour donner des résultats. La Banque mondiale a réalisé 15 transactions au cours des sept dernières années, tandis que la Banque asiatique de développement en a effectué 15 au cours des 11 dernières années.

Un certain nombre de possibilités de co-garanties sont à l'étude avec la Banque mondiale, notamment un programme du secteur de l'énergie pour le gaz naturel intégré et les transactions PIE au Ghana et le projet hydroélectrique de Rufiji (200 millions d'USD) en Tanzanie.

Nouvelles leçons à tirer de l'opérationnalisation de l'instrument de GPR du FAD

Depuis le lancement du cadre et des directives de la GPR du FAD, les activités d'exécution ont mis en exergue un certain nombre de leçons orientant davantage la mise en œuvre pour l'avenir :

- **Lancement du produit:** Il reste beaucoup à faire pour faire adopter le produit tant à l'intérieur qu'à l'extérieur afin de mieux faire comprendre le fonctionnement du produit. L'approfondissement de

la connaissance et de la maîtrise par les services de la Banque permettrait un dialogue opportun avec les homologues du gouvernement afin d'assurer l'intégration des GPR dans le programme opérationnel indicatif du pays.

- *Programmation et allocation de ressources* : les discussions avec les pouvoirs publics devraient avoir lieu au début du processus d'élaboration du document de stratégie pays afin que le gouvernement puisse allouer des ressources sur ses allocations basées sur la performance le plus tôt possible avant la mise en place de la GPR. Cette opération sera particulièrement utile pour les pays qui disposent d'allocations modestes basées sur la performance et pour les États fragiles.
- *Double comptage du passif éventuel* : Malgré la position du FMI sur la question, les parties internes et externes considèrent les GPR comme des passifs conditionnels supplémentaires qui ne devraient pas être envisagés du point de vue du respect des dispositions du cadre de soutenabilité de la dette. La question sera abordée spécialement dans toutes les activités d'approche.
- *Partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale* : des possibilités de co-garantie avec la Banque mondiale sont en cours d'étude et seront testées dans le cadre d'un projet pilote, avec un dialogue étroit avec les gouvernements. De plus, la Banque mondiale procède à des révisions de politiques concernant leurs divers instruments de garantie. À ce stade, l'une des propositions que la Banque mondiale examine actuellement est d'appliquer des garanties partielles de crédit et des garanties aux pays IDA, sur la base de nouveaux critères d'éligibilité. La Banque mondiale propose aussi d'introduire une nouvelle condition selon laquelle l'évaluation de la couverture de la garantie partielle de risques devra être basée sur la répartition efficace des risques entre les parties publiques et privées ; et ce en conformité avec les pratiques standard pour le financement des projets et, si nécessaire, pour des conditions attachées à des projets spécifiques. Cette nouvelle proposition mettrait davantage l'accent sur la question de savoir si un risque à couvrir par la GPR est celui que le gouvernement est mieux à même de maîtriser, de gérer ou de supporter. Ces développements sont suivis de près pour en tirer les enseignements nécessaires et déterminer s'ils sont applicables aux opérations du Fonds.

La voie à suivre

Le Fonds continuera d'animer des séminaires sur le produit et d'organiser des exposés pour sensibiliser davantage et mieux appréhender l'instrument. La sensibilisation externe sera effectuée en collaboration avec d'autres organisations (par exemple l'OCDE et le NEPAD), et les services de la Banque continueront de coopérer étroitement avec leurs homologues de la Banque mondiale afin de renforcer la coordination stratégique et le cofinancement au niveau national.

En ce qui concerne les pays ayant de modestes allocations basées sur la performance, en particulier les États fragiles, où le produit aurait le plus grand impact, les options concernant l'augmentation des ressources au profit des GPR sont en train d'être examinées. Pour ce faire, des ajustements éventuels à l'allocation actuelle de ressources et les financements de GPR identifiés par la Direction pourraient être présentés aux plénipotentiaires du FAD lors des discussions relatives à la Treizième reconstitution des ressources du FAD (FAD-13).

Annexe III : Mise en œuvre du Plan d'action du Groupe de la Banque sur le changement climatique

Introduction

Le Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque africaine de développement (PACC) 2011-2015⁶⁰ vise à appuyer les pays membres régionaux dans les efforts qu'ils déploient pour s'adapter aux effets du changement climatique et s'engager dans la voie d'un développement sobre en carbone. Le PACC met l'accent sur le développement de l'infrastructure et les opérations régionales. Le Plan d'action s'articule autour de trois piliers : i) promouvoir un développement sobre en carbone ; ii) appuyer le développement résistant au climat, et iii) favoriser la mise en place d'une plateforme de financement en vue de renforcer les capacités des pays africains à faire face aux changements climatiques. Le PACC prévoit également des services consultatifs, l'appui aux réformes, la création du savoir et l'accumulation des compétences qui recoupe tous les programmes. Dans le processus d'élaboration du PACC, le Groupe de la Banque a engagé des consultations pour identifier les enjeux et les possibilités de mise en œuvre effective du PACC ; et a mis en place les dispositions institutionnelles indispensables pour honorer les engagements au titre du Plan d'action.

Étapes marquantes des progrès enregistrés dans la mise en œuvre

I. Promotion d'un développement sobre en carbone : Le tableau II-1 ci-dessous présente le résumé des progrès accomplis au regard des objectifs du PACC 2011-2015 pour lancer et financer des projets d'énergie propre.

Tableau III-1 : Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du PACC 2011-2015 en matière d'énergie propre

Cible 1 : Lancement de projets d'énergie propre de l'ordre de 5 GW		
	2011 (MW)	Estimations 2012 (MW)
	630	1,900
Cible 2 : Financement de l'ordre de milliards d'UC de projets d'énergie renouvelable et de projets économes en énergie		
Source	2011 (Millions d'USD)	Estimations 2012 (Millions d'USD)
BAD / FAD	430	500
Financement du climat	125	225
Total	555	725

II. Appui au développement résistant au climat : L'élaboration d'un nouvel outil d'analyse du changement climatique spécifique à un secteur et la directive qui propose une approche simplifiée pour évaluer les projets de développement pour mesurer leur sensibilité potentielle au changement climatique. Une étude approfondie est en train d'être faite pour relier l'outil à l'ensemble de l'initiative du Groupe de la Banque en vue de concevoir un système intégré de sauvegarde (SIS).⁶¹ La mise en œuvre du PACC requiert l'intégration et l'application de nouveaux systèmes, outils et approches dans les opérations du Groupe de la Banque. Ces actions sont appuyées par des activités hors-prêts, dont des services consultatifs, le dialogue sur les politiques, l'évaluation des cadres stratégiques, juridiques et réglementaires et porteurs, l'organisation d'activités de formation pour les analyses au niveau national, et la facilitation de l'accès au financement novateur.

Le *Système de sauvegardes climatiques* (SSC) a été lancé en 2010. L'objet de ce système est d'intégrer l'analyse et l'adaptation climatiques dans les projets du Groupe de la Banque tels que définis dans la Stratégie 2009 de gestion et d'adaptation du risque climatique du Groupe de la Banque. Plus précisément, la SSC permettra à la Banque de faire face aux risques liés au changement climatique dans les secteurs clés sensibles au changement climatique, comme l'agriculture, l'infrastructure, l'eau et l'énergie, à un stade précoce du cycle du projet, une approche

⁶⁰ Le PACC a été présenté lors d'une réunion informelle du Conseil en Novembre 2011, qui a été suivie par de vastes consultations internes et des révisions. L'approbation du Conseil du document final est attendu au T3 / 4 2012.

⁶¹ Voir aussi le document de discussion du FAD-12 *Efficacité institutionnelle : Renforcement de la capacité de mise en œuvre dans un contexte en évolution*.

plus économique qu'une nouvelle conception de projets au stade de l'évaluation ou le reprofilage de projets après la mise en œuvre. L'ensemble du SSC comprend un manuel d'orientation opérationnelle, des outils d'analyse et un programme de formation pour les chefs de projet.

Le SSC est constitué de quatre composantes : i) *l'analyse du climat* qui évalue la vulnérabilité d'un concept de projet au changement climatique et classe les projets en fonction de la vulnérabilité au climat, allant de 1 (Très vulnérable) à 3 (Moins vulnérable) ; ii) *la revue et l'évaluation de l'adaptation*, qui permettent à l'utilisateur d'identifier les mesures d'adaptation d'un projet en fonction de son classement ; iii) *notes d'information sur l'adaptation du pays*, qui est produite sur demande et fournit des informations actualisées sur les prévisions climatiques et les indicateurs du pays provenant de diverses sources ; et iv) la base de l'information sur le SSC, qui est un portail donnant accès aux projections climatiques établies pour les pays africains par l'Université du Cap.

À la suite des consultations en 2010 avec les chefs de projet dans les secteurs pertinents et après l'élaboration des manuels d'analyse et d'adaptation, un SSC automatisé a été conçu pour fournir en ligne un outil pratique facile d'utilisation. Cela facilitera la mise en œuvre des actions liées au changement climatique dans les opérations du Groupe de la Banque. Une série d'ateliers de formation a été organisée, y compris dans les bureaux extérieurs, afin de familiariser les services de la Banque avec l'outil et de solliciter les réactions en vue de son amélioration. D'autres actions sont programmées pour accompagner la mise en service du SSC. Il s'agit : du transfert du système sur une plateforme web conviviale et de sa connexion avec le système des opérations de la Banque (SAP) ; de la connexion du SSC au système intégré de sauvegarde en cours du Groupe de la Banque ; de l'appui au SSC des PMR pour leurs projets en cours ou futurs ; et du renforcement du partenariat les organisations sœur pour harmoniser les approches en vue de la mise en place d'un système.

Le support d'information sur le SSC est accessible à l'adresse suivante : <http://72.26.119.91:8080/GCAP-CSS/afdbhomepage.html>

III. Services consultatifs, accumulation du savoir et renforcement des capacités : Les formations sur le changement climatique sont généralement dispensées pour les services de la Banque et les représentants des PMR. Au nombre de certains de produits du savoir, pilotés par la Banque, dans le but de renforcer la maîtrise des questions relatives au climat au sein de l'institution et dans les PMR figurent le *Rapport du groupe consultative sur le financement du changement climatique, et la méthodologie conjointe de suivi de l'adaptation du financement du climat des BMD*. Ce rapport propose une approche commune pour envisager et comptabiliser le financement de l'adaptation au changement climatique ; les études pays sur le développement de l'énergie propre (Égypte) et l'énergie renouvelable (Mali) ; tout comme les notes d'information et les études sur la vulnérabilité au changement climatique, et le coût de l'adaptation en Afrique.

Encadré III-2 : Le rôle du Groupe de la Banque dans les appuis aux mesures d'atténuation appropriées au niveau national

En Afrique, l'élaboration des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) offre une occasion unique d'atteindre des objectifs de développement durable tout en contribuant aux actions menées au niveau mondiale pour lutter contre le changement climatique et tirer parti de l'appui technologique et financier. Le Groupe de la Banque est en train de jouer un rôle de premier plan dans l'appui aux pays membres régionaux lorsqu'ils élaborent des propositions et établissent des rapports dans le cadre des MAAN, susceptibles de conduire à des résultats concrets d'atténuation et de développement.

À la suite des réunions de consultations avec les négociateurs africains sur les besoins des pays pour préparer les MAAN, un certain nombre d'activités ont été lancées. Au nombre de celles-ci il y a l'appui aux pays africains pour établir leurs rapports nationaux sur les politiques destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les propositions de cadre de MAAN à soumettre à la CCNUCC et le renforcement de la position des pays membres régionaux à travers l'élaboration de cinq études de cas (énergie, déchets, transport, foresterie et agriculture) pour les MAAN et dans cinq sous-régions.

Les leçons tirées de ces cinq études de cas contribueront à définir les directives relatives à l'élaboration des MAAN, qui pourraient être utilisées par tous les pays membres régionaux. Par ailleurs, le Groupe de la Banque travaille en collaboration et en partenariat étroits avec d'autres institutions spécialisées afin d'éviter le double emploi et de maximiser l'appui aux PMR.

IV. Promotion d'une plateforme de financement : La promotion de pistes de développement sobres en carbone, qui renforcent la résilience des PMR à la variabilité climatique, exige des financements

additionnels. La mise en œuvre du PACC requiert donc la mise en place d'une plateforme de financement qui s'attachera à élargir l'accès des PMR aux ressources disponibles au sein du Groupe de la Banque et à mobiliser d'autres structures dédiées au financement du changement climatique.⁶² Par conséquent, la Banque s'emploie à mobiliser ces ressources, tirant parti de ses activités actuelles avec ses fonds mondiaux tels que le Fonds d'investissement climatique (FIC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Ainsi, en 2011 et au premier trimestre de 2012, l'appui technique et les orientations du Groupe de la Banque ont permis à sept pays de parachever leurs plans d'investissement auprès du FIC et de les faire approuver. Il s'agit des pays suivants : Éthiopie, Mali, Kenya, Mozambique, Zambie, Burkina Faso et République démocratique du Congo. Des études sont en cours au Ghana, en Tanzanie et au Liberia. En outre, il est prévu que le portefeuille du changement climatique de la Banque auprès du Fonds mondial augmente à la faveur de la diversification et de l'engagement avec d'autres départements. Deux projets sont en cours de préparation pour être soumis à l'examen du Conseil du FEM. Il s'agit d'un centre pilote et d'un réseau africains de financement de la technologie climatique et d'un programme du secteur privé pour le développement des énergies renouvelables. Les tableaux qui suivent présentent dans le détail l'état des activités du Groupe de la Banque en matière de mobilisation des financements nécessaires dans le domaine du changement climatique pour la période de janvier 2011 à juin 2012.

Tableau III-3 : Plans d'investissement cofinancés par le Groupe de la Banque pour les fonds d'investissement climatique⁶³

(Millions de dollars EU)

Plan d'investissement (Approuvé par le Comité CIF)	Allocation FIC	Allocation de la Banque au FIC	Estimation du cofinancement de la Banque
SREP Éthiopie	50	22	70
SREP Kenya	50	25	124
SREP Mali	40	22	40
PIF Burkina Faso	30	12	7
PIF République démocratique du Congo	60	21	14
PPCR Mozambique	86	31	25
PPCR Zambie	86	37	-
Total	402	170	280

Tableau III-4 : Projets du Groupe de la Banque approuvés bénéficiant d'un cofinancement des fonds d'investissement climatique

(Millions de dollars EU)

Projet/Programme	Plan d'investissement	Montant FIC de la Banque	Cofinancement de la Banque	Coût total du projet
Projet géothermique de Menengai	SREP Kenya	25.0	124.0	503.0
Projet de Ouarzazate	CTF MENA	100.0	240.0	1,600.0
Programme d'énergie éolienne ONEE	CTF Maroc	125.0	512.0	2,166.0
Programme d'énergie renouvelable ESKOM	CTF Afrique du Sud	100.0	265.0	1,229.0
Total		350.0	1,141.0	5,498.0

⁶² Le document des BMD à l'intention du G20, intitulé « Mobilisation de la finance pour le climat », octobre 2011, le terme « la finance pour le climat » renvoie généralement à des ressources qui favorise le développement sobre en carbone et résistant au climat. Il couvre les coûts et les risques liés à l'action climatique, appuie un environnement propice et des capacités pour l'adaptation et l'atténuation et encourage la R&D et le déploiement de nouvelles technologies ».

⁶³ Soit le Fonds pour les technologies propres (FTP), le Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP), le Programme d'investissement forestier (PIF) et le Programme pilote pour la résilience climatique (PPRC).

Tableau III-5 : Cofinancements du Groupe de la Banque avec le Fonds pour l'environnement mondial

(Millions de dollars EU)

Projet/Programme	Financement FEM	Estimation du cofinancement de la Banque
Programme régional de préservation et d'utilisation durable des ressources naturelles, et de maîtrise de l'énergie, dans le bassin du Lac Tchad	20,5	146,5
Union du fleuve Mano : Préservation des écosystèmes et gestion intégrée des ressources en eau	6,3	22,7
Plateforme du secteur privé pour le développement de l'énergie renouvelable	20	2,4
Centre et réseau africains de financement de la technologie climatique	14,3	-
Total	61,1	171,6

Note: En 2011, la Banque a approuvé l'octroi de 21,7 millions d'USD pour le projet d'adaptation des conditions d'existence et de l'agriculture aux changements climatiques dans les zones rurales, faisant suite à un don précédent de 3 millions d'USD au titre du Fonds pour les pays les moins avancés.

Outre les fonds mondiaux, les structures abritées par le Groupe de la Banque sont utilisées pour mobiliser des fonds d'autres facilités de financement du climat/environnement. Ce sont notamment : i) le Fonds pour les forêts du Bassin du Congo, qui finance des activités promouvant l'utilisation, la conservation et la gestion équitables et durables des forêts et les écosystèmes du Bassin du Congo ; ii) la Facilité africaine de l'eau qui aide les PMR à améliorer le secteur de l'eau et de l'assainissement ; iii) le Fonds de l'énergie durable pour l'Afrique, qui met à disposition des ressources pour l'assistance technique à la préparation des projets et pour le financement de fonds propres des projets d'énergies renouvelables ; iv) le programme ClimDev-Afrique qui fournit des informations relatives au climat pour la prise de décisions et le financement des activités de préinvestissement⁶⁴ ; et v) le Programme d'appui au financement carbone en Afrique, qui est orienté vers l'assistance aux clients de la Banque dans les PMR pour leur permettre d'accéder au financement afin d'assurer la viabilité commerciale de leurs investissements. Le Groupe de la Banque s'intéresse de plus en plus aux possibilités qu'offrent les partenariats public-privé et l'engagement du secteur privé. Cependant, ces ressources de financement restent insuffisantes pour mettre en œuvre pleinement le Plan d'action à court terme.

Suivi et évaluation de la mise en œuvre du PACC

Un cadre de suivi et d'évaluation du PACC est en cours d'élaboration pour mesurer les progrès accomplis au titre des mesures qui sont prises en termes d'adaptation et de développement sobre en carbone. Le cadre prévoit des indicateurs mesurables et des cibles pour évaluer et suivre l'impact des actions du Groupe de la Banque. Ce cadre axé sur les résultats comprend également un système de suivi des coûts additionnels éventuels des opérations lorsqu'on ajoute les volets « développement sobre en carbone » et « adaptation », et les « avantages mutuels » que les actions dans les secteurs sensibles au climat peuvent générer pour réduire la vulnérabilité. Le Groupe de la Banque cherchera à collaborer avec d'autres banques de développement multilatérales et avec des partenaires des Nations unies pour produire des systèmes harmonisés dans toute la mesure du possible.

Conclusion

Le Groupe de la Banque considère le changement climatique comme une priorité pour l'Afrique et avance dans la mise en œuvre de son PACC. Ces efforts doivent être déployés à grande échelle, ce qui nécessitera des financements considérables. Le Groupe de la Banque continuera d'œuvrer avec les partenaires au développement et de saisir toutes les opportunités de financement.

⁶⁴ S'il est vrai que ClimDev n'est pas techniquement opérationnel, étant donné que le montant minimum du Fonds n'a pas encore été atteint, la Banque a financé des projets allant dans le sens des objectifs de ClimDev. Environ 30 millions d'USD ont été accordés à quatre centres africains d'informations sur le climat.

Annexe IV: Exemples d'opérations à l'appui de programmes au titre du FAD-12

Encadré IV-1 : Fournir dans les délais une assistance flexible et dans un contexte différencié

Côte d'Ivoire – Programme d'urgence pour la restauration des services sociaux et administratifs de base

Au lendemain des troubles politiques qui ont suivi les élections présidentielles de 2010 en Côte d'Ivoire, la Banque est intervenue rapidement pour proroger l'appui d'urgence au pays (100,5 millions d'UC). Le Groupe de la Banque a été parmi les premières organisations internationales à se rendre dans le pays, à mener une évaluation rapide des besoins, et à concevoir un programme d'assistance qui a permis au gouvernement de rétablir rapidement les services et les fonctions de base de l'État.

Objectifs : i) Promouvoir l'accès aux services sociaux et administratifs de base en restaurant les services sociaux et les réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, et entreprendre les activités de renforcement des capacités au profit des services publics chargés de la gouvernance économique ; et ii) promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation et, de ce fait restaurer la stabilité, qui est un préalable à une croissance inclusive.

Résultats attendus : Restaurer l'accès de la population aux centres de santé, aux écoles et aux centres de sécurité sociale ; restaurer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour 80 % de la population ; renforcer le fonctionnement des services publics ciblés ; le gouvernement doit mettre en œuvre les mécanismes de dialogue, dont la Commission dialogue, vérité et réconciliation ; et la consolidation de la paix et le retour à l'ordre et à la sécurité.

L'expérience a montré la capacité du Groupe de la Banque à réagir rapidement et de manière souple en mobilisant ses ressources financières, en faisant usage de ses instruments à décaissement rapide et de sa connaissance approfondie du contexte et de son rôle de chef de file sur le terrain.

Tanzanie – Programme d'appui à la gouvernance et à la compétitivité économique

La Tanzanie est l'un des pays d'Afrique les plus politiquement stables. Elle a enregistré un taux de croissance remarquable en tant que pays d'Afrique subsaharienne non producteur de pétrole au cours de la dernière décennie. Cependant, la situation budgétaire du pays est passée d'un excédent en 2008 à des déficits au cours des trois années qui ont suivi, en raison essentiellement de recettes inférieures aux objectifs du budget. Le faible niveau des recettes intérieures a abouti à une situation où près de 70 % du développement étaient financés par des ressources extérieures ; ce qui a affecté la croissance du PIB dont le taux devait tomber à 6,9 % en 2010 et à 6 % en 2011. Pour appuyer les réformes structurelles de la fonction publique, la Banque a approuvé 100 millions d'UC en 2011 pour financer le *Programme d'appui à la gouvernance et à la compétitivité économique*.

Objectif : Contribuer à l'accroissement de la compétitivité et à l'accélération de la croissance en créant un environnement d'affaires plus porteur grâce à l'amélioration de la gouvernance dans la gestion des finances publiques et à génération accrue de recettes fiscales.

Résultats attendus : responsabilité budgétaire et transparence accrue ; amélioration de la supervision du budget ; hausse du ratio des recettes fiscales en pourcentage du PIB, passant de 16,3 % en 2010 à au moins 18 % d'ici à 2014 ; meilleure gestion des ressources minières – la différence entre les paiements effectués par les compagnies minières et les recettes reçues par l'État tanzanien a baissé, passant de 42 % en 2010 à moins de 10 % en 2012 ; et environnement davantage porteur pour les affaires et amélioration du climat des investissements – la capacité électrique totale installée augmente, passant de 1 077 MW en 2011 à au moins 1 247 MW d'ici à 2014.

Ethiopie - Programme III de protection des services de base

Approuvée en juillet 2012 (166 millions d'UC), il s'agit d'une opération multisectorielle qui vise à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie des Ethiopiens. Elle comporte quatre composantes : appui à une fourniture décentralisée de services de base de qualité ; amélioration de la gestion des finances publiques ; accroissement de la transparence financière et de la responsabilité sociale ; et renforcement des systèmes de suivi et de l'évaluation des ministères sectoriels.

Résultats attendus : À la suite de l'élargissement de l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité, le projet doit contribuer à faire baisser le taux de mortalité maternelle, qui passerait de 470 pour 100 000 naissances à 350 pour 100 000 naissances entre l'exercice 2010-11 à 2013-14, et rehausser le taux d'achèvement de l'enseignement primaire, qui passerait de 49 % à 62 % pendant la même période.

L'opération offre une bonne plateforme au Groupe de la Banque pour son rôle dans le dialogue politique et la coordination des bailleurs, notamment au regard de la forte participation de plusieurs autres partenaires au développement. Collectivement, ceux-ci financent 41,4 % du montant total du programme (2,3 milliards d'UC). La contribution de 166 millions d'UC du FAD représente 7,4 %, quand le Gouvernement éthiopien finance 51,1 % du coût total.

Annexe V: Engagement rapide dans les pays sortant d'un conflit ou d'une crise

Grâce à la stratégie du Groupe de la Banque pour un engagement accru dans les États fragiles et aux ressources de la Facilité en faveur des États fragiles (FEF), le Fonds a été en mesure de s'engager plus rapidement et efficacement dans les pays membres régionaux sortant d'un conflit ou d'une crise. Les ressources du Pilier III de la FEF et la marge de manœuvre pour un engagement flexible qu'elles confèrent ont été extrêmement utiles dans ce contexte. Il en est particulièrement ainsi pour les pays ou situation de fragilité où le Groupe de la Banque dispose d'instruments limités ou pas d'autres instruments opérationnels, ainsi que présenté dans les cas ci-après.

Somalie : Le Groupe de la Banque a interrompu ses opérations en Somalie au début de 1991, suite à l'éclatement de la guerre civile. Depuis lors, les opérations dans ce pays sont très limitées. Les perspectives d'un engagement plus poussé se sont quelque peu éclaircies au cours des années récentes, à la faveur de l'amélioration des conditions sur le terrain. La Somalie est restée inéligible à l'appui ordinaire de la Banque par l'entremise du FAD et du Pilier I de la FEF, eu égard aux conditions troubles qui persistent dans le pays et à l'accumulation continue des arriérés. Cependant, grâce aux ressources du Pilier III, et en collaboration avec d'autres donateurs et institutions, la Banque a pu s'engager et fournir un appui limité pour le renforcement des capacités et la valorisation des connaissances susceptibles d'être mises à contribution pour l'élaboration d'un plan crédible de sortie de crise et de reprise de l'appui intégral de la Banque. L'engagement et la discussion ont débuté en novembre 2009, lorsque la Banque a, par l'entremise du Pilier II de la FEF, octroyé un don d'un montant de 2 millions d'USD afin de fournir l'assistance financière et technique pour la gestion des finances publiques. Le projet a, par exemple eu pour résultat, pour la première fois depuis 20 ans, la mise en place d'un cadre juridique approprié pour les institutions fiscales et monétaires ainsi que des capacités humaines et institutionnelles. Une enveloppe d'appui supplémentaire utilisant les ressources du Pilier III de la FEF et d'autres fonds fiduciaires bilatéraux ou thématiques est en cours de préparation et ciblera trois régions, à savoir la Somalie sous le contrôle du Gouvernement fédéral de transition, Puntland et Somaliland.

Pendant la sécheresse qui a frappé la Corne de l'Afrique en 2011, le Groupe de la Banque a fourni une aide d'urgence limitée (4 millions d'USD) à la Somalie et à trois autres pays sur le Fonds spécial d'urgence de la Banque. La Somalie est également supposée être le principal bénéficiaire de l'opération régionale *Programme pour renforcer la résilience à la sécheresse et offrir des moyens de subsistance durables dans la Corne de l'Afrique*, actuellement en préparation. Le projet vise à venir à bout des défis persistants de la sécurité alimentaire dans la région en investissant dans des solutions pérennes axées sur les infrastructures rurales, la maîtrise de l'eau et l'appui au secteur agricole. Le programme est également assorti d'une composante assistance technique et renforcement des capacités – qui accompagnera l'Autorité intergouvernementale pour le développement – et appui opérationnel et en matière de politique aux niveaux national et régional concernant sept pays (Djibouti, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan, Sud-Soudan et Ouganda).

Soudan et Sud-Soudan : L'appui du Groupe de la Banque en faveur du Sud-Soudan a porté essentiellement sur la poursuite d'autres appuis qui ont été mis en route au bénéfice du Soudan avant l'indépendance du Sud-Soudan et la planification d'une opération d'assistance technique et de renforcement des capacités financée par la FEF. Le projet vise à renforcer les capacités de gestion des finances publiques du nouvel État et ses moyens de gestion et de coordination efficaces de l'assistance des donateurs. En outre, la Banque avait deux projets actifs au Sud-Soudan en 2012 : le *Projet de renforcement des capacités institutionnelles pour la réduction de la pauvreté et la bonne gouvernance* approuvé en 2007 dont les activités se déroulant tant au Soudan qu'au Sud-Soudan, s'est avéré d'une grande utilité pour l'achèvement de l'Enquête de base auprès des ménages en 2010 et la préparation du Plan de développement du Sud-Soudan (2011-2013). Financé par le Fonds fiduciaire norvégien le second projet a été approuvé en février 2012 afin de fournir un appui à l'Université de Juba. Le projet vise à renforcer les capacités de l'Université pour dispenser des formations en audit, gestion fiduciaire et mobilisation des recettes en vue d'améliorer les capacités fonctionnelles des responsables de la fonction publique dans la prestation des services. De même, au Soudan, les ressources du Pilier III sont utilisées pour fournir l'assistance technique et l'appui au renforcement des capacités afin d'améliorer les fonctions de gestion des finances publiques, tandis que les ressources du fonds fiduciaire de la Facilité africaine de l'eau financent un projet d'approvisionnement en eau et d'élevage au Darfour.

Dans l'ensemble, dans les années précédant l'indépendance du Sud-Soudan et depuis lors, l'engagement stratégique de la Banque a été axé sur i) l'accélération d'un règlement pacifique des problèmes postindépendance qui l'opposent au Soudan, en fournissant un appui en matière de

conseil et l'assistance technique au Panel de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine – particulièrement sur les questions économiques et financières ; ii) l'engagement de la discussion de la politique et l'assistance technique sur l'apurement des arriérés et l'allégement de la dette à travers le *Sudan Technical Working Group on Debt* ; et iii) l'approfondissement du dialogue et la conduite de travaux d'analyse en vue de préparer le terrain pour un appui intégral qui vise à relever efficacement les défis du développement, en particulier dans le domaine des infrastructures (Sud du Soudan). À cette fin, la Banque a mené une évaluation exhaustive du déficit d'infrastructures et des besoins en investissements et a préparé le Plan d'action pour l'infrastructure du Sud-Soudan qui servira de document de référence clé à l'intention du gouvernement et des partenaires au développement pour la fixation des priorités en matière d'investissement dans l'infrastructure et la mobilisation des ressources.

Zimbabwe : À la suite de l'Accord politique global conclu au Zimbabwe en 2008 et grâce aux ressources du Pilier III de la FEF (4 millions d'UC), la Banque a assuré l'accompagnement actif de la transition du pays avant son éligibilité aux ressources ordinaires du FAD et du Pilier I. L'appui de la FEF a visé à renforcer les institutions publiques, essentielles pour la bonne gouvernance et la croissance. L'appui a porté prioritairement sur le renforcement des capacités dans la gestion des finances publiques, la statistique et la gestion de la dette. Ces capacités réhabilitées ont contribué au progrès significatif qu'a enregistré le Zimbabwe en matière de gestion économique et ouvrent la voie au soutien dont bénéficiera le pays pour l'apurement de sa dette et lui permettre de renouer avec la communauté financière internationale.

Les ressources du Pilier III de la FEF ont également été utilisées de manière innovante pour renflouer d'autres sources de financement, notamment le fonds fiduciaire multidonateurs pour le Zimbabwe, le Zim-Fund dont la Banque assure la gestion. Une partie des ressources du Pilier III de la FEF ont été utilisées pour financer les frais de fonctionnement d'un agent indépendant de passation des marchés, l'une des exigences essentielles pour la mise en œuvre du Zim-Fund. A ce jour, le Zim-Fund a mobilisé 96 millions d'USD de contribution auprès des donateurs afin de soutenir la réhabilitation d'infrastructures dans les secteurs de l'énergie et de l'eau afin d'améliorer la livraison de services. En outre, en partenariat avec la Facilité africaine de l'eau, le Groupe de la Banque fournit un appui aux projets d'adduction d'eau et assainissement, et la Banque a été en mesure d'intervenir dans le programme humanitaire du Zimbabwe en 2009, en puisant dans le Fonds spécial d'urgence. D'autre part, suite à l'approbation par le Conseil de l'éligibilité du Zimbabwe au Pilier I de la Facilité en faveur des Etats fragiles, pour un montant de 16 millions d'UC, la préparation du projet de *renforcement de capacité pour la gestion des finances publiques, de la dette et de l'économie* (8 millions d'UC) a commencé ; et le projet est prévu pour être présenté au Conseil vers la fin de l'année 2012.

Annexe VI : Promotion de l'égalité homme-femme dans l'enseignement supérieur - Rwanda

Le *Projet de développement des capacités dans les domaines de la science et de la technologie au Rwanda* (approuvé en 2008, 6 millions d'UC) appuie les efforts que déploie le Gouvernement pour élargir l'accès aux compétences en science et en technologie dans l'enseignement supérieur, à travers l'Institut des sciences et de la technologie de Kigali. Le projet a été conçu avec un volet "genre" particulier, le *Programme d'égalité des chances*, orienté vers le renforcement du système d'éducation et de formation afin de produire de jeunes femmes compétentes dans les domaines de la science et de la technologie. Le Groupe de la Banque appuie trois domaines spécifiques : un programme d'appui préparatoire, un système de bourses d'études, et les activités d'information, d'éducation et de communication.

Deux promotions d'étudiantes ont achevé le programme préparatoire depuis le lancement du projet en 2008. Au sein de la première promotion, (2009-10), 121 étudiantes ont achevé le programme préparatoire et ont réussi à s'inscrire dans les institutions d'apprentissage supérieures des sciences et de la technologie du pays ; 71 étudiantes qui ont parachevé la phase préparatoire durant l'année académique 2010-11 devraient s'inscrire sous peu. Le système de bourses d'études permet à ces filles de réaliser leurs propres rêves et au pays d'atteindre ses objectifs de renforcement des capacités pour les hommes et les femmes dans les domaines de la science et de la technologie.

Ci-après l'histoire de Germaine Uwiragiye, l'une des étudiantes de l'année universitaire 2011 qui a achevé le programme et est sortie major de sa classe.

Mon histoire

Je m'appelle Germaine Uwiragiye. Je suis née en 1989 dans la province de l'Ouest, district de Karongi, secteur de Gishyita et dans la cellule de Cyanya. Nous sommes quatre enfants à la maison, dont un garçon et trois filles. Parmi ces trois filles, je suis la seule à avoir eu la chance d'étudier. Seule ma mère est encore en vie. Elle s'appelle Adèle Mukandinda et mon père s'appelait Michael Barutwanayo. Les membres de ma famille sont des agriculteurs. Par conséquent, ils ne pouvaient pas payer mes frais de scolarité. J'ai terminé mes études secondaires en 2009, avec comme matières principales la physique, la chimie et les mathématiques. Il m'a manqué trois points pour pouvoir m'inscrire à l'université. Je suis restée à la maison jusqu'au jour où j'ai eu cette promotion en mai 2011. Dans ma vie, j'ai toujours rêvé de devenir médecin.

Comme je rêve de devenir médecin, j'ai comme objectifs dans la vie de gérer mon temps, de saisir judicieusement toutes les opportunités qui s'offrent à moi, de travailler aussi dur que possible et de ne jamais baisser les bras jusqu'à ce que mon rêve se réalise. Mon rêve semble maintenant sur le point de se matérialiser. J'ai été ravie le jour où j'ai eu cette chance. J'ai terminé le programme préparatoire qui a duré cinq mois et je suis sortie major de mon groupe. Maintenant, je suis prête à poursuivre mon rêve.

Je remercie le gouvernement du Rwanda et la Banque africaine de développement de donner une seconde chance aux filles.

(Signature)

Uwiragiye Germaine

MY STORY

I am Germaine UWIRAGIYE, I was born in 1989, in WESTERN province, KARONGI district, GISHYITA sector and in CYANYA cell. At home, we are four children; one boy and three girls. Among these girls, I am the only one who got a chance of studying. I have only my mother, she is called ADÈLE MUKANDINDA and my father was called MICHAEL BARUTWANAYO. My family members are farmers, so, they could not pay my tuition. I finished my secondary school in 2009 in Physics-Chemistry and mathematics combination, I missed three points to join university. I stayed at home until when I got this promotion in May 2011. In my life, I have always wished to become a doctor. So, as my dream is to become a doctor, my life has target of managing time, of using correctly all my chance, of studying as hard as possible and never giving up until when I will achieve my dream. My dream seems closer now. The day I got this chance, I was overjoyed. I finished a five months preparatory program and emerged the best of the group. Now ready to pursue my dream.

Thanks to the government of Rwanda and African development Bank for giving girls a second chance!

~~Uwiragiye~~
UWIRAGIYE GERMAINE.

Annexe VII: Liste des projets approuvés du FAD-12

(Millions d'UC)

Nom du Projet et secteur	Pays	Financement du FAD-12 ABP, FEF, OR (surcharges	Financement provenant des annulations	TOTAL des projets approuvés
Agriculture et sécurité alimentaire				
Projet d'infrastructure Rurales, Pastorales et de Transhumance (PIRPT)*	Tchad	11,29		11,29
Projet d'appui au développement des infrastructures rurales*	République démocratique du Congo	57,90		57,90
Programme d'appui aux infrastructures agricoles dans la région de l'Indenie-Djubalin (PAIA-ID)*	Côte d'Ivoire	25,28		25,28
Projet d'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants et du cadre de commercialisation	Libéria	4,00		4,00
Multinational CGIAR Support to Agricultural Research for Development of Strategic Crops in Africa (SARD-SC)	Multinational	46,70		46,70
Projet de mobilisation des eaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PMERSA-MTZ)*	Niger	9,34		9,34
Programme d'appui aux infrastructures d'élevage (Appui budgétaire sectoriel)	Rwanda	21,81		21,81
Programme d'appui à l'ajout de valeur à l'infrastructure de commercialisation et à la finance rurale (MIVARF)	Tanzanie	40,00		40,00
Programme d'amélioration des infrastructures agricoles au niveau des communautés - Projet 3 (CAIP - 3)*	Uganda	40,00		40,00
Gouvernance				
Programme d'appui à la Stratégie de Croissance Accélérée et au Climat des Affaires (PASCACAF)	Burkina Faso	58,53		58,53
Quatrième Programme d'Appui aux Réformes Economiques (PARE IV)	Burundi	7,00		7,00
Cinquième Programme d'Appui aux Réformes Economiques (PARE V)	Burundi	12,00		12,00
Programme d'Appui aux Réformes Economiques Phase III (PARE III)	République Centrafricaine	16,00		16,00
Projet d'appui à la modernisation des finances publiques (PAM-FP)	République démocratique du Congo	11,71		11,71

Programme d'urgence pour la restauration des services sociaux et administratifs de base (PURSSAB)**	Côte d'Ivoire	79,43	23,1	102,53
Programme de promotion des services de base (PBS III)	Ethiopie	166,00		166,00
Deuxième projet d'appui institutionnel à la gouvernance économique et financière	Gambie	2,34		2,34
Programme d'appui à la réduction de la pauvreté et au climat des affaires (PARPCA)	Ghana	74,43		74,43
Programme d'appui aux réformes économiques et financières (PAREF)	Guinée	23,41		23,41
Programme d'appui à la gouvernance économique et à la compétitivité	Libéria	30,00		30,00
Programme de rétablissement de la stabilité budgétaire et de la protection sociale (RFSSP)	Malawi	30,43		30,43
Deuxième Programme d'Appui à la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (PASCRP II)	Mali	33,00		33,00
Programme pour la croissance et l'efficacité du secteur public (GPSE)	Mozambique	60,00		60,00
Projet d'appui à la mobilisation des ressources internes et à l'amélioration de la gouvernance économique et financière (PAMOGEF)	Niger	10,00		10,00
Programme d'appui à la stratégie de réduction de la pauvreté - Phase 4 (PASRP-IV)	Rwanda	27,15		27,15
Programme d'Appui aux Réformes Economiques (PARE)	Sénégal	27,00		27,00
Deuxième programme de réforme de la gouvernance économique (EGRP II)	Sierra Leone	10,00		10,00
Projet d'appui à la gestion des finances publiques et à l'environnement des affaires (PFMBESP)	Sierra Leone	4,00		4,00
Programme d'appui à la gouvernance et à la compétitivité économique (GECSP)	Tanzanie	100,00		100,00
Programme d'Appui aux Réformes et à la Gouvernance Phase II (PARG-2)	Togo	20,00		20,00
Quatrième appui budgétaire à la réduction de la pauvreté (ABRP IV)	Zambie	15,00		15,00
Développement du capital humain				
Technical Assistance and Capacity Building at the Ministry of Higher Education	République démocratique du Congo	0,28		0,28
Projet d'appui à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels (EFTP)	Erythrée	14,07		14,07
Projet de développement des compétences pour l'industrie (DSIP)	Ghana	74,26		74,26
Projet de travaux publics à forte intensité de main-d'oeuvre	Libéria	5,00		5,00
Technical Assistance to Retain High Level Professors at the A.M. Dogliotti College of Medecine, University of Liberia (Pillar III)	Libéria	0,19		0,19
Projet d'appui à l'enseignement supérieur, sciences et technologie (ESST)	Malawi	21,87		21,87
Projet d'appui à la compétitivité et à la création d'emplois	Malawi	10,00		10,00

Multinational - Appui à l'Université virtuelle africaine - Phase II (AVU II)	Multinational	11,71		11,71
Multinational - Projet de renforcement des capacités en matière de gestion axée sur les résultats de développement dans les pays membres régionaux et les communautés économiques régionales	Multinational	10,53		10,53
Projet d'éducation parallèle et de formation professionnelle (Phase II)	Tanzanie	15,00		15,00
Projet d'amélioration de la qualité des services de santé à l'hôpital de Mulago et dans la ville de Kampala	Uganda	46,00		46,00
Infrastructure				
Energie				
Projet d'Aménagement Hydroélectrique de Lom-Pangar	Cameroun	44,93		44,93
Projet de Développement du système de Transmission et de Distribution de l'Electricité	Cap-Vert	8,42		8,42
Projet de développement géothermique de Menengai	Kenya	80,00		80,00
Projet de central hydroélectrique et de ligne de transport d'Itezhi-Tezhi	Zambie	30,00		30,00
Transport				
Multinational_Projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou et de Facilitation du Transport sur le Corridor Abidjan-Lagos- Phase I	Bénin	78,98		78,98
Multinational_Projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou et de Facilitation du Transport sur le Corridor Abidjan-Lagos- Phase I	Togo	5,63		5,63
Multinational_Projet de réhabilitation de routes et facilitation du transport sur le corridor CU9 Lomé-Cinkansé-Ouagadougou**	Burkina Faso	78,04	39,46	117,50
Multinational_Projet de réhabilitation de routes et facilitation du transport sur le corridor CU9 Lomé-Cinkansé-Ouagadougou**	Togo	74,58	0,105	74,69
Projet d'Aménagement et de bitumage de la route Gitega-Nyangunga-Ngozi Phase II **	Burundi	43,71		43,71
Multinational_Projet d'aménagement de routes (Mugina-Mabanda-Nyanza Lac et Rubavu-Gisiza) et de facilitation de transport sur le corridor Nord-Sud, Phase III (Burundi/Rwanda)**	Burundi	32,19		32,19
Multinational_Projet d'aménagement de routes (Mugina-Mabanda-Nyanza Lac et Rubavu-Gisiza) et de facilitation de transport sur le corridor Nord-Sud, Phase III (Burundi/Rwanda)**	Rwanda	45,82		45,82
Programme de Facilitation des Transports sur les Corridors Douala-Bangui et Douala-Ndjamena: don supplémentaire	République Centrafricaine	4,92		4,92
Batshamba-Tshikapa Road Improvement Project: Loange Bridge-Lovua Bridge Section	République démocratique du Congo	62,68		62,68

Deuxième projet d'appui institutionnel à la gouvernance économique et financière	Ethiopie	41,06		41,06
Multinational - Projet de corridor routier Mombasa-Nairobi-Addis Abeba - Phase III	Ethiopie	105,00		105,00
Multinational - Projet de corridor routier Mombasa-Nairobi-Addis Abeba - Phase III	Kenya	120,00		120,00
Multinational - Projet de corridor transgambien (Phase I) - Construction du pont transgambien et amélioration du passage transfrontalier	Gambie	74,39		74,39
Multinational - Projet de corridor transgambien (Phase I) - Construction du pont transgambien et amélioration du passage transfrontalier	Sénégal	3,18		3,18
Projet de réhabilitation de la route Matotoka-Sefadu tronçon I : Matotoka-Yiye	Sierra Leone	23,16		23,16
Projet d'appui au secteur routier II	Tanzanie	140,00		140,00
Multinational - Projet du pont de Kazungula	Zambie	51,00		51,00
TIC				
Projet d'appui au Complexe Numérique de Bamako	Mali	14,00		14,00
Approvisionnement en eau et assainissement				
Projet d'alimentation en eau potable et d'assainissement de huit centres secondaires et des zones rurales environnantes	Tchad	18,79		18,79
Projet d'alimentation en eau et assainissement en milieu rural	Gambie	1,30		1,30
Programme National d'Eau Potable et d'Assainissement en milieu rural (PNAEPA, Phase II)	Niger	16,00		16,00
Projet d'extension de l'approvisionnement en eau et d'assainissement de Zaria	Nigeria	63,92		63,92
Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement	Uganda	40,00		40,00
Multisecteur - Biens publics régionaux panafricains				
Multinational - Programme de renforcement des capacités statistiques pour le suivi des OMD et mesure des résultats	Multinational	23,41		23,41
FEF Pilier III Appui au renforcement des capacités & assistance technique				
26 projets dans 13 pays		14,15		14,15
TOTAL des opérations approuvées		2 607,90	62,67	2 684,58

Notes: *Les surcharges sont appliquées sur les montants approuvés sous la forme de dons; ** Projets d'infrastructure liés à l'agriculture.